

# Volume 2 UNE ARMÉE

*La révolte des luddites contre la machine industrielle*

## DE JUSTICIERS

\* \* \* EDWARD PALMER THOMPSON \* \* \*



BLACK-STAR

★(s)éditions



# Le triangle luddite

- 1- York
- 2- Leeds
- 3- Manchester
- 4- Bolton
- 5- Liverpool
- 6- Sheffield
- 7- Nottingham
- 8- Birmingham
- 9- Cambridge
- 10- Oxford
- 11- Londres
- 12- Bristol



**P**endant plus de deux siècles, la révolte des ouvriers luddites a été déformée, enfouie, refoulée par les historiens de toutes les écoles.

En 1963, Edward P. Thompson, historien communiste – mais libre d’esprit – produit dans son livre *The Making of the English Working Class* (Editions Victor Gollancz <sup>1</sup>, 1963) un chapitre d’épopée, « Une armée de justiciers », qui fait mieux que réhabiliter les luddites. Trente ans avant Marx et le *Manifeste du Parti Communiste* (1847), ces derniers critiquent en actes la dissociation entre moyens et rapports de production. Ils se battent pour l’autonomie ouvrière, contre l’asservissement à la machine, pour la survie de leur communauté et la fierté de l’ouvrage bien fait.

Depuis ce livre pionnier, des études sur les luddites se multiplient. Les leçons que l’on tire de leur combat pourraient-elles supplanter le marxisme comme horizon indépassable de notre temps ?

D’après son préfacier, Miguel Abensour, « Le chapitre sur le luddisme (“Une armée de justiciers”) constitue un petit ouvrage à lui seul. »

Le voici.

**Pièces et Main d’œuvre  
& Black-star (S)éditions**

*N.B.* : « Une armée de justiciers » correspond au chapitre 14 (p. 426-543) de la 3<sup>e</sup> partie (« Présence de la classe ouvrière ») de l’ouvrage de Thompson *La formation de la classe ouvrière anglaise*. Ce chapitre est publié en deux brochures.

---

<sup>1</sup> Traduit en français sous le titre *La Formation de la Classe Ouvrière Anglaise*, Paris, Ed. Le Seuil / Gallimard [Coll. Hautes Etudes], 1988 par Gilles Dauvé, Mireille Golaszewski et Marie-Noëlle Thibault. Présentation de Miguel Abensour.

Par souci de clarté, nous avons classé les notes de Thompson indiquant des références. Certaines d'entre elles, qui ne sont pas nécessaires à la bonne compréhension du texte, sont signalées ainsi : [\*xx] et se trouvent en fin d'ouvrage. En revanche, celles qui nous paraissaient nécessaires font l'objet de notes de bas de page. Quant à nos propres références, elles comportent la mention suivante : [NdBS] pour [Note de Black-Star].

Nous tenons également à informer que certains passages du texte comportent un grand nombre de majuscules. Il ne s'agit pas d'erreurs de notre part mais bien d'un style d'écriture qui se pratiquait à cette époque.

Enfin, nous avons également ajouté une brève chronologie du mouvement luddite à la fin de cette brochure. Celle-ci est extraite de l'ouvrage de Kirkpatrick Sale, *La révolte luddite, Briseurs de machines à l'ère de l'industrialisation* [Rebels against the futur, 1995], traduit de l'américain par Celia Izoard, Paris, Ed. L'échappée, 2006.

**Grignoble / (st)-é, janvier 2011**

**Pour tous commentaires, infos, critiques,  
remarques, insultes, etc. :**

**Black-star (S)éditions**  **& Pièces et Main d'oeuvre**   
**black-star@no-log.org**  **www.piecesetmaindoeuvre.com**

**Anti-copyright, photocoPillage, diffuse !**

*Traduction de la quatrième de couverture :*

**ATTENDU QUE,**  
Plusieurs **INDIVIDUS MALVEILLANTS** se sont réunis  
pour organiser des émeutes, et ont **DÉTRUIT** un grand **NOMBRE** de  
**MACHINES**

**Dans divers Endroits du Pays,**  
**CETTE CIRCULAIRE**  
**POUR FAIRE SAVOIR**

Que toute Personne qui livrera des informations sur une ou des Personne(s)  
qui, perfidement,

**BRISE(NT) DES MACHINES**

Recevra, si cette ou ces personnes sont déclarées **COUPABLES**

**50 PIÈCES D'OR**  
**DE RECOMPENSE.**

Et toute Personne ayant activement participé aux **ÉMEUTES**, qui  
dénoncera ses Complices recevra, si ces personnes sont déclarées  
**COUPABLES**, la même Récompense, et nous ferons tous les Efforts  
possibles afin d'obtenir son Pardon.



Information à transmettre à Messieurs **COLDHAM** et **ENFIELD**.

Nottingham, le 26 mars 1811

*Cette affiche fut placardée à Nottingham à la suite des premiers bris de machines.*



UNE ARMÉE  
DE JUSTICIERS



- *Volume 2* -

Bien que nous ne possédions pas de documents nous permettant de connaître aussi nettement les sentiments des dirigeants des tisserands et des tondeurs de drap, il est certain que ceux-ci s'étaient heurtés aux mêmes difficultés lors de leur recours infructueux et coûteux au Parlement, entre 1800 et 1812. Nous avons déjà retracé en détail l'histoire des tisseurs de coton du Lancashire. Soulignons que le luddisme, dans le Lancashire, se développa pendant une phase de crise entre le paternalisme et le laissez-faire, exactement comme dans le cas de la bonneterie et des industries de la laine. Jusque dans les années 1800 et 1803, les tisserands avaient pu, après une âpre lutte, s'assurer au moins une protection formelle avec les *Cotton Arbitration Acts*. Les tisseurs de coton du Lancashire étaient déjà en correspondance avec ceux de Glasgow, et (selon le colonel Fletcher de Bolton) leur agitation « prend naissance dans les *Sociétés jacobines* et est conçue comme un moyen d'entretenir dans l'esprit des Tisserands une Effervescence continuelle [...] <sup>[\*1]</sup> ». Le succès remporté avec les *Arbitration Acts* s'avéra illusoire. Tandis que les juges se voyaient conférer des compétences accrues pour jouer le rôle de médiateurs et imposer un salaire minimum,

les Juges, qui par leur rang et leur fortune étaient plus proches des Maîtres, et qui aussi les connaissaient mieux, car ils se rencontraient en dehors de leur travail, ne mettaient pas un zèle excessif à s'occuper de l'affaire <sup>[\*2]</sup>.

La campagne pour le salaire minimum connut sa première crise en 1807-1808, avec la multiplication des pétitions, des manifestations et des grèves et, enfin, avec l'arrestation du colonel Henson <sup>[\*3]</sup>. Selon un témoin écossais qui dit avoir pris une part importante à l'organisation, un puissant syndicat existait chez les tisserands à l'échelle nationale entre 1809 et la fin de 1812. Il avait son centre à Glasgow et des bastions en Ecosse, dans le Lancashire, à Carlisle et dans le nord de l'Irlande <sup>[\*4]</sup>. En 1811, les tisserands reprirent leurs efforts pour obtenir une loi sur le salaire minimum. Des pétitions réclamant une protection contre les employeurs sans scrupule furent signées par 40 000 tisserands à Manchester, 30 000 en Ecosse et 7 000 à Bolton. Des divergences dans les conseils que tenaient les tisserands semblent se faire jour en 1812 ; ceux du Lancashire abandonnèrent tout espoir de protection et se tournèrent vers le luddisme, alors que ceux de Glasgow et de Carlisle décidèrent de mener des actions longues et coûteuses devant les tribunaux sur la question de la réglementation des salaires et de l'apprentissage. Les ouvriers de Glasgow gagnèrent effectivement leur cause à l'issue d'une bataille juridique très coûteuse menée jusque devant les tribunaux supérieurs. Mais les manufacturiers refusèrent aussitôt de payer le minimum fixé par les juges lors des sessions trimestrielles de la justice de paix (*Quarter Session*). Ce refus provoqua (en novembre et décembre 1812) une grève des tisserands, qui fut remarquablement bien suivie, s'étendant d'Aberdeen à Carlisle, et qui se déroula dans un ordre impressionnant. Les

ouvriers étaient décidés (dit Richmond <sup>2</sup>) à imposer par « un unique effort moral simultané » les salaires accordés par la loi, et décidés aussi à « offrir une résistance ultime pour la défense de leur rang dans la société ». Les dirigeants de Glasgow (« des gens d'une compétence et d'un sang-froid merveilleux »), qui s'étaient donné la peine de consulter des juristes avant chaque décision et de rester dans les limites de la légalité, furent alors arrêtés et condamnés à des peines de prison allant de quatre à dix-huit mois. Quand, deux ans plus tard, les clauses sur l'apprentissage du statut élisabéthain furent révoquées, une autre pétition – émanant cette fois des tisserands du Lancashire – déclara que « *la nouvelle Loi révoquant la précédente a frappé l'esprit des Pétitionnaires plus que l'on ne saurait l'imaginer, car elle ne leur laisse plus d'espoir [...]* <sup>[\*5]</sup> ».

Le sort des dirigeants des tisserands de Glasgow fut l'exemple le plus criant de la situation généralement difficile dans laquelle se trouvaient les syndicalistes à cette époque. Et c'est ici que convergent les différents points de notre analyse des causes qui ont provoqué l'apparition du luddisme. Il est évidemment facile de se rabattre sur une « explication économique » oiseuse, qui attribue le luddisme au simple jeu de cause à effet des Ordres en Conseil. Il est vrai que le Blocus continental de Napoléon et les mesures de rétorsion que furent les Ordres en Conseil avaient fini par perturber gravement les marchés des textiles britanniques au point que les industries du Lancashire, du Yorkshire et des Midlands stagnaient. La guerre et les mauvaises récoltes successives avaient contribué à élever le prix des produits alimentaires à des niveaux de « famine ». Mais cela ne suffit sûrement pas à expliquer le luddisme ; cela peut aider à expliquer son déclenchement, mais non sa nature. Ces années de détresse, 1811 et 1812, ajoutèrent le suprême fléau de la faim aux autres problèmes. Chaque procédé utilisé par les patrons les moins scrupuleux pour économiser du travail et réduire sa valeur (métiers mécaniques, métiers à tondre ou « travail bâclé ») n'en apparaissait que plus odieux. Mais la nature du luddisme n'était pas celle d'une protestation aveugle ou d'une émeute de la faim (comme il y en eut dans beaucoup d'autres régions). Il ne convient pas non plus de voir dans le luddisme une forme de syndicalisme « primitif ». Nous l'avons vu, les hommes qui organisaient, protégeaient ou excusaient le luddisme n'étaient pas des primitifs, loin de là. Ils avaient de l'astuce et de l'humour ; certains d'entre eux étaient comparables aux artisans londoniens pour leur maîtrise de la réflexion et de l'expression. Certains avaient lu Adam Smith ; plus nombreux étaient ceux qui avaient un peu étudié la législation sur les syndicats. Tondeurs de drap, tricoteurs sur métier et tisserands étaient capables de diriger une organisation complexe, de s'occuper de la correspondance et des finances, d'envoyer des délégations jusqu'en Irlande ou de maintenir des liens réguliers

---

<sup>2</sup> [NdBS] Alexander Bailey Richmond (1809 – †1834), auteur de *Narrative of the Condition of the Manufacturing Population*, 1825.

avec le West Country. Tous avaient eu affaire, par l'intermédiaire de leurs représentants, avec le Parlement ; tandis que les tricoteurs sur métier qui avaient accompli leur apprentissage étaient « bourgeois » (*burgesses*) et électeurs à Nottingham.

On doit comprendre que l'apparition du luddisme se situe au point critique de l'abrogation de la législation paternaliste et de l'imposition aux travailleurs, contre leur volonté et leur conscience, de la politique économique du laissez-faire. C'est le dernier chapitre d'une histoire qui commence aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles et dont l'essentiel a été décrit dans *Religion and the Rise of Capitalism* de Tawney<sup>3</sup>. A vrai dire, cette législation paternaliste était à l'origine, et pour l'essentiel, non seulement restrictive, mais aussi punitive pour le travailleur. Néanmoins, elle faisait partie de l'image imprécise d'un état corporatiste et bienveillant, qui sanctionnait légalement et moralement le manufacturier sans scrupule ou l'employeur injuste, et dans lequel les compagnons constituaient un « état » reconnu dans le royaume, si bas fût-il. Il était possible, au moins en théorie, de demander au juge de paix, en dernier recours, son arbitrage ou sa protection, et, même si les travailleurs avaient appris dans la pratique que l'on ne devait pas en attendre grand-chose, il n'en restait pas moins que les juges étaient appréciés en fonction de cette théorie. La fonction de l'industrie était de fournir un moyen de subsistance à ceux qui y étaient employés ; toutes pratiques ou interventions manifestement nuisibles au bien du « Métier » étaient répréhensibles. Le compagnon était fier de son habileté professionnelle, non seulement parce qu'elle augmentait sa valeur sur le marché du travail, mais parce qu'elle faisait de lui un homme de métier.

Cet idéal peut très bien n'avoir jamais été rien de plus qu'un idéal ; à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il avait peut-être fait son temps. Mais il était néanmoins d'une importance significative dans la mesure où il définissait ce qui *devrait* être, ce à quoi se référaient les artisans, les compagnons et beaucoup de petits maîtres. Bien plus, cet idéal se perpétuait dans les valeurs et les coutumes des communautés artisanales les plus traditionnelles. Les compagnons le célébraient lorsqu'ils fêtaient avec éclat et entrain la fête de saint Crispin, patron des cordonniers, le jubilé des « guildes » de Preston ou la fête du saint évêque Blaise, patron des peigneurs de laine. Les premiers syndicats quasi légaux reprirent cette tradition dans les emblèmes de leurs cartes d'adhésion : les tondeurs, avec leur écusson surmonté de cisailles croisées, entre les figures de la justice et de la liberté ; les cordonniers, avec leur devise « *Que les Fabrications des Fils de Crispin soient aux Pieds du Monde entier* » ; et tous les syndicats, avec leurs proclamations et manifestes, signés « **BY ORDER OF THE TRADE** » (« par ordre du métier »). Comme c'est souvent le cas, alors que la tradition était en train de mourir, elle baignait dans une lumière nostalgique.

---

<sup>3</sup> [NdBS] Richard Henry Tawney (1880 – †1962), historien anglais de l'économie.

On oublie parfois avec quelle rapidité fut abolie la législation paternaliste. Les importantes lois de Spitalfields (*Spitalfields Acts*) ne furent adoptées qu'en 1773 et restèrent en vigueur, avec quelques modifications, pendant cinquante ans. Elles assuraient aux tisserands de la soie un salaire minimum légal, ce que les autres tisserands et les tricoteurs s'efforcèrent en vain d'obtenir <sup>[\*6]</sup>. Les *Cotton Arbitration Acts* (1800-1803), malgré leur inefficacité, servaient au moins à préserver l'idée de protection. Après quoi, en l'espace de dix ans, presque tout le code paternaliste disparut. La réglementation de l'industrie de la laine fut suspendue entre 1803 et 1808 et, en 1809, elle fut révoquée. Les clauses sur l'apprentissage du statut élisabéthain le furent en 1813. Les clauses qui donnaient aux magistrats le pouvoir d'imposer un salaire minimum subirent le même sort en 1814 (mais celle qui stipulait qu'il était interdit d'abandonner un travail inachevé resta en vigueur). Les restrictions sur l'emploi des apprentis dans la coutellerie furent annulées en 1814 par le *Cutlers' Bill* de Sheffield. Pendant cette même période de dix ans, les ouvriers, qui étaient sanctionnés, en vertu des *Combination Acts*, pour toute action syndicale directe, eurent de plus en plus souvent recours aux tribunaux pour faire appliquer une législation en voie de tomber en désuétude. Des actions furent ainsi engagées par les travailleurs de la laine au sujet des laineuses mécaniques et de l'apprentissage, par les tricoteurs sur métier au sujet du « travail au rabais » et du « paiement en nature », par les tisseurs de coton à propos de l'apprentissage et de l'application du salaire minimum, et plus d'une dizaine de procès furent intentés par les métiers de Londres (carrossiers, serruriers, artisans mécaniciens et autres) entre 1809 et 1813 <sup>[\*7]</sup>. La grande majorité de ces procès furent des échecs. Ceux, très rares, qui furent gagnés épuisèrent les fonds des syndicats pour des dommages et intérêts dérisoires. Enfin, c'est aussi pendant cette période que les derniers contrôles coutumiers ou légaux sur le système de fixation des prix du marché disparurent, cependant que le droit commun qui sanctionnait l'accaparement et la spéculation cessa d'être appliqué.

Imaginons l'amère expérience de Henson et de Large, dans leur fréquentation ruineuse des milieux parlementaires, multipliée par cent. Les travailleurs comprenaient parfaitement ce qui leur arrivait. Ils étaient pris entre deux feux. D'un côté, ils affrontaient l'ordre établi. Il ne faut pas croire que tous les juges de province, ni même les *lords-lieutenant*, étaient des partisans dogmatiques du laissez-faire. Parfois, ces hommes hésitaient réellement à intervenir contre les compagnons et désapprouvaient même fortement les méthodes des grands patrons. Mais, à partir du moment où les doléances des ouvriers étaient exprimées avec force, elles constituaient une menace pour les valeurs d'ordre. Le châtelain traditionnel pouvait avoir de la sympathie pour le tricoteur sur métier affamé qui s'en remettait à son autorité pour que justice soit faite. Il n'avait aucune sympathie pour les comités secrets, les manifestations de rue, les grèves ou la destruction des biens.

De l'autre côté, les ouvriers avaient à affronter les employeurs, qui étaient de plus en plus soutenus par les théoriciens du laissez-faire. Les lois sur le blé (*Corn Laws*<sup>4</sup>) de 1815 devaient révéler à quel point l'aristocratie et la petite noblesse étaient loin d'accepter en réalité ces thèses. Mais, pour le cabinet de guerre, il était commode d'accepter les arguments de la « libre concurrence », pour autant qu'ils étaient dirigés contre la classe ouvrière, plutôt que contre les propriétaires terriens, par pur opportunisme contre-révolutionnaire. En effet, Lord Sidmouth, lorsqu'il proposa, en 1813, d'abroger les mesures d'arbitrage des salaires, ne voyait guère la nécessité de débattre la question :

*Des esprits aussi éclairés que ceux de Vos Seigneuries n'ont point eu de difficultés à saisir à quel point cet état de choses était pernicieux à la fois pour l'employeur et pour le serviteur, mais surtout pour celui-ci. Vous devez donc tous être convaincus qu'il était opportun d'abroger ces règlements pernicieux* [\*8].

Si des hommes comme les délégués des tondeurs de drap et des tricoteurs sur métier se virent opposer une fin de non-recevoir de la part des ministres, ils ne trouvèrent nul réconfort auprès des radicaux comme Hume ou même Burdett. Ils étaient combattus, d'un côté, au nom de l'ordre établi et, de l'autre, au nom de la liberté économique. Entre les deux, une masse de députés indécis, dont certains se sentirent, peut-être, vaguement coupables de l'injustice commise, choisirent l'issue la plus facile : « *Ils s'enfuirent de la Chambre comme l'éclair quand notre affaire fut discutée.* »

Byron, dans son fameux discours à la Chambre des lords contre le projet de loi qui visait à faire du bris de machine un crime capital, ne cédait pas à l'hyperbole quand il déclarait : « *Que l'on avance une proposition pour porter secours ou émanciper, et vous hésitez, vous délibérez pendant des années, vous temporez et brouillez les esprits ; mais une loi de mort doit passer sur-le-champ sans*

---

<sup>4</sup> [NdBS] Les *Corn Laws* furent une série de textes réglementaires adoptés au Royaume-Uni entre 1773 et 1815 pour encadrer le commerce des céréales avec l'étranger. On désigne cependant le plus souvent par ce terme le dernier de ces textes, le *Corn Law Act* de 1815, qui interdisait toute importation de céréales lorsque les cours passaient en dessous d'un certain seuil. Cette loi protectionniste fut introduite par les propriétaires terriens, qui dominaient alors le Parlement, afin de protéger leurs profits en imposant une taxe sur le maïs importé. En effet, au cours des guerres napoléoniennes il n'était plus possible d'importer du maïs de l'Europe et cela conduisit à une expansion de la culture du blé et ainsi du prix du pain. [Cf. note n°7, in *Une armée de justiciers*, volume 1] Cette loi fut détestée par la population vivant dans les villes mais aussi par les industriels. Pour ces derniers, les *Corn Laws*, étaient source d'inquiétude puisque cela risquait de se traduire par une demande d'augmentation des salaires, ce qui ne tarda pas d'arriver. En 1816, il y eut une mauvaise moisson et le prix du pain augmenta rapidement. Elle fut suivie par des troubles sociaux. Les travailleurs exigèrent des salaires plus élevés afin de pouvoir assurer la hausse des prix alimentaires. Cela donna lieu à des grèves mais aussi des émeutes de la faim dans toute la Grande-Bretagne.

*une pensée pour les conséquences.* » Les ouvriers sentirent que les liens, même idéalisés, qui les liaient au reste de la communauté par des obligations et devoirs réciproques, étaient en train de se rompre l'un après l'autre. On était en train de les mettre au ban de la Constitution. L'injure était ressentie avec beaucoup d'amertume par ceux qui, comme les tisserands et les tricoteurs, sentaient que leur rang d'artisan était sapé. En 1811, les ouvriers des soieries unis (*Plain Silk Hands*) de Derby s'adressèrent aux maîtres bonnetiers :

En tant qu'artisans ingénieux qui travaillons sur des matériaux de grande valeur [...] nous estimons avoir droit à un rang plus élevé dans la société : sur le plan des émoluments, nous devrions égaler les artisans de toute première qualité. [...] Bloqués par une loi sur les associations, nous ne pouvons pas nous adresser à vous en tant que groupe constitué et dire que nous demandons une augmentation des salaires, mais nous pouvons dire que *LA JUSTICE EXIGE* que nous recevions une rémunération pour le travail supplémentaire <sup>[\*9]</sup>.

« *Lorsque nous considérons, déclara un comité de tisserands du Lancashire en 1811, que la Législature est déjà intervenue dans des questions de moindre importance – a établi des lois pour régler le prix des céréales, pour fixer l'excise sur le pain [...] pour augmenter le salaire des Magistrats et du Clergé [...] ce Comité ne sait vraiment que penser des raisons avancées selon lesquelles il serait malvenu que le Pouvoir législatif intervienne dans une situation d'une si grande urgence* » :

*Si vous disposiez de 70 000 votes pour envoyer des Députés siéger dans cette Chambre, votre demande aurait-elle été traitée avec tant d'indifférence, pour ne pas dire d'inattention ? Nous ne le pensons pas* <sup>[\*10]</sup>.

En premier lieu, donc, nous devons considérer le luddisme dans ce contexte. Les compagnons et les artisans se sentaient dépouillés de leurs droits constitutionnels, et c'était là une conviction profondément ancrée. Ned Ludd était le « justicier » ou le « Grand Exécuteur » qui défendait (« par un vote unanime du Métier ») des droits trop solidement établis « par la Coutume et la Loi » pour qu'ils pussent être annulés par quelques maîtres ou même par le Parlement :

*Né chantez plus vos vieux airs sur Robin des Bois  
Ses exploits je n'admire guère.  
Je chanterai les Hauts Faits du Général Ludd  
Aujourd'hui le Héros du Nottinghamshire [...]* <sup>[\*11]</sup>.

Mais, en second lieu, nous ne devons pas surestimer l'isolement des tricoteurs sur métier et des tondeurs. Pendant toute la période des « excès » luddistes, les

briseurs de machines avaient le soutien de l'opinion publique des Midlands et du West Riding. Les grands employeurs, et le système industriel en général, soulevaient une profonde hostilité chez les milliers de petits maîtres. En 1795, les petits maîtres drapiers du West Riding avaient lancé une campagne active en faveur d'un projet de loi « *afin de restaurer et de préserver le vieux système de fabrication du Drap [...]* ».

*Jusqu'à la période récente, le Système consistait à faire fabriquer le drap par des Personnes qui habitaient dans les différents villages du Comté, et à le vendre dans les Halles publiques de Leeds aux marchands qui ne s'occupaient pas de la fabrication.*

*Récemment, plusieurs marchands sont devenus des manufacturiers de Drap et, pour mieux effectuer cette fabrication, ils ont construit de très grands Bâtiments appelés Fabriques, dans lesquels ils ont l'intention d'employer des Drapiers comme s'ils étaient leurs Serviteurs, de sorte que les personnes, qui, avec leurs Familles, avaient été dispersées comme nous l'avons mentionné, soient rassemblées à l'intérieur ou à proximité de ces Bâtiments dans un état de Dépendance.*

Le projet de loi (qui voulait empêcher les marchands manufacturiers d'accroître leurs commandes en achetant le drap dans les halles publiques) avait « *pour but de préserver un Système d'Organisation de la Profession qui avait créé plus d'Indépendance, de Prospérité et de Moralité, et par conséquent plus de Bonheur que n'importe quelle autre branche de Manufacture du Royaume* <sup>[\*12]</sup> ».

Le fossé qui séparait un « serviteur », un ouvrier salarié soumis aux ordres et à la discipline du maître, d'un artisan, qui avait le loisir d'« aller et venir » comme bon lui semblait, était assez profond pour que les gens soient prêts à verser leur sang plutôt que d'être contraints à passer d'un bord à l'autre. Et, dans le système de valeurs de la communauté, ceux qui résistaient à la dégradation étaient dans leur droit. En 1797, la première usine à vapeur fut construite à Bradford sous les menaces et les huées de la foule. Les « petits fabricants » du West Riding voyaient dans la création d'Arkwright <sup>5</sup>, hérissée de cheminées, de l'autre côté des Pennines, l'arrêt de mort de leur propre industrie domestique. Les petits maîtres qui soutenaient l'« Institution » ou la « Communauté des Drapiers », entre 1802 et 1806, gardaient au fond d'eux-mêmes une théorie générale d'économie morale.

On oublie facilement la très mauvaise réputation des nouvelles fabriques de coton. C'étaient des centres d'exploitation, des prisons monstrueuses dans lesquelles des enfants étaient enfermés, des centres d'immoralité et de conflits

---

<sup>5</sup> [NdBS] Richard Arkwright : (1732 – †1792), ingénieur et industriel britannique, inventeur de la Water frame, une machine à filer le coton qui réduisait à presque rien la main-d'œuvre.

du travail <sup>6</sup> ; par-dessus tout, l'artisan industriel y était réduit à un « état de Dépendance ». Ce qui était enjeu, c'était tout un mode de vie pour la communauté, et nous devons donc comprendre que l'opposition des tondeurs à certaines machines allait bien au-delà de la défense de son niveau de vie par un groupe particulier de travailleurs qualifiés. Ces machines étaient le symbole vivant de l'empiétement progressif du *système* industriel. Les préventions morales de certains drapiers étaient parfois si fortes que l'on connaît des cas où, délibérément, ils écartèrent des inventions qui économisaient de la main-d'œuvre ; et le père de Richard Oastler <sup>7</sup> vendit, en 1800, une affaire prospère plutôt que d'employer des machines qu'il considérait comme « un moyen d'oppression entre les mains des riches, et de dégradation et de malheur pour les pauvres <sup>[\*13]</sup> ». C'était ce sentiment, répandu parmi les drapiers, les maîtres apprêteurs, les artisans et les travailleurs de toute sorte, et même parfois dans les professions libérales, qui apportait aux luddistes une justification et une protection. Le général Grey, qui commanda les troupes dans le West Riding en 1812, constata avec consternation

*à quel point l'opinion et les vœux de la fraction même la plus respectable des Habitants sont à l'unisson avec la populace égarée et mal disposée à l'égard des Laineuses mécaniques et des Métiers à Tondre, qui sont les objets actuels de son ressentiment ; et cela est vrai aussi de personnes qui ont des fabriques qui fonctionnent différemment dans la même branche d'Industrie [...] <sup>[\*14]</sup>.*

Ces sentiments existaient aussi dans les Midlands, où aucune amélioration importante des machines n'était en jeu. Les maîtres bonnetiers, les boutiquiers, les artisans et même certains industriels de la bonneterie étaient entièrement du côté des tricoteurs sur métier, très certainement en tout cas lors de leur recours au Parlement en 1812. La loi instaurant la peine capitale pour le bris de machine était désavouée même par les industriels de la bonneterie, dont elle était censée défendre les intérêts. Et, sous ce jour, il devient de moins en moins possible de défendre l'image que l'on donne conventionnellement du luddisme de ces années-là, c'est-à-dire celle d'une opposition aveugle aux machines en tant que telles. Ce qui était en cause, c'était la « liberté » du capitaliste de détruire les coutumes du métier par l'introduction de nouvelles machines, par le système de la grande industrie, par la concurrence sans limites qui diminuait les salaires,

---

<sup>6</sup> Comparons ce que dit le tory Cobbett, dans le *Political Register*, 23 juillet 1803 : « Le dimanche, les enfants qui ont été lâchés de [...] ces pestilentielles prisons que l'on appelle manufactures, peuvent dégourdir leurs petits membres pleins de crampes [...] » ; et ce que dit le libéral *Leeds Mercury*, 6 mars 1802 : « Les grandes manufactures, dans cette ville et dans les autres, sont de véritables séminaires pour toutes les formes d'empiété et d'obscénité. [...] La Vérité de cette constatation ne peut être mise en doute. »

<sup>7</sup> [NdBS] *Richard Oastler* (1789 – †1861), réformateur du travail. Il a lutté pour les droits des enfants qui travaillent à l'usine et contre les mesures visant les pauvres (*Poors Law*).

éliminait les rivaux et détériorait la qualité du travail. Nous sommes tellement habitués à l'idée que la libération de l'activité économique des « pratiques restrictives » était inévitable et « progressiste » au début du XIX<sup>e</sup> siècle qu'il nous faut faire un effort d'imagination pour comprendre que le « libre » entrepreneur, le grand industriel de la bonneterie ou de l'industrie cotonnière, qui bâtissait sa fortune par de tels moyens, ne suscitait pas seulement la jalousie, mais était surtout regardé comme un homme dont l'activité était *immorale* et *illégal*e. La tradition du juste prix et du salaire équitable se maintint plus longtemps parmi les « ordres inférieurs » qu'on ne le soupçonne parfois. Ils ne virent pas dans le laissez-faire une liberté mais un « abus perfide ». Et ils ne pouvaient voir une loi de la nature dans la possibilité accordée à un seul homme, ou à quelques-uns, d'avoir recours à des pratiques qui, de toute évidence, portaient préjudice à leurs concitoyens.

Une « *Déclaration extraordinaire* », adressée à « *notre Frère bien-aimé et Capitaine Edward Ludd* » renferme toutes ces notions de l'économie morale du « *Métier* ».

*Vu que nous, les Agitateurs généraux des Comtés du Nord, assemblés pour réparer les Tort*s faits aux Artisans Ouvriers, nous avons été avisés que Charles Lacy, de la ville de Nottingham, Manufacturier de Dentelle britannique, s'est rendu coupable de divers Actes frauduleux et oppressifs par lesquels il a réduit à la pauvreté et condamné à la Misère Sept Cents de nos Frères bien-aimés [...] en fabriquant de la Dentelle au Point de Coton frauduleuse, à un seul Fil, et a obtenu Quinze Mille Livres, et a ainsi ruiné la Dentellerie de Coton, et par là même nos Frères estimables et bien-aimés, dont le gagne-pain et le bien-être dépendaient de la poursuite de cette occupation.

*Il nous paraît que ledit Charles Lacy a été animé par les motifs les plus diaboliques, c'est pourquoi [...] nous prononçons la confiscation desdites Quinze Mille Livres, en même temps que [...] nous ordonnons à Charles Lacy de distribuer équitablement ladite somme aux Travailleurs, qui ont produit de la Dentelle de Coton au cours de l'an 1807 [...]*<sup>8</sup>.

Sous cet angle, le luddisme peut alors être compris comme une éruption violente de ressentiments contre le capitalisme industriel anarchique, inspirée par un code paternaliste sur le point de disparaître et nourrie par la tradition de la communauté des travailleurs. Mais le terme « réactionnaire » vient parfois trop facilement aux lèvres. Car, en dépit de toutes les homélies adressées aux

---

<sup>8</sup> La « *Déclaration* », écrite sur une fine feuille de cuivre, datée de novembre 1811, donne pouvoir à Edward Ludd d'« *infliger la Peine de Mort* » en cas de manquement et de distribuer 50 livres aux exécuteurs, cf. J. Russell, « *The Luddites* », *Tram. Thoroton Society*, X, 1906, p. 53-62.

luddistes (alors et par la suite) sur les conséquences bénéfiques des nouvelles machines ou de la « libre » entreprise – les luddistes étaient de toute façon assez intelligents pour juger tout seuls de la valeur de ces arguments –, ce furent les briseurs de machines, et non pas les sermonneurs, qui en évaluèrent les effets à court terme de la manière la plus réaliste. Les tondeurs de drap fournissent le meilleur exemple d'un métier qui disparut purement et simplement :

Entre 1806 et 1817, le nombre des laineuses mécaniques dans le Yorkshire serait passé de 5 à 72, et le nombre des cisailles mécaniques, de 100 à 1 462 ; sur un total de 3 378 tondeurs, au moins 170 restaient sans travail, cependant que 1 445 étaient sous-employés <sup>[\*15]</sup>.

Ils furent remplacés par une main-d'œuvre non qualifiée et des adolescents. Voici un récit de 1841 :

En 1814, on comptait 1 733 tondeurs de drap à Leeds, qui travaillaient tous à plein temps ; maintenant, depuis l'introduction des machines, la totalité des draps de laine [...] est apprêtée par un nombre relativement réduit de travailleurs, surtout de jeunes garçons, pour un salaire de 5 à 8 shillings par semaine [...] et par quelques adultes, pour 10 à 14 shillings. Les anciens tondeurs de drap se sont reconvertis comme ils ont pu ; certains comme gardes, porteurs d'eau, éboueurs, ou bien ils vendent des oranges, des gâteaux, des rubans et de la dentelle, du pain d'épice, du cirage, etc., etc. <sup>[\*16]</sup>

Ce fut la triste fin d'un métier honorable. L'histoire ultérieure des tricoteurs sur métier et des tisseurs de coton ne fournit guère de preuves plus convaincantes pour soutenir la théorie « progressiste » des avantages de l'effondrement de la tradition et des « pratiques restrictives ». Nous avons déjà examiné avec suffisamment de détails la destruction des moyens d'existence du tisserand. S'il y a un épisode de la révolution industrielle plus poignant que celui des tisserands sur métier à bras, ce fut bien celui des tricoteurs sur métier. Vers 1819, selon Felkin <sup>9</sup>, beaucoup d'entre eux en étaient réduits à gagner de 4 à 7 shillings par semaine pour seize à dix-huit heures de travail par jour ; il ne leur restait comme horizon que l'émigration vers le cap de Bonne-Espérance. Il y eut une petite amélioration au début des années 1820, avec l'introduction de la dentelle industrielle (la « fièvre » de la dentelle au fuseau ou au bloquet), qui redonna brièvement vie au métier, avant de faire place à une dégradation prolongée. « Nous avons un petit mieux de temps à autre », dit l'un d'eux à Thomas Cooper <sup>10</sup> en 1840 : « Mais très vite nous retournons à la famine » (4 shillings et 6 pence étaient considérés comme un salaire « moyen » à cette époque lorsque

---

<sup>9</sup> [NdBS] William Felkin (1795-1874), auteur de *History of the Machine-Wrought Hosiery and Lace Manufactures* (1867).

<sup>10</sup> [NdBS] Thomas Cooper : (1805–1892), poète anglais connu pour ses œuvres sur le mouvement chartiste en Angleterre écrites dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle.

l'on trouvait du travail). Entre le loyer du métier à tricoter, d'un côté, et une multiplicité de formes mesquines d'exploitation – diminution de salaire, mise à l'amende ou « retenues », paiement en nature –, de l'autre, « le pauvre tricoteur sur métier avait les traits marqués par les soucis, au point qu'il était reconnaissable à cent miles <sup>11</sup> de Leicester à son air misérable et abattu ». La « libre concurrence » fut à elle seule responsable de cette situation, en dehors de toute introduction de nouvelles machines hydrauliques ou à vapeur <sup>[\*17]</sup>.

Même si l'on prend en considération la baisse du coût des produits, on ne peut pour autant qualifier de « progressiste » un processus qui aboutit à la dégradation des ouvriers de cette industrie pendant une période de vingt à trente ans. Vu sous cet angle, le luddisme peut être compris comme un conflit de *transition*. Les luddistes se référaient aux vieilles coutumes et à la législation paternaliste qu'il était impossible de ressusciter ; mais ils tentaient par ailleurs de s'appuyer sur les anciens droits pour définir de nouvelles revendications. A plusieurs reprises, ils demandèrent un salaire minimum légal ; le contrôle de l'exploitation des femmes et des enfants ; la procédure d'arbitrage ; l'obligation pour les patrons de trouver un emploi aux travailleurs qualifiés remplacés par les nouvelles machines ; l'interdiction du travail de mauvaise qualité ; le droit de s'organiser syndicalement. Toutes ces revendications contenaient une vision de l'avenir, autant que du passé ; et elles esquisaient l'image imprécise d'une communauté plus démocratique que paternaliste, dans laquelle la croissance industrielle devrait être réglemantée en fonction de priorités éthiques, et la recherche du profit subordonnée aux besoins des hommes.

Aussi serait-il juste de considérer les années 1811-1813 comme une ligne de partage des eaux : certains courants remontent dans le passé jusqu'au temps des Tudor ; d'autres se dirigent vers l'avenir et annoncent la législation sociale du siècle suivant. Les luddistes étaient encore des hommes des « guildes », et en même temps parmi les premiers à lancer l'agitation qui devait conduire au mouvement des Dix Heures. Dans chacune de ces directions, il y avait une vision de rechange par rapport à l'économie politique et à la morale du laissez-faire. Durant la période critique de la révolution industrielle, les travailleurs subirent de plein fouet les effets de l'un des dogmes les plus dégradants pour la personne humaine qu'ait connus l'histoire – celui de la concurrence irresponsable et sans frein –, et des générations de travailleurs à domicile en moururent. Marx vit bien que l'adoption de la loi des Dix Heures (1847) signifiait que, « pour la première fois [...] au grand jour, l'économie politique de la bourgeoisie reculait devant l'économie politique de la classe ouvrière <sup>[\*18]</sup> ». Les hommes qui attaquèrent l'usine de Cartwright <sup>12</sup> à Rawfolds annonçaient

---

<sup>11</sup> [NdBS] environ 160 km.

<sup>12</sup> Il s'agit de William Cartwright propriétaire d'une fabrique. Ne pas confondre avec le major John Cartwright (1740 – †1824), officier de la Marine qui lutta pour la réforme parlementaire.

cette autre économie politique, bien que ce fût dans la confusion d'un affrontement nocturne.

## 5.

### *Les compagnons de Sherwood*

L'image que l'on se fait couramment du luddisme est celle d'un mouvement fruste et spontané de travailleurs manuels illettrés, s'opposant aveuglément à l'introduction des machines. Mais les destructions de machines ont une histoire bien plus ancienne. La destruction de l'outillage, des métiers à tisser, des batteuses, l'inondation des mines ou la détérioration des installations de surface, le pillage ou l'incendie des maisons ou des biens de patrons impopulaires, toutes ces formes d'action violente directe, et d'autres, furent employées au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle et de la première moitié du siècle suivant, cependant que le « sabotage » était encore pratiqué dans certaines entreprises de coutellerie de Sheffield. Ces méthodes étaient parfois dirigées contre des machines jugées détestables en tant que telles. Plus souvent, elles permettaient de faire respecter les usages coutumiers, d'intimider les briseurs de grève, les ouvriers « illégaux » ou les maîtres ; et, enfin, elles étaient utilisées (et souvent avec succès) en accompagnement de la grève ou de quelque autre action « syndicale » <sup>[\*19]</sup>.

Bien qu'il soit relié à cette tradition, le mouvement luddiste doit en être distingué, d'abord en raison de son haut niveau d'organisation, puis en raison du contexte politique dans lequel il se développa. Ces différences peuvent se résumer en une seule caractéristique : le luddisme, qui prit naissance dans des conflits du travail particuliers, fut un *mouvement quasi insurrectionnel*, constamment à la limite d'objectifs révolutionnaires plus vastes. Cela ne signifie pas que ce fut un mouvement révolutionnaire conscient au plein sens du terme ; mais il n'en comportait pas moins une tendance à évoluer dans cette direction, et c'est cette tendance que l'on néglige le plus souvent.

C'est dans le Lancashire que le luddisme atteignit le plus haut degré de politisation, la plus grande spontanéité et le maximum de confusion. Dans le Nottinghamshire, le luddisme atteignit le plus haut degré d'organisation et de discipline, et resta le plus strictement limité à des conflits du travail. Dans le Yorkshire, le luddisme évolua à partir de conflits sectoriels vers des objectifs plus lointains. Avant d'analyser ces différences, il nous faut présenter brièvement les faits.

Les principaux troubles commencèrent à Nottingham, en mars 1811. Une grande manifestation de tricoteurs sur métier « demandant du travail et une rétribution plus généreuse » fut dispersée par l'armée. Durant la nuit, soixante métiers à bas furent détruits dans le grand village d'Arnold par des émeutiers qui ne prirent pas la précaution de se déguiser et qui furent encouragés par la foule. Les troubles se prolongèrent pendant plusieurs semaines, surtout la nuit, dans les villages de la bonneterie du nord-ouest du Nottinghamshire. Bien que l'on y eût dépêché des unités spéciales de la police et de l'armée, il ne fut pas possible de procéder à des arrestations.

La destruction de machines avait pris des proportions vraisemblablement jamais atteintes au cours des trente années précédentes, et pourtant cette première explosion de mars et d'avril ne fit pas sensation. Des émeutes de diverses natures se produisaient régulièrement dans les régions industrielles, sans qu'on en parlât beaucoup. Mais, au début de novembre 1811, le luddisme apparut sous une forme beaucoup plus organisée. La destruction de machines n'était plus le fait d'« émeutiers », mais de groupes plus réduits et disciplinés qui se déplaçaient rapidement, la nuit, de village en village. Le phénomène s'étendit du Nottinghamshire à certaines parties du Leicestershire et du Derbyshire, et ne connut pas d'interruption jusqu'en février 1812. Le 10 novembre, un grave affrontement eut lieu à Bulwell, où un fabricant de bonneterie du nom de Hollingsworth défendit ses locaux. Des coups de feu furent échangés, et l'un des luddistes (John Westley, un tricoteur sur métier d'Arnold) fut tué. Les luddistes retournèrent sur les lieux après avoir évacué le corps, enfoncèrent les portes et détruisirent les métiers. Trois jours plus tard, un groupe très nombreux de luddistes, armés de mousquets<sup>13</sup>, de pistolets, de haches et de marteaux, détruisit soixante-dix métiers à tricoter dans un grand atelier de bonneterie de Sutton-in-Ashfield. Chaque nuit, durant plus de trois mois, les attaques continuèrent, parfois dans deux ou trois villages éloignés les uns des autres au cours de la même nuit.

A la fin du mois de décembre, le correspondant à Nottingham du *Leeds Mercury* déclara : « l'état d'Insurrection qui s'est installé dans le pays au cours du dernier mois n'a pas d'équivalent dans l'histoire depuis les temps troublés de Charles I<sup>er</sup><sup>14</sup>. » Ni le zèle de la magistrature ni celui de l'armée ne put venir à bout des luddistes. Leurs attaques étaient planifiées et méthodiques :

---

<sup>13</sup> [NdBS] *Mousquet* : ancêtre du fusil. Arme à feu portative à canon long (1,20 m), crosse d'épaule et canon lisse, employée du XVI<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>14</sup> [NdBS] En 1605, Guy Fawkes (1570 – †1606), connu également sous le pseudonyme de John Johnson, partisan catholique et adepte des méthodes expéditives, projeta de faire sauter [à l'aide de 36 barils de poudre] le Parlement et, avec lui, le roi Jacques 1<sup>er</sup>, lors de la cérémonie d'ouverture de la session, pour protester contre la politique de ce dernier en matière de religion, jugée intolérante. L'attentat devait être le prélude à une révolte populaire dans les Midlands au cours de laquelle la fille du roi, la princesse Elizabeth, alors âgée de neuf ans, devait être installée sur le trône d'un État catholique. Démasqué [par lettre de dénonciation], il ne put accomplir son forfait et fut arrêté. Après un interrogatoire

Ils ne brisaient les métiers que de ceux qui avaient diminué le prix de la main-d'œuvre, les métiers de ceux qui n'avaient pas diminué les prix ne furent pas touchés ; dans une maison, la nuit dernière, ils brisèrent quatre métiers sur six ; ils ne s'occupèrent pas des autres.

Les luddistes étaient masqués ou déguisés ; ils avaient des sentinelles et des courriers... «*Ils communiquaient entre eux au moyen d'un mot de passe, et un coup de pistolet ou de fusil est en général un signal de danger ou annonce le repli* » :

Les émeutiers apparaissent soudainement, en groupes armés, bien encadrés ; leur chef, quel qu'il soit, est appelé *General Ludd*, et ses ordres sont suivis à la lettre comme s'il avait reçu son autorité des mains d'un Monarque.

On estimait généralement que les luddistes étaient liés par un serment solennel et que la désobéissance aux ordres du général était punie de mort <sup>[\*20]</sup>.

A la même époque, les expéditions destinées à se procurer des armes et les collectes d'argent à l'intention des luddistes se généralisèrent. Une lettre d'Ashover <sup>15</sup> évoquait l'autorité avec laquelle les luddistes agissaient :

*Deux hommes vinrent ici et se dirent inspecteurs du comité : ils allèrent chez chaque tricoteur sur métier et leur enjoignirent de cesser le travail s'ils étaient payés en dessous des prix dont ils leur donnèrent le barème. [...] Ils convoquèrent tous les tricoteurs sur métier, au nombre de douze ou quatorze, dans une taverne, avec autant d'autorité que s'ils avaient eu un mandat du Prince Régent. Quand ils furent réunis, selon ce que j'ai pu comprendre, ce fut pour collecter de l'argent pour le soutien des familles qui avaient été privées de moyens d'existence à cause de la destruction de leurs métiers à tricoter. Là où ils trouvaient un métier actionné par une personne qui n'avait pas fait régulièrement son apprentissage, ou par une femme, ils leur enjoignaient d'arrêter le travail et, s'ils promettaient de le faire, ils apposaient une note sur le métier, ainsi libellée : “ Ne touchez pas à ce métier, les travailleurs au rabais sont partis ” <sup>[\*21]</sup>.*

---

sévère, lors duquel il fut torturé, un procès eut lieu à *Westminster Hall*. Fawkes et ses complices de la Conspiration des poudres (*Gunpowder Plot*) furent exécutés, pour trahison et tentative de régicide. Aujourd'hui, plus par tradition, on fouille solennellement les sous-sols du palais avant chaque début de session. L'échec de Guy Fawkes est célébré lors de la *Guy Fawkes Night* (aussi appelée *Bonfire Night* ou *Fireworks Night*) chaque 5 novembre. Le personnage servit d'inspiration pour la bande dessinée d'Alan Moore et David Lloyd : *V pour Vendetta*.

<sup>15</sup> [NbBS] Ville située dans le comté de Derby.

Dans le village de Pentridge (qui devait se rendre célèbre cinq ans plus tard dans un autre contexte), « après avoir parcouru le village et examiné les métiers et les ouvriers qui les actionnaient pour savoir le travail qu'ils faisaient et le prix qu'ils en recevaient, ils se retirèrent sans causer le moindre dommage [...] ». Par sympathie ou comme mesure d'autodéfense, les fabricants qui se conformaient aux conditions imposées par les ouvriers bonnetiers apposaient sur leurs métiers des notes imprimées : « *CE MÉTIER FAIT UN TRAVAIL DE QUALITÉ, AU JUSTE PRIX* <sup>[\*22]</sup>. »

Le succès extraordinaire des luddistes leur donnait un moral d'acier :

*La force ne peut plus le subjuguier, ni les menaces le troubler  
La Mort elle-même ne peut réprimer son ardeur  
La présence des Armées ne peut l'effrayer  
Ni freiner son progrès victorieux.  
Tandis que les nouvelles de ses conquêtes se répandent de loin en loin  
Comme ses ennemis prennent l'alarme  
Son courage, sa force les frappent de frayeur  
Car ils craignent son Bras Tout-Puissant. [...]  
Et quand il est à son œuvre de destruction  
Il ne se limite à aucune méthode,  
Par le feu et par l'eau il les anéantit  
Car les éléments viennent à son secours.  
Qu'ils soient gardés par les Soldats le long de la grand-route  
Ou bien enfermés dans leurs maisons,  
Il les fracasse de jour comme de nuit,  
Et rien ne saurait adoucir leur destin <sup>[\*23]</sup>.*

Ils ne se contentèrent pas d'offrir publiquement une « récompense » à toute personne qui leur donnerait des informations sur ceux qui divulguaient leurs secrets, ils préférèrent aussi des menaces contre les pseudo-luddistes qui récoltaient des fonds ou pillaient des fermes isolées. La discipline qu'imposait le « Général » au mouvement est bien illustrée par une lettre à un « *Étranger Inconnu* », qui accompagnait des articles volés au cours d'une opération à Clifton (Nottinghamshire) et qui demandait que ces articles soient « *Rendus à leurs propriétaires respectifs* » :

*[...] c'est avec un Regret extrême que je vous informe comment ils sont venus en ma possession. Quand je suis sorti avec mes hommes quelques individus s'étaient joints à nous que je n'avais jamais eus avec moi auparavant, et ce sont ces gredins qui ont pillé. Mais alors que nous quittions Clifton un de mes Hommes est venu*

*me voir et m'a dit qu'il avait l'Impression que ces Gens avaient des affaires qu'ils ne devraient pas avoir avec eux et j'ai alors donné l'ordre de les fouiller [...]*

La lettre se terminait sur un ton plus sinistre :

*[...] nous avons juste décidé de pendre l'un de ces gredins quand on nous a informé que les Soldats étaient proches nous avons considéré Juste de nous Replier.*

*N.B. Les Hommes qui avaient les affaires étaient complètement étrangers ou ils n'auraient Jamais osé toucher à quelque chose, mais ils ont été punis pour leur scélératesse car l'un d'eux a été pendu pendant 3 Minutes et ensuite a été Décroché. Je suis un ami des pauvres et des Misérables et un ennemi juré du trône des oppresseurs.*

**GÉNÉRAL LUDD** [\*24].

Dans la première semaine de février 1812, cette phase du luddisme dans les Midlands, qui fut la plus importante, s'acheva. Il y a trois raisons à cela. D'abord, les luddistes avaient remporté un certain succès : la majorité des fabricants de bonneterie avaient accepté de payer un meilleur prix, et les salaires avaient en général augmenté d'environ 2 shillings par semaine. Ensuite, plusieurs milliers de soldats patrouillaient dans la région, renforcés par des forces de police spéciales et des milices locales. Enfin, le projet de loi instaurant la peine capitale pour les briseurs de machines était maintenant en discussion au Parlement, et (comme nous l'avons vu) le luddisme céda soudainement le pas à l'action constitutionnelle – si soudainement qu'il est difficile de croire que le nouveau comité n'était pas, au moins en partie, dirigé par d'anciens luddistes <sup>16</sup>. Mais, juste au moment où le luddisme de Nottingham cessa d'être actif, il éclata dans le Lancashire et le Yorkshire.

Dans le Yorkshire, les rapports qui parvenaient de Nottingham avaient été suivis avec grande attention par les tondeurs de drap et, selon la tradition, les récits du *Leeds Mercury* avaient été lus à haute voix dans les ateliers. Les premiers signes d'un luddisme actif datent de la mi-janvier, lorsqu'un groupe de gens au visage noirci fut surpris sur le pont de Leeds. Peu après, le luddisme apparut dans la plénitude de sa force, modelé sur la discipline et la tactique de Nottingham, mais accompagné d'un plus grand nombre de lettres de menaces vigoureuses, qui provenaient ou non de la même source. En janvier, l'une des rares laineuses mécaniques en service à Leeds fut incendiée ; en février, des attaques nocturnes eurent lieu dans les districts de Huddersfield et de la vallée de la Spen, où l'on trouvait le plus grand nombre de laineuses et de tondeuses mécaniques. Après une attaque couronnée de succès :

---

<sup>16</sup> Henson affirma qu'il conseillait la formation de clubs de métier comme une solution de rechange au luddisme ; *Fourth Report [...] Artisans and Machinery*, 1824, p. 282.

Aussitôt l'œuvre de destruction achevée, le chef regroupa ses hommes, fit l'appel, chacun répondant à un numéro au lieu de son nom ; ils déchargèrent alors leurs pistolets [...] poussèrent un cri et se retirèrent en bon ordre militaire.

Rien ne fut détruit, à part les machines honnies :

[...] l'un des hommes ayant demandé au chef ce qu'ils devaient faire de l'un des Propriétaires, celui-ci répondit de ne pas toucher à un cheveu de sa tête ; mais, si, par malheur, ils étaient dans l'obligation de lui rendre visite de nouveau, ils seraient alors sans pitié <sup>[\*25]</sup>.

Différents « centres de commandement » semblent avoir existé dans le West Riding, à Leeds, à Halifax, à Huddersfield et dans de petits villages de draperie dans la vallée de la Spen. Leurs délégués (venant de Cleckheaton, Heckmondwike, Gomersal, Birstall, Mirfield, Brighouse, Elland et d'« endroits plus éloignés ») se seraient rencontrés en février et auraient envoyé des délégués à une autre réunion, à Halifax, une ou deux semaines plus tard <sup>[\*26]</sup>. Un tract fut distribué à Leeds. Ses termes étaient beaucoup plus insurrectionnels que tout ce que l'on a pu attribuer aux luddistes de Nottingham :

*A tous les Tondeurs, Tisserands, etc., et à la Population en général.*

*Compatriotes généreux,*

*On vous demande de sortir avec vos Armes pour aider les Justiciers à redresser les Torts et à secouer le Joug détesté d'un Vieil Idiote et de son Fils encore plus idiot et de leurs Ministres Fripons, tous des Nobles et des Tyrans à éliminer. Allons suivons le Noble Exemple des braves Citoyens de Paris qui, face à 30 000 Tuniques rouges de la Tyrannie, Abattirent un Tyran. En agissant ainsi vous servirez au mieux vos propres Intérêts. Plus de 40 000 Héros sont prêts à aller de l'avant, à écraser le vieux Gouvernement et à en établir un nouveau.*

*Adressez-vous au Général Ludd*

*Commandant de l'Armée des Justiciers <sup>[\*27]</sup>.*

Un certain M. Smith, manufacturier à Huddersfield, reçut une lettre encore plus saisissante :

*L'information vient de me parvenir que vous détenez une de ces détestables Tondeuses Mécaniques, et mes Hommes me demandent de vous écrire pour vous avertir loyalement qu'il faut les démolir. [...] Vous Noterez que, si elles ne sont pas démontées à la fin de la semaine prochaine, j'enverrai un de mes Lieutenants avec au moins 300 Hommes pour les détruire et Notex aussi que, si vous nous obligez à nous déplacer si loin, nous allons accroître vos malheurs en réduisant en*

*Cendres vos Bâtiments et, si vous avez l'Audace de tirer sur mes Hommes, ils ont l'ordre de vous assassiner, et de mettre le feu à votre Demeure, vous aurez l'Obligeance d'informer vos Voisins que le même sort leur est réservé si leurs Machines ne sont pas rapidement démontées [...].*

M. Smith et ses « *Frères dans le Péché* » furent ensuite avertis que « *2 782 Héros étaient unis par les Liens de la Nécessité* » dans la seule Armée de Huddersfield, et presque le double à Leeds :

*Nous apprenons par les lettres de nos Correspondants que les Producteurs dans les Endroits suivants sont prêts à se soulever et à se joindre à nous pour redresser les torts, à savoir Manchester, Wakefield, Halifax, Bradford, Sheffield, Oldham, Rochdale et tous les Pays du Coton, où le vaillant M. Hanson les conduira à la Victoire, les Tisserands de Glasgow et de plusieurs parties de l'Ecosse se joindront à nous, les Papistes en Irlande se soulèvent tous, de ce fait d'autres préoccupations attendent les soldats que de Traîner à Huddersfield, et alors Malheur aux endroits qu'ils occupent actuellement [...] <sup>17</sup>.*

Dix jours plus tard (20 mars 1812), le magistrat le plus actif du district de Huddersfield reçut lui-même une lettre de menace, qui aurait été rédigée par le « *Procureur du Général Ludd* » dans la forêt de Sherwood, à Nottingham, et qui portait à sa connaissance la sentence du « *Tribunal de Ludd à Nottingham* <sup>[\*28]</sup> ». Les succès des luddistes dans le Yorkshire, après ceux des Midlands, l'impuissance des forces armées et l'hostilité de l'opinion publique : c'était plus que n'en pouvaient supporter les petits manufacturiers – surtout quand ils recevaient des lettres de cette teneur. Dans de nombreux cas, ils capitulèrent purement et simplement, en détruisant ou en remisant leurs tondeuses mécaniques. Selon la tradition, les luddistes s'entraînaient fréquemment la nuit : « Les porteurs de mousquets, en rang par dix, étaient en première ligne, puis venaient les hommes armés de pistolets [...] piques et haches constituaient la troisième ligne, suivies d'une masse sans armes à l'arrière <sup>[\*29]</sup>. » Mais la place d'honneur, dans la légende populaire, revenait aux marteleurs, qui maniaient d'énormes marteaux de fer appelés *Enochs*, avec lesquels ils fracassaient les portes d'entrée et les machines. Ces machines (comme les marteaux) étaient fabriquées par un dénommé Enoch Taylor, de Marsden, un forgeron devenu constructeur de machines. Le cri de guerre des luddistes était : « *Enoch les a faites, Enoch les brisera.* » Le chant des tondeurs célèbre les attaques dans le « pur style du conteur de ballades » :

---

<sup>17</sup> W.B. Crump, *History of Huddersfield Woolen Industry, Huddersfield, 1935*, p. 229, 230. M. Hanson est probablement le colonel Hanson, emprisonné pour avoir soutenu les tisserands en 1808.

*Et nuit après nuit quand tout est tranquille  
Et la lune cachée derrière la colline  
Nous avançons pour accomplir notre dessein  
Avec la hache, la pique et le fusil !  
Oh, avec moi, compagnons tondeurs !  
Qui d'un coup vigoureux Cassent les machines à tondre  
Avec moi compagnons tondeurs !*

*Le Grand Enoch conduira encore l'avant-garde  
L'arrête qui ose ! L'arrête qui peut !  
En avant chaque homme vaillant  
Avec la hache, la pique et le fusil !  
Oh, avec moi compagnons tondeurs [...] [\*30].*

La poussée du luddisme dans le Yorkshire connut une crise vers le milieu du mois d'avril, après seulement six ou sept semaines d'existence effective. Le nombre des petits fabricants qui utilisaient les machines maudites diminuait ; il devint évident que les luddistes devaient se contenter des résultats acquis ou tenter de détruire les quelques grandes fabriques qui se maintenaient. Ils choisirent la seconde voie. Dans la dernière semaine de mars, deux fabriques de la région de Leeds furent attaquées avec succès ; le 9 avril, l'« immense » manufacture de drap de Joseph Foster, à Horbury près de Wakefield, fut mise à sac et incendiée, après une attaque menée par un contingent de quelque 300 luddistes, qui regroupait probablement plusieurs unités [\*31]. On s'attendait qu'une attaque eût lieu contre l'un ou l'autre des deux grands établissements, dont les propriétaires avaient fait connaître leur ferme intention de défier les luddistes. William Horsfall, d'Ottiwells près de Huddersfield, était irascible et impatient d'affronter une attaque ; ses hommes étaient armés ; il avait installé un canon dans sa fabrique et pratiqué des embrasures pour couvrir le terrain ; il s'était vanté de vouloir « passer à cheval » dans le sang des luddistes « jusqu'à y rougir les sangles de sa selle ». Sa haine était devenue tellement obsessionnelle que même les enfants dans la rue le narguaient aux cris de « Je suis le Général Ludd ! ». William Cartwright, de Rawfolds dans la vallée de la Spenn, était plus calme mais tout aussi déterminé ; des soldats et des ouvriers armés passaient la nuit dans l'enceinte de sa fabrique (comme lui-même) ; il y avait aussi des sentinelles, et (pour le cas où les défenses extérieures céderaient) des barricades de rouleaux barbelés étaient déployées dans l'escalier, tandis qu'un bac rempli de vitriol était installé tout en haut. On raconte que les luddistes tirèrent au sort pour décider laquelle des deux fabriques serait attaquée la première. Le sort désigna Rawfolds.

L'attaque contre Rawfolds est entrée dans la légende. Elle rassembla quelque cinquante luddistes (on raconta que l'on attendait plus de monde, mais que les contingents de Leeds ou de Halifax arrivèrent en retard). Sous la conduite de George Mellor, un jeune tondeur qui travaillait dans un petit atelier d'apprêt à Longroyd Bridge près de Huddersfield, les luddistes échangèrent pendant vingt minutes un feu nourri avec les défenseurs retranchés. Couverts par cette fusillade, un petit groupe de marteleurs et d'hommes munis de haches essayèrent à plusieurs reprises de forcer les lourdes portes de la fabrique. Ces hommes subirent des pertes sérieuses : au moins cinq blessés, dont deux blessés à mort, furent abandonnés lorsque les luddistes battirent précipitamment en retraite. On raconte que leur commandant, Mellor, fut le dernier à quitter le champ de bataille et qu'il ne put secourir les blessés parce qu'il portait sur ses épaules un autre blessé (son propre cousin). Le sol, tout autour de la fabrique, était jonché de mousquets, de haches, de piques et de pièces métalliques.

Mille détails de cette attaque et de ses suites entrèrent dans le folklore des maîtres comme dans celui du peuple. Mais de quels moyens les autorités disposaient-elles ? Quel était le contexte politique d'avril-mai 1812 et les événements contemporains dans le Lancashire ? Autant de points à analyser.

Une partie de l'arrière-plan est fidèlement décrite dans *Shirley* de Charlotte Brontë. Le propriétaire de la fabrique, Gérard Moore (dont le modèle est Cartwright), est justement présenté comme un homme de la classe moyenne, mi-whig, mi-radical, lecteur du *Leeds Mercury*, indifférent ou hostile à la guerre, luttant pour la levée de toutes les restrictions sur le commerce, critique acerbe de la politique du ministère et particulièrement des Ordres en Conseil. Le pasteur de l'armée, Helstone (qui ressemble de façon frappante au révérend Roberson), est un tory, partisan fanatique « de l'Église et du Roi », pour qui le *Leeds Mercury* est une feuille pernicieuse, et les industriels des adversaires responsables de leurs propres malheurs. Tout cela est authentique. M. Yorke, le *squire*<sup>18</sup> jacobin-whig de Charlotte Brontë, partagé entre son appartenance de classe et sa sympathie pour les revendications populaires, pourrait avoir pour modèle l'un de ces juges de paix qui se signalèrent par leur étrange apathie lors de l'explosion luddiste.

Le livre trouve ses limites – cela va de soi – quand il traite des luddistes et de leurs sympathisants. Mais il n'en constitue pas moins une expression authentique du mythe de la classe moyenne. Au cours de l'année 1812, les antagonismes de classes traditionnels fondirent dans le creuset du luddisme ; propriétaires de fabrique et *squires* commencèrent l'année dans un climat d'hostilité ouverte les uns envers les autres, le mépris des Roberson s'accrut. Par la suite, Cartwright, par son attitude intraitable à Rawfolds, gagna l'admiration et la gratitude des officiers de l'armée et des *squires* tories. Dans le Nord,

---

<sup>18</sup> [NdBS] Nom donné de plus en plus fréquemment, à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, aux membres de la *gentry* anglaise. La *gentry* est la bonne société anglaise, et en particulier la haute bourgeoisie et la noblesse non titrée.

l'espace de quelques semaines, il fut un héros de l'envergure de Wellington <sup>19</sup>. L'affrontement armé de Rawfolds fut le signal d'une réconciliation profonde entre les grands propriétaires de fabrique et les autorités. L'intérêt économique avait triomphé, et la loyauté fondamentale des manufacturiers confrontés au jacobinisme de la classe ouvrière fut révélée par cet événement dramatique.

Mais cela même qui facilita la réconciliation des classes possédantes accentua également l'antagonisme entre celles-ci et les classes laborieuses. A propos de l'attaque de Rawfolds, les traditions populaires mirent en valeur l'héroïsme des luddistes et la dureté de cœur des assiégés. Le folklore est riche de péripéties, de coïncidences et de détails sur les personnalités en présence. On raconta que, après la retraite, Cartwright avait refusé de l'eau ou de l'aide aux deux hommes mortellement blessés, tant qu'ils ne divulgueraient pas le secret des luddistes. Hammond Roberson se serait comporté davantage en inquisiteur qu'en homme d'Église. Plusieurs centaines de personnes s'étaient massées dans la rue devant l'auberge où les deux mourants gisaient. On trouva des taches d'eau-forte (utilisée peut-être pour la cautérisation) sur leurs grabats, ce qui donna à penser qu'on les avait torturés pour obtenir des informations. Roberson serait resté au chevet de l'un d'entre eux, John Booth, âgé de dix-neuf ans, fils d'un pasteur anglican, pour attendre les aveux du mourant. Au moment de mourir, le jeune Booth fit signe à Roberson : « *Pouvez-vous garder un secret ?* – *Oui, oui,* répondit avec empressement Roberson, *je le peux.* – *Moi aussi,* », répondit Booth, et il mourut peu après.

La réaction immédiate à l'événement se reflète dans une lettre interceptée par les autorités et émanant d'un ouvrier de Nottingham qui vivait dans le Yorkshire (peut-être un luddiste réfugié), d'où il écrit à sa famille :

*Il y a eu un affrontement entre les Luds et l'Armée dans lequel les Luds ont été vaincus à cause des Luds de Halifax qui ne sont pas venus comme il était convenu ; il y avait seize hommes qui attaquèrent l'Endroit où ils eurent deux tués ; leurs hommes blessés ont été évacués et personne n'a été pris depuis lors ; les deux hommes ont été enterrés jeudi dernier à Othersfield [Huddersfield] où les Corps avaient été laissés dans une chambre Sombre avec six Chandelles moulées, et les amis des Luds veillaient tous en Deuil avec des blousons en soie bordés de Noir. Et les Ministres refusèrent de les enterrer, mais les Luds insistèrent pour qu'on les enterre à l'Église et qu'ils aient une grande Pierre. Il survécut vingt-quatre heures après avoir été pris. Il était le fils d'un pasteur de l'Église et beaucoup de gens vinrent le voir mais il refusa de divulguer quoi que ce soit <sup>20</sup>.*

<sup>19</sup> [NdBS] Arthur Wellesley (1769, 1852), 1<sup>er</sup> comte puis marquis puis duc de Wellington, est un aristocrate anglo-irlandais devenu soldat et homme politique britannique. Il est principalement connu en tant que vainqueur de Napoléon à Waterloo (18 juin 1815).

<sup>20</sup> Radcliffe, MSS 126/32. L'auteur de la lettre confondait en fait les détails des funérailles de John Booth, qui fut enterré à la hâte à Huddersfield pour éviter que de grandes foules ne

Pendant les jours qui suivirent l'attaque, les incidents susceptibles d'exciter l'imagination populaire ne manquèrent pas : des hommes échappèrent de justesse à l'armée, des blessés se cachèrent dans des granges. Plusieurs membres du petit détachement qui gardait la fabrique Cartwright avaient montré un manque d'enthousiasme évident dans l'accomplissement de leur devoir, et l'un d'eux refusa de décharger son mousquet pendant les vingt minutes que dura l'affrontement, « parce que je risque d'atteindre l'un de mes frères ». Le malheureux soldat (de la milice de Cumberland) passa en cour martiale et fut condamné à trois cents coups de fouet – ce qui équivalait probablement à une condamnation à mort. La punition fut administrée à Rawfolds, et Cartwright put regagner quelque peu la faveur de l'opinion publique en obtenant que la plus grande partie de la peine soit rapportée.

Il ne regagna pas grand-chose. Dans l'imaginaire de la classe moyenne, Cartwright et Roberson n'étaient pas seulement les héros du jour, ils étaient aussi les pourfendeurs acharnés d'« hommes aux mauvais desseins », de ces émissaires mystérieux, de ces agitateurs venus de loin qui incitaient au désordre. « Il ne connaissait pas les chefs », écrivait Charlotte Brontë au sujet de Gérard Moore :

C'étaient des étrangers venus des grandes villes. Beaucoup n'appartenaient pas à la classe ouvrière ; c'étaient, pour l'essentiel, des êtres bas, des hommes sans le sou, toujours endettés, souvent ivres, n'ayant rien à perdre et beaucoup à acquérir en ce qui concerne la probité, la propreté et les biens matériels. Ces hommes-là, Moore les pourchassait comme un limier, et cette occupation lui plaisait ; cette activité convenait à sa nature mieux que la fabrication du drap.

Dans le folklore populaire, toutefois, Cartwright et Roberson étaient tout simplement des « chiens de chasse ». La communauté les excluait d'une façon extraordinaire. Jusqu'à l'attaque de Rawfolds, les luddistes du Yorkshire (comme ceux des Midlands) s'étaient limités strictement à la destruction de machines. Ce n'est pas eux mais Cartwright qui fit le premier couler le sang. Pendant des mois, malgré la présence de quatre mille hommes de troupe dans le West Riding et l'emploi massif d'espions, pas un seul des attaquants de Rawfolds ne put être identifié avec certitude. Des milliers de gens devaient connaître l'un ou l'autre des participants. La tradition raconte l'histoire de ministres du culte dissidents et de chirurgiens qui refusèrent de livrer des informations, de petits drapiers qui abritèrent leurs propres ouvriers luddistes, de soldats qui fermèrent les yeux. Dans des paroisses entières, la loi « de

---

s'assemblent pour lui rendre hommage, avec les funérailles de Hartley à Halifax, cf. *infra*, p. 529 [Partie III, « Présence de la classe ouvrière » ; chapitre 14, « une armée de justiciers » ; 6<sup>e</sup> partie « *By Order of the Trade* »].

surveillance et de vigilance » (« *Watch and Ward* » Act) resta inopérante. Les ballades luddistes firent le tour du pays :

*Vous, Héros de l'Angleterre, qui désirez avoir un métier,  
Restez fidèles les uns aux autres et n'ayez pas peur.  
La Baïonnette vous affronte mais elle ne peut rien  
Tant que nous suivons les règles du Général Ludd* <sup>[\*32]</sup>.

Même l'assassinat (le 27 avril) de William Horsfall, d'Ottiwel, souleva moins de réprobation que l'on ne s'y serait attendu. La crise qui avait rapproché les hommes « de l'Église et du Roi » et le *Leeds Mercury*, Roberson et Cartwright, eut en même temps pour effet de souder le sentiment populaire à la fois contre les magistrats et contre les grands patrons <sup>21</sup>.

Bien plus, en avril et mai 1812, le luddisme devint le foyer d'une tension insurrectionnelle plus diffuse (et plus confuse). Cela s'explique en partie par la crise économique générale de 1811-1812, par l'impopularité croissante de la guerre et par la campagne contre les Ordres en Conseil. Les blocus réciproques de la Grande-Bretagne et de la France, ainsi que la rupture du commerce avec l'Amérique, avaient créé des difficultés énormes dans de nombreux secteurs de l'industrie manufacturière – Birmingham, Sheffield, Liverpool, les régions du textile – entre 1807 et 1812. Les mauvaises récoltes y ajoutèrent leur tribut de disette alimentaire et d'envolée des prix. Les manufacturiers rendaient la poursuite de la guerre responsable de tous les maux, et ils incriminaient notamment les Ordres en Conseil, qui plaçaient la majeure partie de l'Europe en état de blocus. Il est significatif que le luddisme ait éclaté dans les industries où les grands employeurs s'étaient aliéné la sympathie de la population en profitant de la détresse économique pour introduire de nouvelles machines ou de nouvelles méthodes de travail ; tandis que, dans les centres comme Sheffield, Birmingham et, dans une certaine mesure, Manchester, où toute l'industrie était en partie paralysée et où les employeurs eux-mêmes avaient pris l'initiative des protestations contre les Ordres en Conseil (sous la direction de Brougham <sup>22</sup> et, à Birmingham, du jeune Thomas Attwood <sup>23</sup>), le mécontentement ouvrier resta, pour l'essentiel, dans des limites « constitutionnelles » <sup>[\*33]</sup>.

---

<sup>21</sup> On trouve le « folklore » du luddisme dans A.L., *Sad Times* ; F. Peel, *Spen Valley : Past and Present* ; Sykes et Walker, *Ben o'Bill's*. Lorsque cela a été possible, ces récits ont été confrontés avec ceux du *Leeds Mercury* et avec les procès qui ont suivi. Les lettres de Cartwright, qui décrivent l'attaque et la « trahison » de ses soldats, sont citées par J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 305, 306 ; et par H.A. Cadman, *Gomersal : Past and Present*, Leeds, 1930, p. 114-116.

<sup>22</sup> [NdBS] *Henry Peter Brougham* : (1778 – †1868), homme politique, orateur et écrivain britannique, il s'occupa en particulier de réformes judiciaires.

<sup>23</sup> [NdBS] *Thomas Attwood* : (1765 – †1838), compositeur britannique.

En réalité, la vieille coterie des *squires* propriétaires terriens n'était pratiquement plus en état, en 1812, de contrôler les régions industrielles sans le soutien des grands employeurs. Mais, paradoxalement, là où les employeurs étaient hostiles à l'administration, le maintien de l'ordre posait moins de problèmes. Le luddisme illustre toute cette question du maintien de l'ordre. Au cours de l'été 1812, il n'y eut pas moins de douze mille hommes de troupe dans les comtés agités, plus que Wellington n'en eut sous ses ordres dans la Péninsule<sup>24</sup>. Durant des mois, pourtant, cette force considérable fut singulièrement inefficace. On peut attribuer en partie cette inefficacité au fait que beaucoup de simples soldats sympathisaient avec la population, ce qui obligeait les autorités à les déplacer constamment d'un district à l'autre, par crainte de voir le « mécontentement » s'étendre. Elle est liée aussi à l'excellent système de sécurité et de communication des luddistes, qui se déplaçaient silencieusement dans un pays qu'ils connaissaient bien, quand la cavalerie trottait bruyamment de village en village. Dans le West Riding aux collines traversées de multiples pistes cavalières et de vieilles pistes muletières, les luddistes se déplaçaient en toute sécurité. Les mouvements de la cavalerie étaient « bien repérés, le cliquetis de leurs sabres et le piétinement de leurs chevaux s'entendaient de loin dans la nuit, il était facile pour les luddistes de s'esquiver derrière les haies, de se tapir dans les bosquets ou de prendre des chemins détournés [...] <sup>[\*34]</sup> ». Les objectifs des attaques luddistes se répartissaient en une multitude de villages et de fabriques épars. Dans ces villages, la police était pratiquement inexistante, et l'armée hésitait à cantonner les soldats par petites escouades de cinq ou six personnes qui se seraient trouvées dangereusement isolées. Le magistrat à cheval, qui connaissait mal le peuple et son activité économique, était sans grande utilité. Seul le propriétaire de fabrique ou le manufacturier qui, par ses installations et son registre de salaires, était maître du village, pouvait exercer un contrôle. Donc, là où les employeurs avaient perdu l'obéissance de leurs ouvriers, toute la structure de l'ordre était compromise et ne pouvait être restaurée que par un supplément d'autorité, comme ce fut le cas à Rawfolds, où Cartwright, et non Roberson, assurait le commandement. Mais dans les districts, comme ceux de Sheffield et de Birmingham, où manufacturiers et ouvriers restaient encore liés les uns aux autres par leur ressentiment commun contre l'autorité, la menace d'un véritable désordre restait contrôlée par les maîtres.

---

<sup>24</sup> [NdBS] Il s'agit de la Péninsule ibérique et plus particulièrement du Portugal. Wellington se battit avec les Portugais et Espagnols contre les Français de Napoléon Bonaparte. Ici Thompson se trompe, « ce qui est peut-être dû à une mauvaise interprétation de l'affirmation prudente de F.O. Darvall, selon laquelle la force militaire était "plus importante que celle avec laquelle Wellesley [qui devient Wellington] embarqua pour le Portugal en 1808". En fait, Wellington disposait de 20 000 hommes pendant ses victoires de 1809 et de 45 000 hommes pour sa campagne de 1812. » (*Kirkpatrick Sale, La révolte luddite, Paris, L'échappée, 2006*).

En conséquence, le luddisme ne rapprocha pas seulement les magistrats et les propriétaires de fabrique, il rendit également inévitables, de la part des pouvoirs publics, des concessions à la manufacture. Et la révocation des Ordres en Conseil, en juin 1812, fut accueillie triomphalement<sup>25</sup>. Le luddisme hâta l'événement peut-être autant que la campagne constitutionnelle d'Attwood et de Brougham. Mais la révocation fut une réponse à une situation encore plus menaçante, car, à ce moment-là, des troubles graves dans le Lancashire vinrent s'ajouter au luddisme du Yorkshire et des Midlands.

Il est difficile de savoir dans quelle mesure les troubles du Lancashire relèvent du luddisme authentique. Ils se composent en partie d'émeutes spontanées, en partie d'agitation illégale mais « constitutionnelle » en faveur d'une réforme politique, en partie d'incidents dus à des provocateurs et en partie, enfin, de véritables préparatifs insurrectionnels. Entre février et avril 1812, des « comités secrets » d'au moins deux types différents s'étaient constitués dans un certain nombre de villes du Lancashire. D'abord, il y avait les comités de tisserands, dont l'organisation clandestine, depuis plusieurs années, lançait des actions et réclamait un salaire minimum. On signala l'existence de ces comités au début d'avril à Manchester, Stockport, Bolton, Faislsworth, Saddleworth, Ashton-under-Lyne, Oldham, Stalybridge, Droylesden, Preston, Lancaster, Hendle, Newton, Drilsdale, Hollinwood, Willington et Eccles<sup>26</sup>. Ensuite, dans le district de Manchester-Stockport et peut-être ailleurs aussi, il y avait l'amorce d'un conseil secret des syndicats (ou « Comité des métiers ») comprenant « les Fileurs, Tailleurs, Bottiers, Maçons, Coupeurs de futaine, Menuisiers et bien d'autres Métiers ». Un tel comité existait déjà en 1799, lorsque passa le premier *Combination Act*, et sans aucun doute, à Manchester, les syndicalistes se consultaient, de façon formelle ou informelle, chaque fois que l'occasion s'en présentait.

Le 20 mars, l'entrepôt de William Ratcliffe, l'un des premiers manufacturiers à utiliser le métier mécanique, fut attaqué à Stockport. Les événements se succédèrent rapidement en avril. Le 8 avril, il y eut une émeute assez débridée à la Bourse de Manchester. L'origine en fut, au moins indirectement, politique. Pendant des années, on avait pensé que le prince régent était partisan des whigs et même de la réforme politique ; et il avait, dans l'intérêt propre de sa faction, encouragé l'opposition des partisans de Fox<sup>27</sup>

---

<sup>25</sup> Voir aussi la révocation des clauses sur l'apprentissage du statut élisabéthain (5 Eliz. c. 4), en 1813 et en 1814.

<sup>26</sup> Le compte rendu de Yarwood et les rapports de « B » (Bent), d'avril 1812, mentionnent que ces villes et villages envoient des délégués de pratiquement toutes les villes situés dans un rayon de quinze ou vingt miles. Sur l'authenticité de ces rapports, cf. *infra*, p. 534 sq. [Partie III, « Présence de la classe ouvrière » ; chapitre 14, « une armée de justiciers » ; 6<sup>e</sup> partie « *By Order of the Trade* »].

<sup>27</sup> [NdBS] *Charles James Fox* : (1749 – †1806), est un homme d'État britannique (il occupa divers cabinets ministériels d'importance) et l'une des principales figures politiques whigs

pendant les premières années de la guerre. On s'attendait donc, lorsque ses pouvoirs furent plus étendus, au début de 1812, qu'un ministère « de Paix et de Réforme » fût formé, dans lequel Lord Grey<sup>28</sup> et Lord Grenville<sup>29</sup> auraient un rôle dirigeant. Le prince régent, toutefois, ne fit rien d'autre que d'offrir à « certaines des personnes que j'ai connues au début de ma vie publique » une place dans la coalition à des conditions dont il savait d'avance qu'elles étaient inacceptables. Lors du remaniement qui s'ensuivit, un gouvernement encore plus impopulaire entra en fonction, sous la direction de Perceval<sup>30</sup>, avec Castlereagh<sup>31</sup> aux Affaires étrangères et Sidmouth (pour la première fois) à l'Intérieur. Les espoirs populaires furent plus vivement déçus qu'on ne le suppose. On peut même penser que cette déception fut la cause directe du luddisme dans le Yorkshire<sup>[\*35]</sup>. A Manchester, le parti « de l'Église et du Roi » se méprit gravement sur le sentiment populaire et appela à une réunion publique à la Bourse, qui devait envoyer un message de félicitations au régent pour avoir gardé les ministres de son père. Les réformateurs couvrirent Manchester d'affiches appelant le public à venir protester à la réunion. Les tories reculèrent et essayèrent d'annuler la réunion. Mais de grandes foules se pressèrent autour de la Bourse, et beaucoup de gens, surtout des tisserands, s'en allèrent ensuite à St. Anne's Square, où ils tinrent leur propre réunion. Pendant ce temps, des jeunes envahirent la salle des journaux ; des vitres volèrent en éclats, le mobilier fut renversé, et le tout se termina par une émeute générale. L'événement n'était pas important en soi, mais « indiquait un retournement de l'opinion populaire. Auparavant, le cri favori était “L'Église et le Roi”, et la chasse aux “jacobins” était sans danger [...] ». Un vieux réformateur raconta plus tard : « Mais après cela nous n'eûmes plus de populace armée criant “L'Église et le Roi”<sup>[\*36]</sup>. »

---

et rival de Pitt Le jeune. Anti-esclavagiste, partisan de la Guerre d'Indépendance des États-Unis d'Amérique, et de la Révolution française.

<sup>28</sup> [NdBS] Charles Grey : (1764 – †1845) homme politique britannique (Wigh), occupa plusieurs fonctions dont celle de Premier ministre en novembre 1830. Durant son mandat, il fait voter la *Reform Act 1832* et abolit l'esclavage dans l'Empire britannique en 1833.

<sup>29</sup> [NdBS] Lord Grenville : William Wyndham Grenville (1759-1834), homme d'Etat wigh et Premier ministre du roi George III du 11 février 1806 au 31 mars 1807.

<sup>30</sup> [NdBS] Spencer Perceval : (1762 – †1812), homme d'Etat britannique, Premier ministre (4 octobre 1809 – 11 mai 1812), il fut assassiné au palais de Westminster alors qu'il allait assister à une enquête sur les récentes émeutes luddites. L'assassin, John Bellingham, était un marchand qui avait contracté des dettes d'affaires en Russie. Il avait essayé d'obtenir une indemnisation par le gouvernement pour ses pertes, qui lui fut refusée. Il chercha donc à se venger sur un représentant de ce gouvernement. Perceval est à ce jour le seul Premier ministre du pays à avoir trouvé la mort dans un assassinat.

<sup>31</sup> [NdBS] Robert Stewart : (1769 – †1822), 2<sup>e</sup> marquis de Londonderry [2<sup>e</sup> ville de l'Irlande du Nord, les colons protestants ajoutèrent London au nom de la ville, pour marquer leur domination sur les catholiques. Ces derniers, contrairement aux protestants-unionistes, l'appellent Derry], plus connu sous le nom de Lord Castlereagh ou Viscount Castlereagh, homme politique et diplomate britannique.

Dans les quinze jours qui suivirent, il y eut des émeutes beaucoup plus graves à Manchester, Oldham, Ashton, Rochdale, Stockport et Macclesfield, Ce furent surtout des émeutes de la faim, d'une violence et d'une envergure exceptionnelles, dont le but était de faire baisser le prix du pain et des pommes de terre. Au même moment, il y eut des rapports assez vagues selon lesquels les instigateurs et les organisateurs des émeutes auraient été des « luddistes » ou des « jacobins ». A Stockport, des hommes déguisés en femmes, qui se disaient « les femmes du Général Ludd », étaient à la tête des insurgés. Les propriétaires de métiers mécaniques, mais aussi les propriétaires de machines d'apprêt améliorées, reçurent des lettres de menaces :

*Par justice pour l'humanité, nous pensons de notre Devoir Sacré de vous avertir qu'au cas où vous ne Prendriez Pas des mesures pour Enlever les Machines d'Apprêt Dans un délai de Sept Jours [...] votre fabrique avec tout ce qu'elle Contient sera Mise à feu à coup Sûr. [...] Nous ne Désirons Point vous Causer le Moindre Tort, mais nous avons la ferme Détermination de Détruire Et les Machines d'Apprêt et les Métiers Mécaniques quels qu'en soient les Propriétaires [...]*<sup>32</sup>.

(Cette lettre, toutefois, n'était pas signée de Ludd mais du « Général Justice ».) Le 20 avril, une importante échauffourée eut lieu à Middleton, où la fabrique de Daniel Burton, qui contenait des métiers mécaniques, fut attaquée par une foule de plusieurs milliers de personnes. La fabrique fut bombardée de volées successives de pierres, à quoi les défenseurs répliquèrent par une fusillade qui abattit trois personnes et en blessa d'autres. Le lendemain matin, une foule menaçante se rassembla encore plus nombreuse et fut rejointe à midi par

une masse d'hommes, entre cent et deux cents personnes, quelques-uns armés de mousquets avec la baïonnette au canon, et d'autres portant des pics de mineurs, [qui] défila à travers le village et se joignit aux émeutiers. A la tête de cette bande armée était porté un *Homme en Paille* qui représentait le fameux Général Ludd, dont le porte-étendard agitait une sorte de drapeau rouge [...]<sup>[\*37]</sup>.

La fabrique se révélant imprenable, les émeutiers mirent le feu à la maison du propriétaire. Ils furent alors rattrapés par les militaires, qui en tuèrent sept et en blessèrent bien plus.

Ce fut l'apogée du luddisme dans le Lancashire, pour ce qui est du moins des attaques directes contre les machines. Ce fut, de toute évidence, bien plus qu'un mouvement de tisserands. On trouva parmi les tués un boulanger, deux tisserands, un vitrier et un menuisier, cependant que des mineurs de Holmfild se distinguèrent pendant la deuxième journée. Ce fut aussi, pour le nombre des

---

<sup>32</sup> Lettre anonyme, 19 avril 1812, in *H.O.* 40.1.

victimes, l'accrochage le plus grave du luddisme sur le plan national. Le 24 avril, il y eut une suite quelque peu mystérieuse – l'incendie de la fabrique de Wray et de Duncroff à Westhoughton. L'attaque en elle-même n'a rien de mystérieux : la fabrique constituait une cible évidente à détruire. Non seulement elle avait été l'objet de lettres de menaces répétées, mais plusieurs tentatives avaient été faites pour l'attaquer à l'instigation d'un « comité secret » de Bolton, dirigé en grande partie par des agents provocateurs au service du colonel Fletcher. Le côté troublant de l'affaire, c'est qu'après le peu de résultat de ces provocations une attaque couronnée de succès ait pu être lancée, indépendamment (semble-t-il) de l'intervention d'espions <sup>[\*38]</sup>.

Cet épisode du luddisme est tellement empreint de duplicité que l'on a des difficultés à en suivre les tours et les détours. Mais la thèse (inspirée par les événements de Bolton) selon laquelle le luddisme du Lancashire ne fut pratiquement rien d'autre qu'une provocation du colonel Fletcher et de Joseph Nadin, plaquée sur la famine des tisserands, ne peut être soutenue. Il est vrai que les opérations menées par les hommes du Lancashire ne montrent guère cette organisation et cette discipline qui marquèrent les événements de Nottingham et du West Riding. Mais la destruction des métiers mécaniques posait des problèmes d'un autre ordre que celle des métiers à tricoter ou à tondre. Le métier mécanique était une machine coûteuse, introduite depuis peu et employée seulement dans un nombre très réduit de fabriques équipées de machines à vapeur. Par conséquent, on ne trouvait pas cette machine dans les petits ateliers dispersés dans toute la région. Ainsi, la tactique de la guérilla nocturne ne pouvait guère s'appliquer au Lancashire ; chaque attaque devait forcément atteindre la dimension des opérations de Rawfolds ou de Burton, avec la probabilité d'une confrontation directe avec l'armée. Cela n'avait guère de sens même en termes strictement tactiques. En outre, la population du Lancashire connaissait depuis des dizaines d'années la machine à vapeur employée dans la filature. Il devait y avoir un grand nombre de tisserands (probablement la majorité) qui mettaient en doute l'efficacité de la résistance aux nouvelles machines en tant que telles. Ce point est confirmé par des rapports qui font état de divergences sérieuses à l'intérieur des « comités secrets » des tisserands. Ainsi, le luddisme du Lancashire abandonna la tactique de la destruction de machines au bout de trois à quatre semaines. Mais c'est exactement au moment où les attaques de fabriques prirent fin que des rapports sur des serments secrets et des exercices armés se firent plus fréquents. Les attaques contre les métiers mécaniques firent place, au cours des mois de mai et de juin, à des préparatifs d'insurrection plus sérieux. En dépit des condamnations brutales infligées aux émeutiers d'avril par les cours d'assises du Lancashire et du Cheshire à la fin du mois de mai 1812 <sup>33</sup>, les troubles continuèrent jusqu'à l'automne. A la mi juin,

---

<sup>33</sup> A Lancaster, sur 58 prisonniers, 28 furent condamnés – 8 à mort, 13 à la relégation. A Chester, sur 47 prisonniers, 29 furent condamnés – 15 à mort (dont deux seulement furent pendus), 8 à la relégation.

l'un des meilleurs indicateurs du Lancashire écrivit que des « *groupes d'une centaine de luddistes et plus avaient pénétré dans les maisons nuit après nuit pour saisir des armes* ». Les attaques étaient ponctuées de signaux, coups de fusil, fusées et « *feux* » qui témoignaient (aux dires d'un officier) d'un « *degré extraordinaire de coordination et d'organisation* ». Des districts entiers situés à la limite du Lancashire et du Yorkshire furent de fait, pendant des semaines, sous le coup de la loi martiale. Et un commandement militaire, en particulier, fit régner la terreur par des arrestations arbitraires, des fouilles, des interrogatoires brutaux et des menaces. Il faut se tourner vers l'histoire de l'Irlande pour trouver des épisodes comparables <sup>[\*39]</sup>.

Au début de l'été, le luddisme atteignit son point critique. Au cours de la semaine qui vit les attaques de Middleton et de Westhoughton, il y eut également des signes alarmants en provenance d'autres endroits du pays. A Bristol, Carlisle, Leeds, Sheffield, Barnsley eurent lieu de grandes émeutes de la faim ; en Cornouailles, les mineurs firent grève et marchèrent sur les villes de marché en exigeant une réduction du prix des produits alimentaires ; des troubles éclatèrent à Plymouth et à Falmouth. Dans plusieurs de ces endroits, les émeutes de la faim apparurent plus organisées que d'habitude, comme s'il s'agissait d'actions politiques ou civiques pour imposer un prix maximal. A Sheffield, où un dépôt d'armes de la milice fut cambriolé, les deux principaux meneurs auraient été non pas des chômeurs affamés, qui formaient le gros des manifestants, mais « deux des meilleurs artisans de la ville », qui touchaient des salaires de 4 guinées et demie par semaine <sup>[\*40]</sup>. Le 27 avril, dans le West Riding, William Horsfall fut assassiné. Le 11 mai, le Premier ministre, Perceval, fut assassiné à la Chambre des communes. Pendant une journée, le pays fut en ébullition. L'enthousiasme populaire éclata sans retenue. A Bolton (se lamenta le colonel Fletcher), « *la Canaille exprima sa Joie* » en apprenant la nouvelle. Dans les Potteries, on apprit la nouvelle quand :

*Un homme arriva en courant dans la rue, sautant de joie, agitant son chapeau et criant avec une joie frénétique : « Perceval a été tué, hurra ! Perceval a été tué, hurra ! »*

La foule de Nottingham célébra l'événement et « défila dans les rues tambour battant et drapeaux déployés en signe de triomphe ». Même à Londres, la foule s'assembla devant la Chambre des communes lorsque la nouvelle filtra ; et, quand l'assassin, John Bellingham, fut emmené, « on entendit des cris d'approbation répétés parmi les gens ignorants et dépravés de la foule ». La nouvelle selon laquelle Bellingham était probablement dérangé et avait agi pour des raisons personnelles fut presque accueillie avec déception. On avait cru à l'apparition d'un nouveau Despard – plus heureux que le premier. Lorsque Bellingham monta sur l'échafaud, le peuple cria : « Que Dieu le bénisse », et

Coleridge<sup>34</sup> entendit ajouter : « Ce n'est qu'un début. » On estima inopportun de faire des funérailles publiques à Perceval<sup>[\*41]</sup>.

On a rarement vu une fureur insurrectionnelle aussi diffuse dans l'histoire de l'Angleterre. Pendant plusieurs semaines, des avis furent tracés à la craie sur les murs et les portes du West Riding, offrant 100 guinées pour la tête du prince régent<sup>[\*42]</sup>. A la mi-mai, le régent et son secrétaire personnel reçurent des dizaines de lettres de menaces, dont l'une, signée « *Vox Populi* », commençait par : « *Provisions meilleur marché – Du Pain ou du Sang – Dites à votre Maître qu'il est un Maudit Coquin sans cœur [...]*<sup>[\*43]</sup> » Mais, pour les habitants du Yorkshire, le prince régent était bien loin, tandis qu'ils avaient les propriétaires de fabriques et les magistrats sous la main. Après la défaite de Rawfolds, le luddisme du West Riding prit une tournure plus désespérée. Il avait toujours été plus militaire dans sa discipline que le luddisme du Nottinghamshire, et beaucoup plus entouré de secrets et de serments, puisqu'il était né au moment où la destruction de machines était devenue un crime capital. La décision d'assassiner Horsfall fut probablement prise par George Mellor lui-même, le commandant du district local, plutôt que lors d'une réunion des délégués du Yorkshire. Selon la tradition, le jeune Booth, le fils du pasteur, était son ami intime et son protégé, et il fut affecté par sa mort. Benjamin Walker, le complice qui témoigna à la barre pour l'accusation, raconta que Mellor et ses compagnons tondeurs dans l'atelier de John Wood, à Longroyd Bridge, « *s'entretenaient au sujet [...] des hommes tués chez Cartwright* » :

*Ils disaient que c'était une affaire grave. Mellor disait que la méthode qui consiste à casser les tondeuses devait être abandonnée et que, à la place, il fallait tuer les maîtres. C'est tout ce que j'ai entendu dire ; ils disaient qu'ils avaient perdu deux hommes et qu'ils devaient tuer les maîtres.*

Se réjouir de la mort d'un lointain Premier ministre était une chose ; l'assassinat, de sang-froid, à l'abri d'un mur, d'un homme que l'on côtoyait tous les jours et qui – en dépit de son impopularité – « appartenait » à la communauté en était une autre. Dire qu'il y eut un violent revirement du sentiment public serait aller un peu trop loin. Des centaines de gens ont dû avoir des soupçons sur l'identité des assassins, et pourtant rien ne fut révélé pendant des mois. Il serait plus exact de dire qu'il y eut un revirement de sentiment parmi ceux qui avaient été auparavant de simples sympathisants passifs ou spectateurs, tandis que les

---

<sup>34</sup> [NdBS] Samuel Taylor Coleridge : (1772 – †1834), poète et critique britannique. Suite à un séjour en Allemagne dans les années 1810, il changea radicalement d'opinion ; en politique, de jacobin, il est devenu royaliste ; et en religion, de rationaliste, il est devenu un fervent croyant du mystère de la Trinité. Aussi, il combattit avec violence la Révolution française qu'il avait jadis exaltée. Pour vivre, il accepta la direction du *Morning-Post*, dans les colonnes duquel il soutint la politique du gouvernement.

sentiments se durcirent aux deux extrêmes. « *Il n'y a pas un habitant dans le Voisinage que je connaisse* », écrit le révérend Hammond Roberson à Cartwright, trois jours après la mort de Horsfall,

*qui soit conscient de la situation dans le pays ou plutôt qui soit capable de prendre une part décisive dans la direction des opérations de l'Armée, et qui ose le faire, à part moi-même. S'il m'était possible de consacrer tout mon temps aux affaires militaires, je ferais de mon mieux* <sup>[\*44]</sup>.

Les luddistes, de leur côté, commençaient à perdre des adhérents et eurent recours à la menace pour restaurer la discipline chancelante. Les attaques contre les métiers à tondre prirent fin (alors que peu d'entreprises en renfermaient encore) et furent remplacées par une série de coups de main pour se procurer des armes et de l'argent. Ces coups de main, comme dans le Lancashire, se poursuivirent durant les mois de mai, de juin, de juillet, d'août et de septembre, cependant qu'un ou deux groupes de cambrioleurs déguisés en luddistes ajoutaient à la confusion. Les récits de ces attaques rappellent les opérations de partisans en territoire occupé. Un magistrat, qui décrivait, en juillet 1812, un raid sur le village de Clifton (Yorkshire), le commentait ainsi :

*[...] la précision, l'intrépidité, la célérité avec lesquelles une bande armée fouilla de fond en comble un village bien peuplé – sur un mile de long – à la recherche d'armes et en emporta six ou sept sans toucher à aucun autre bien, en tirant fréquemment dans les maisons et sur les individus qui tentaient de leur opposer la moindre résistance, avec une promptitude et une discipline évidente qu'aucune troupe régulière ne saurait dépasser [...]* <sup>[\*45]</sup>.

Le luddisme du Yorkshire succomba au milieu d'une vague d'arrestations, de trahisons, de menaces et de désillusions. Une fois encore, le récit en fut transmis par le folklore et par le procès qui eut lieu à York en janvier 1813. Des espions, recrutés dans d'autres régions, firent plusieurs découvertes. Un groupe de partisans de Paine, parmi lesquels se trouvait un chapelier, John Baines, fut arrêté à Halifax sous l'inculpation d'avoir fait prêter le serment des luddistes. Ensuite, Benjamin Walker, compagnon de travail et complice de Mellor, livra les secrets de l'assassinat de Horsfall. D'autres luddistes devinrent indicateurs pour sauver leur peau. Quelques-uns de ceux qui avaient pris part à l'affaire de Rawfolds furent traqués et découverts ; il y eut d'autres arrestations à Barnsley et à Holmfirth. En octobre, Joseph Radcliffe, le magistrat le plus actif dans la chasse aux luddistes, reçut une dernière menace : « *Je me transformerai à coup sûr en un nouveau Bellingham, et la cartouche est prête qui sera expédiée dans le*

*Sang de Votre Cœur, même si je devais le faire dans la maison de Dieu*<sup>35</sup>. » Ce fut aux environs du mois de novembre que le filet se referma sur les luddistes. A la Commission spéciale d'York, en janvier 1813, Mellor et deux de ses collègues furent reconnus coupables de l'assassinat de Horsfall, et ils furent immédiatement exécutés, alors que les autres procès étaient encore en cours. Quinze autres personnes furent condamnées à la peine capitale (dont une seule vit sa peine commuée en relégation à vie) pour leur rôle dans l'attaque sur Rawfolds ou dans des coups de main pour se procurer des armes. Six autres, parmi lesquelles le vieux démocrate de Halifax, Baines, furent condamnées à sept ans de relégation pour avoir fait prêter des serments illégaux. S'ils avaient agi à la fin de juillet 1812, et non au début, ils auraient encouru la peine capitale.

Nottingham et les régions de la bonneterie restèrent calmes tout au long du printemps et de l'été 1812, pendant que le Comité des tricoteurs sur métier tentait de faire passer son projet de loi au Parlement. Pas un seul des dirigeants du mouvement de 1811-1812 ne fut reconnu coupable avec certitude. En dépit de cette paix apparente, la pression sur les patrons, pour qu'ils se conforment aux conditions des tricoteurs sur métier, fut maintenue en 1812 et en 1813, par des lettres anonymes et des menaces de nouvelles actions :

*Soyez prévenu, George Rowbottom [lit-on dans une lettre d'avril 1812], que personne dans la ville d'Arnold, de Bullwell, de Hucknall ou de Basford ne prendra un travail qui ne soit un travail achevé, au juste prix, de dimensions et de prix honnêtes, et ceci pour vous Avertir que si vous amenez ou vous donnez encore de l'ouvrage qui ne soit bien achevé, au juste prix et d'honnêtes dimensions vous allez faire fonctionner ce métier*<sup>36</sup> *avec une corde autour du cou [...]*

On assista à une recrudescence marginale du luddisme en novembre-décembre 1812, mais pendant deux ans les tricoteurs sur métier semblent avoir mis leur confiance dans l'action de leur syndicat. Ensuite, des attaques dispersées se produisirent à nouveau (en 1814), et il semble bien que quelques fabricants de bonneterie essayèrent en fait de provoquer des destructions de machines pour pouvoir agir contre le syndicat<sup>[\*46]</sup>. Après la destruction du syndicat et l'arrestation de deux de ses responsables, les attaques devinrent plus fréquentes. En septembre 1814, un tricoteur sur métier de Basford, James Towle, fut arrêté pour avoir pris part à l'une de ces attaques, mais, à la session de printemps des assises (1815), il fut acquitté. La dernière phase du luddisme

---

<sup>35</sup> Radcliffe, MSS, 126/91. Radcliffe fut l'objet de menaces pendant plusieurs années encore. « *Le Luddisme va recommencer ici* », lui écrivait, en mars 1815, un correspondant anonyme. Les tondeurs « *jurent qu'ils te tueront en premier, Vieux Bellbybul, comme ils t'appellent* », Radcliffe, MSS, 126/136.

<sup>36</sup> A cet endroit, il y a l'esquisse grossière d'un échafaud, avec cette remarque cynique : « *Ce métier fait un travail soigné, pour un salaire complet.* »

dans les Midlands eut lieu de l'été 1816 aux premiers mois de 1817, avec une intensité inconnue depuis 1811. L'attaque la plus impressionnante fut celle de l'immense fabrique de Heathcote et Boden, à Loughborough, dont les gardes furent maîtrisés par des hommes masqués et armés de tromblons. De coûteuses machines à dentelle furent détruites aux cris de : « Ludds, faites bien votre devoir. C'est un boulot de Waterloo, grand Dieu. » Pour cette seule attaque, les dégâts se montèrent à plus de 6 000 livres. James Towle fut de nouveau arrêté ; cette fois, il fut condamné et exécuté à la mi-novembre. Les attaques continuèrent pendant un mois ou deux. Dans un compte rendu des événements, on lit que le frère de Towle était à la tête d'une bande qui avait juré de montrer à « Jem ce qu'ils pouvaient faire sans lui ». Selon d'autres récits, cette phase ultime du luddisme était l'œuvre d'une ou deux bandes presque « professionnelles », qui étaient engagées et payées par les sections locales du syndicat devenu clandestin. Lors d'aveux faits le matin de son exécution, Jem Towle déclara n'avoir jamais prononcé aucun serment secret, ni en avoir entendu parler :

*Ils n'ont pas de fonds spéciaux, mais, quand un travail [job] doit être fait, ou que l'on a besoin d'argent pour une tâche quelconque, on fait la quête parmi les tricoteurs sur métier ou les ouvriers de la dentellerie qui ont du travail à ce moment-là. [...] Ils n'ont pas de dépôts d'armes. Beaucoup de gens de la bande ont un pistolet ou deux cachés chez eux. [...] Quand un travail doit être fait, trois ou quatre des principales personnes font la tournée pour recruter des gens parmi ceux qu'ils savent bien disposés envers le luddisme.*

Mais il se peut que la confession de Towle ait eu pour but d'induire en erreur ses interrogateurs. Au début de 1817, d'autres membres de sa bande furent découverts, et, en avril 1817, six d'entre eux furent exécutés à Leicester, et deux autres condamnés à la relégation. L'un des condamnés, Thomas Savage, dans une déposition qu'il fit quinze jours avant son exécution, déclara que, dans ses dernières phases, « le Luddisme et la Politique étaient étroitement mêlés ». Il prétendit qu'il existait une colonie de réfugiés luddistes à Calais<sup>37</sup>. Il chercha à impliquer Gravener Henson (qu'il accusa d'être « capable de perpétuer les mêmes horreurs que celles qu'à pu commettre Robespierre »), en le présentant comme le « Chef de toute l'affaire ». Mais son récit, pittoresque et suspect, n'établissait aucune relation réelle entre Henson lui-même et les destructions de machines : il accusait Henson d'être l'instigateur d'une agitation ultra-radical parmi les

---

<sup>37</sup> Ce n'est pas impossible. Il y avait à Calais une colonie de tricoteurs sur métier anglais. Voir le témoignage de Henson, dans *Fourth Report [...] Artizans and Machinery*, 1824, p. 274 ; et *H.O.* 79.3 f. 31.

tricoteurs sur métier, qui aboutit au mouvement des clubs Hampden<sup>38</sup> au cours de l'hiver 1816-1817, d'espérer l'avènement d'une révolution républicaine et de parler d'« *attaquer la caserne de Nottingham* ». Quoi qu'il en fût, Henson n'était guère libre de manifester ses sympathies quand le « soulèvement » de Pentridge éclata en juin. Car, au cours de la semaine où Savage avait lancé ses accusations, Sidmouth avait été informé par un correspondant de Nottingham que Henson (« *un gars plein de bon sens et qui aime parler* ») avait pris la malle-poste de Londres avec l'intention de présenter une pétition pour sauver la vie des condamnés. A Londres, il fut arrêté et, pendant la suspension de l'*Habeas corpus*, détenu pendant quelques mois. Mais, depuis déjà longtemps, le mouvement luddiste, tel que nous l'avons défini ici, avait pris fin<sup>[\*47]</sup>.

## 6.

### *By Order of the Trade* [\*48]

« *Que de marches et de contre-marches !* » s'exclamait Byron devant la Chambre des lords :

*De Nottingham à Bullwell, de Bullwell à Banford, de Banford à Mansfield ! et quand enfin les détachements arrivèrent à destination, avec « toute la pompe, l'orgueil et l'apparat d'une guerre glorieuse », ce fut juste à temps pour constater les dégâts commis [...] et retourner à leurs quartiers accompagnés par les moqueries des vieilles femmes et les huées des enfants.*

Il est certain que quelques meneurs luddistes locaux furent conduits à l'échafaud. Les faits aussi bien que la tradition populaire montrent assurément que George Mellor et Jem Towle furent des « capitaines » luddistes. Mais, jusqu'à aujourd'hui, le luddisme a refusé de révéler ses secrets. Qui en furent les « véritables » instigateurs ? Existèrent-ils *vraiment* ou le mouvement se

---

<sup>38</sup> [NdBS] *Club Hampden* : fondé à Londres en 1812, « groupement anodin » composé de « réformateurs wighs qui pouvaient tous disposer d'un revenu annuel d'au moins 300 livres provenant de biens fonciers. Ce club permit toutefois au major Cartwright de se faire entendre et d'entreprendre ses croisades en faveur de la réforme parlementaire dans les Midlands et dans le Nord. » (Thompson, p. 548) Plusieurs clubs Hampden se formeront dans le pays. L'objectif principal de John Cartwright (1740-1824) [à ne pas confondre avec William Cartwright dont la fabrique fut attaquée par les luddites] est d'unir les modérés de la classe moyenne avec les membres radicaux de la classe ouvrière.

répandit-il spontanément de district en district ? Communiquaient-ils régulièrement entre eux ? Quels étaient les buts politiques ou révolutionnaires à long terme des luddistes ?

Les réponses que l'on donne à toutes ces questions ne seront guère que des hypothèses. Il faut pourtant préciser que les réponses les plus généralement admises ne concordent pas avec certains faits établis. Les deux études les plus importantes sur les luddistes sont celles de J.L. et B. Hammond et de F.O. Darvall. *The Skilled Labourer* est un bon livre, mais les chapitres sur le luddisme ressemblent par moments à un dossier préparé par l'opposition whig pour discréditer les prétentions exagérées de l'administration sur le caractère conspirateur et révolutionnaire du mouvement. Le rôle des espions et des agents provocateurs est souligné au point de suggérer l'absence de tout fondement insurrectionnel authentique et de toute preuve de déplacements de délégués d'un comté à l'autre. A propos des prestations de serments, les Hammond déclarent que, « même dans l'interprétation la plus large des documents, rien ne prouve que la pratique des serments était répandue, *ou que l'on y ait jamais recouru*, sauf dans les districts où les espions agissaient<sup>39</sup> ». Le véritable luddisme (sous-entend-on) n'avait pas de buts à long terme, mais relevait soit de l'émeute spontanée (Lancashire), soit d'une action aux objectifs purement revendicatifs (Nottingham et Yorkshire).

F.O. Darvall, dans son livre, *Popular Disturbances and Public Order in Regency England*, reprend à son compte la plupart des jugements des Hammond. « Il n'y a aucune preuve », déclare-t-il catégoriquement,

d'une quelconque motivation politique chez les luddistes. Il n'y a pas un seul cas où l'on puisse démontrer qu'une attaque luddiste ait eu d'autres objectifs qu'une confrontation entre maîtres et serviteurs, entre patrons et ouvriers. Pas un seul luddiste [...] que l'on ait pu accuser de trahison ou qui ait pu mentir. Rien ne montre, malgré les immenses efforts déployés par les espions pour parvenir à le démontrer, que les luddistes, sauf un nombre infime d'agitateurs irresponsables, non représentatifs et négligeables, aient eu des desseins d'ordre politique.

« Malgré des fouilles très minutieuses, aucun dépôt d'armes important, semblable à ceux dont parlaient les espions, ne fut découvert. Aucun lien ne put être décelé entre les rebelles des divers districts. » Les comités secrets des villes du Lancashire « poussèrent comme des champignons » sous le contrôle d'espions ou d'hommes qui faisaient de « la sédition au petit pied leur source de revenus ». Quant aux attaques luddistes plus importantes, « il ne semble pas que ces grands rassemblements d'émeutiers aient été plus organisés qu'un monôme d'étudiants ». Il n'y a « rien d'autre que les témoignages non confirmés d'espions pour prouver que les luddistes aient prêté des serments secrets ou illégaux<sup>[\*49]</sup> ».

---

<sup>39</sup> *Loc. cit.*, p. 339. C'est moi qui souligne.

Si l'on s'en tient aux détails des rapports quotidiens (rapports de fonctionnaires flegmatiques ici, de magistrats apeurés là, et récits d'espionnage incroyablement embrouillés), on peut mettre totalement en doute l'existence du luddisme. Mais, si nous prenons un peu de recul, nous verrons que ces conclusions sont aussi peu vraisemblables que l'hypothèse la plus extravagante sur la conspiration luddiste. Quiconque a organisé une tombola ou un tournoi de fléchettes sait qu'il est impossible de rassembler de nuit, en un lieu donné, des groupes de cent hommes ou plus, venant de plusieurs endroits, déguisés et armés de mousquets, de marteaux et de haches ; de les disposer en file ; de les appeler par des numéros ; de les faire marcher plusieurs miles avant une attaque victorieuse, guidés par des signaux lumineux et des fusées – et tout cela sans plus d'organisation qu'un monôme d'étudiants. Quiconque connaît la géographie des Midlands et du Nord aura peine à croire que les luddistes des trois comtés voisins n'eurent *aucun* contact entre eux. Il faut une grande agilité d'esprit pour ne voir dans le luddisme qu'un mouvement purement « revendicatif », sans aucun rapport avec la « politique », à une époque où des rebelles irlandais arrivaient dans le Lancashire par centaines et où l'on célébrait triomphalement dans les rues l'assassinat du Premier ministre. En bref, de telles conceptions du luddisme ne peuvent se fonder que sur une argumentation spé cieuse, qui exagère la stupidité, la rancœur et le rôle provocateur de l'administration jusqu'à l'absurde, ou sur une vision universitaire étroite, qui compartimente les choses à l'extrême et méconnaît tout le poids de la tradition populaire.

C'est un fait, il n'existe *aucune* source d'information sur l'organisation luddiste qui ne soit, dans une certaine mesure, « viciée ». Comme le notent les Hammond et Darvall, nous n'avons connaissance de l'existence de délégués ou de serments que par la rumeur ; ou par les récits des « espions » ; ou par la magistrature ou l'armée ; ou par les aveux d'hommes condamnés à mort ou menacés de l'être et soucieux d'y échapper. Il en est de même pour les buts à long terme du luddisme. Mais quel autre type de preuves pourrait-il exister ? *Tout* prisonnier se voit automatiquement extorquer des aveux, *tout* informateur devient aussitôt un « espion ».

Nous pouvons prendre l'exemple des serments. S'il existe bien peu de faits tendant à prouver leur existence chez les luddistes des Midlands, il y a peut-être une raison à cela. La phase principale de destruction de machines dans les Midlands prit fin en février 1812. Ce fut seulement ce mois-là que la destruction de machines devint un crime passible de la peine capitale. Dans le Lancashire et le Yorkshire, le luddisme prit naissance à un moment où tous savaient qu'être découvert signifiait la mort. Il est donc vraisemblable que des serments ont été prêtés secrètement (comme les espions et la tradition populaire le soulignèrent avec insistance). En juillet 1812, le serment prêté à des fins criminelles fut également décrété passible de la peine capitale. On dit que, dans le Yorkshire, on continua à prêter serment jusqu'à la fin de l'année. Lorsque le

luddisme reprit dans les Midlands, de 1814 à 1816, il est vraisemblable que les petits groupes engagés n'ont pas voulu s'exposer davantage à la peine capitale par ce délit supplémentaire.

Deux des fournées de prisonniers jugés aux assises d'York en janvier 1813 furent condamnés pour avoir fait prêter des serments. Un cas (celui de Baines et des démocrates de Halifax) est très douteux. Ils furent condamnés sur le témoignage de deux espions professionnels, qui avaient fort mauvaise réputation et que l'on était allé recruter à Manchester pour l'occasion ; il y a tout lieu de croire qu'il s'agissait d'un « coup monté ». Les Hammond et Darvall suggèrent que l'autre cas – celui d'un tisserand de Barnsley – était tout aussi suspect et l'œuvre d'un espion professionnel<sup>[\*50]</sup>. Mais ce n'est pas tout à fait le cas. L'informateur, Thomas Broughton, était tisserand à Barnsley et franc-maçon ; il témoigna volontairement pour des raisons qui ne sont pas claires et fit sa déposition sous serment devant deux magistrats de Sheffield, en août 1812. D'après celle-ci, il avait rejoint un peu plus tôt dans l'année un « comité secret » formé par cinq tisserands de Barnsley. Ils avaient « lié » 200 personnes à Barnsley, des tisserands pour la plupart, mais aussi deux aubergistes, un chapelier et un jardinier. (Les Irlandais n'étaient pas admis.) Ses fonctions consistaient à participer à des rencontres, à recueillir de l'argent et à correspondre avec d'autres comités. Barnsley (où il n'y avait pas d'agitation luddiste) était considéré comme un centre récent et fragile ; la force principale se trouvait à Sheffield et à Leeds. On se vantait dans les cercles luddistes d'avoir « lié » 8 000 hommes à Sheffield, 7 000 à Leeds et 450 à Holmfirth. On envoyait des délégués à des rencontres à Manchester, Stockport et Ashton. A Halifax, les luddistes se rencontraient « sous le couvert de la dissidence religieuse ». De nombreux luddistes faisaient également partie de la milice. *« Les luddistes ont pour objectif final de renverser le Système de Gouvernement en Révolutionnant le Pays. Broughton lui-même avait participé à une rencontre de délégués à Ashton, où un autre délégué lui apprit que le signal initial serait une attaque contre le Parlement. Si la révolution réussissait, on s'attendait que le major Cartwright et Burdett s'y rallieraient. Il avait reçu 10 shillings 10 pence pour ses frais de délégué<sup>[\*51]</sup> ».*

Comme dans de nombreuses dépositions de ce type, il est pratiquement impossible de distinguer le vrai du faux. On peut malgré tout avancer deux remarques. D'abord, Broughton semble avoir été un informateur de bonne foi ; c'est-à-dire un homme qui avait été un véritable luddiste et avait trahi. Ensuite, à York, dans le procès contre John Eadon, l'un des membres du comité de Barnsley – procès engagé à la suite du témoignage de Broughton –, pas un mot de cette déposition ne fut cité. Le ministère public ne chercha qu'à produire des faits prouvant qu'il y avait eu prestation de serment illégal :

*Moi de mon plein gré et Accord déclare et jure solennellement que je ne révélerai jamais à Quiconque [...] quoi que ce soit susceptible d'entraîner la découverte de*

*ce serment par un mot un geste ou une action susceptible d'entraîner une quelconque découverte sous peine d'être expédié hors de ce Monde par le premier Frère qui me Rencontrera de plus je jure que je Punirai de mort tout traître s'il s'en trouvait un parmi nous je le poursuivrais sans fin de ma vengeance, s'enfuirait-il au bout du monde. Je serai véritablement vertueux et fidèle à mes Frères dans tous mes actes*  
*Que dieu m'aide à rester Fidèle à mon Serment Amen* [\*52].

A la lecture, le serment a un air d'authenticité<sup>40</sup>. Mais le problème est ici d'examiner un peu plus en détail les mobiles des autorités. Les dirigeants anglais étaient insensibles et indifférents à la classe ouvrière ; mais l'Angleterre n'était pas un « Etat policier ». Il y eut certes des magistrats et des officiers (le révérend Hammond Roberson ou le colonel Fletcher, de Bolton) obsédés par la haine du luddisme et qui, comme Nadin, le vice-gouverneur bien connu de Manchester, ne reculaient devant aucune forme de violence ou de fourberie pour obtenir une condamnation. Restait cependant à affronter une opinion publique d'un genre particulier. Le comte Fitzwilliam, le *lord-lieutenant* whig du West Riding, était un homme au caractère modéré, qui devait perdre sa charge un peu plus tard pour avoir protesté publiquement contre Peterloo<sup>41</sup> et qui n'a vraisemblablement autorisé aucune provocation. L'homme qui jugea plusieurs luddistes dans les Midlands, le juge Bayley, fut violemment critiqué pour sa clémence. Dans une affaire plus importante, à Manchester, pendant l'été 1812, les jurés refusèrent de condamner trente-huit réformateurs radicaux contre lesquels Nadin avait essayé de « monter » une accusation de prestation de serments luddistes. Les conseillers juridiques de la Couronne savaient fort bien que la condamnation n'était pas automatique<sup>42</sup>.

De plus, durant ces années, le gouvernement était haï par les travailleurs et foncièrement détesté par une grande partie de la classe moyenne. Même si, sur la base de dépositions telles que celle de Broughton, les conseillers juridiques de la Couronne avaient conseillé d'engager des poursuites pour trahison, les autorités n'avaient pas intérêt à procéder de cette manière. On les aurait soupçonnées d'agir principalement pour des motifs politiques, et cela aurait attisé la colère de l'opinion. Ils devaient limiter les poursuites aux *actes criminels manifestes* : destruction de machines, attaques nocturnes, vol d'armes, prestations de serment. De toute façon, des dépositions comme celle de

---

<sup>40</sup> Les serments imaginés par les agents provocateurs étaient souvent bien plus épouvantables – l'un d'eux comportait l'engagement de trancher la tête et les mains des traîtres et de toute leur famille.

<sup>41</sup> [NdBS] Le massacre de Peterloo est le nom donné à la répression sanglante d'une manifestation pacifique d'ouvriers britanniques le 16 août 1819 sur le terrain de St Peter's Fields à Manchester en Angleterre.

<sup>42</sup> C'est la raison pour laquelle les luddistes les plus importants furent jugés par une commission spéciale.

Broughton étaient de bien peu de valeur pour les tribunaux, surtout lorsque la défense pouvait requérir les services d'un avocat tel que Brougham. Elles reposaient sur des allégations non confirmées faisant état de propos révolutionnaires ; sur des rencontres avec des délégués d'autres districts, généralement anonymes ou agissant sous un pseudonyme ; des exagérations évidentes et des suggestions hautement improbables, comme les affirmations selon lesquelles Cartwright, Whitbread ou Burdett seraient à la tête de la révolution.

En fait, il y eut un différend très curieux entre l'administration locale et le ministère de l'Intérieur, notamment dans le Yorkshire durant l'été et l'automne 1812. « *M. Lloyd, un procureur très actif de Stockport, employé par le gouvernement pour obtenir des informations en envoyant des espions dans tout le pays* » (comme le notait un juge de paix du Yorkshire dans une lettre à Fitzwilliam<sup>[\*53]</sup>), travaillait sous la protection directe du ministre de l'Intérieur. Il cherchait à établir des relations entre plusieurs affaires distinctes par des méthodes que certains juges de province pourraient avoir déplorées, il enlevait littéralement ses témoins clés et les faisait transporter de l'autre côté des Pennines secrètement et sous bonne garde pour les protéger<sup>[\*54]</sup>.

On peut remarquer que les démarches sont, dans une certaine mesure, divergentes. D'une part, le ministère de l'Intérieur (alors sous l'autorité de Sidmouth), avait déjà adopté la politique qui conduisit aux provocations de l'après-guerre, avec Oliver, Edwards et Castle. Sidmouth, Lloyd, Nadin voulaient de nombreuses arrestations, des procès à sensation et des exécutions, pour frapper de terreur les luddistes et les réformateurs ; ils ne se souciaient guère de savoir si leurs victimes étaient de « véritables » luddistes ou non, et montraient peu de scrupules quant aux moyens employés pour fabriquer les accusations. D'autre part, des hommes comme Fitzwilliam et Radcliffe ne désiraient pas moins détruire le luddisme, mais ils étaient plus scrupuleux sur les moyens et décidés à appréhender les vrais coupables, c'est-à-dire les assassins de Horsfall et les hommes qui attaquèrent la fabrique de Cartwright. Dans ce second cas, les principales affaires qui passèrent devant les tribunaux (exception faite pour les trente-huit de Manchester) furent des affaires solides où les accusés furent « découverts, reconnus coupables et condamnés » pour des crimes *précis*, et dans lesquelles les accusations de sédition politique restèrent tout à fait à l'arrière-plan. Derrière l'affaire des démocrates de Halifax, il est certain qu'il y avait des motifs politique<sup>43</sup> ; cependant, l'accusation prit bien soin de n'accuser les prisonniers qu'indirectement pour leurs opinions et de se concentrer sur la preuve manifeste d'avoir fait prêter serment à telle personne en telle occasion. Aussi, si l'on se demande pourquoi aucune accusation de trahison

---

<sup>43</sup> Le compte rendu du procès de Baines, dans les documents du *Solicitor* du ministère des Finances, commence ainsi : « *L'aîné des Baines est chapelier, et bien connu pour son hostilité à l'égard du gouvernement* », T.S. 11.2673.

ne fut prononcée, l'on peut répondre qu'une telle accusation aurait été impopulaire, juridiquement douteuse et aurait pu (comme dans le cas de l'affaire de Manchester) conduire à un acquittement.

Les autorités ne *souhaitaient* pas non plus instituer des procès collectifs pour les prestations de serment. Elles voulaient simplement y mettre fin<sup>44</sup>. Et, pour y parvenir, elles voulaient faire des exemples, en utilisant les affaires qui s'y prêtaient le mieux par des procès et des relégations. Pour diverses raisons, ce furent les hommes de Halifax et de Barnsley qui servirent d'exemple. Supposer que les autorités désiraient mener à son terme toute affaire qui se présentait, c'est se tromper sur la nature du pouvoir. A York, la « justice outragée » et la morale de l'ordre furent satisfaites lorsqu'il fut certain que les meurtriers d'Horsfall seraient condamnés, que plusieurs hommes allaient être relégués pour prestation de serment et que quatorze autres iraient à l'échafaud pour vol d'armes et attaques nocturnes. En allant plus loin, on aurait tourmenté l'opinion publique au-delà du supportable et risqué de condamner chaque juge de paix et chaque industriel du Nord à vivre dans la haine générale. Arrivé à ce point, on déclara l'affaire close et l'on proclama l'amnistie. Sans doute s'était-on suffisamment vengé ?

Ainsi, rien, dans les affaires passées en jugement et les faits allégués par les accusateurs, ne nous permet de conclure à l'existence d'un mouvement luddiste structuré. D'ailleurs, les autorités agirent généralement en fonction de faits ou de présomptions qui ne furent jamais exposés lors des procès<sup>45</sup>. Elles possédaient en fait beaucoup de témoignages sur des rencontres secrètes, des exercices militaires, des serments et les déplacements des délégués ; certains

---

<sup>44</sup> Le témoignage de F. Raynes, *An Appeal to the Public*, 1817, sur tout cela est accablant. Le capitaine Raynes commandait une unité chargée de s'infiltrer parmi les luddistes et de découvrir les instigateurs du mouvement du Lancashire (juin-septembre 1812) et de celui du West Riding (septembre-décembre 1812). En raison de griefs personnels, il publia ensuite un récit de sa mission, ainsi que sa correspondance avec ses supérieurs. Dans plusieurs districts du Lancashire, tels que Newton, le serment était « presque universel parmi les classes ouvrières et inférieures ». Plus d'une fois, ses agents parvinrent à percer la conspiration, mais les luddistes (comprenant qu'ils étaient découverts) se rendirent immédiatement chez le plus proche magistrat et se « délièrent » en prêtant serment d'allégeance – au très vif mécontentement du capitaine Raynes. On ne peut demeurer sceptique vis-à-vis des prestations de serment après une lecture attentive de ce texte. (Un exemplaire se trouve à la Reference Library de Manchester.)

<sup>45</sup> Ce point a été très étudié, car il aide aussi à expliquer certaines confusions qui entourent les cas de Despard et de Brandreth. Les comptes rendus qui se trouvent dans les documents du *Solicitor* du ministère des Finances révèlent le soin avec lequel les conseillers juridiques de la Couronne ne gardèrent que les actes manifestes qui résistaient le mieux à l'examen. Même dans le cas d'O'Coigly (voir supra p. 153 : [Partie I, « L'arbre de la liberté » ; chapitre 5, « L'arbre de la liberté »]), le compte rendu de la Couronne est annoté : « *Doit-on mentionner l'invasion de l'Irlande ?* » (T.S. 11.333). Pour le cas de Thomas Bacon, voir *infra*, p. 600 [Partie III, « Présence de la classe ouvrière » ; chapitre 15, Démagogues et martyrs » ; 4<sup>e</sup> partie, « Brandreth et Oliver »].

étaient vagues, d'autres peu honorables, la plupart sans grande valeur devant un tribunal. Elles possédaient aussi des masses de lettres anonymes, ainsi que des lettres et des dépositions d'indicateurs, certaines très détaillées, comme celle-ci, qui décrit les mots de passe employés par les luddistes :

*Vous devez porter votre main droite au-dessus de l'œil droit – si dans le groupe il y a un autre luddiste il portera sa main gauche au-dessus de son œil gauche – vous devez alors porter l'index de votre main droite au côté droit de votre bouche – l'autre portera son petit doigt gauche au côté gauche de sa bouche et dira : Qu'êtes vous ? La réponse : Décidé. Il dira : A quoi ? Votre réponse : A la Liberté Totale* <sup>[\*55]</sup>.

Il est juste de dire que de telles déclarations n'ont pas valeur de témoignage devant un tribunal. Mais si, comme les Hammond et Darvall, nous ne faisons cas d'aucun de ces documents<sup>46</sup>, nous sombrons dans le ridicule. Il nous faut supposer que les autorités, grâce à leurs agents, créèrent de toutes pièces de véritables organisations de conspirateurs, puis instituèrent la peine capitale pour de nouveaux crimes (tels que la prestation de serment), qui n'existaient que dans l'imagination de leurs propres espions ou comme résultat de leurs provocations. En outre, toute cette argumentation trahit une incapacité à imaginer le luddisme dans le contexte d'une communauté locale. A Nottingham et dans le West Riding en particulier, la force des luddistes se trouvait dans ces petits villages industriels, où tout le monde se connaissait, et s'inscrivait dans un même réseau étroit de parenté. La sanction d'un serment pouvait être terrible pour les êtres superstitieux, mais la sanction de la communauté était encore plus forte. Les dirigeants luddistes étaient populaires dans leurs villages, à l'exemple de George Howarth, un tisserand qui était probablement membre d'un comité secret du Yorkshire – « teint frais, bien bâti ; un grand chanteur en compagnie, conversation vulgaire, comme celle d'un paysan [...] <sup>[\*56]</sup> ». Les autorités avaient beaucoup de mal à persuader les témoins de venir dénoncer un voisin. Cela s'explique en partie par la peur des représailles luddistes. Mais, bien plus, jouer le rôle d'un indicateur, c'était enfreindre le code moral, ce qui entraînait la mise au ban de la communauté. Même les magistrats locaux ne pouvaient considérer Benjamin Walker, le complice de Mellor qui témoigna contre lui, autrement que comme un Judas. Sur le point d'être exécuté, Mellor déclara qu'« il préférerait être dans sa situation, tout horrible qu'elle fût, plutôt que de répondre du crime de leur accusateur, et qu'il n'échangerait pas sa place contre la sienne, même au prix de sa liberté et de 2 000 livres ». La situation des luddistes qui sauvèrent

---

<sup>46</sup> Il existe de nombreux témoignages de ce type, concernant les exercices militaires, les délégués, les ambitions révolutionnaires, dans les documents du ministère de l'Intérieur. Darvall se facilite la tâche en n'en citant aucun et en attribuant chaque exemple, dans des notes méprisantes, au travail d'indicateurs imaginatifs ou intéressés.

leur vie en dénonçant leurs complices aux autorités était presque plus pitoyable que celle des condamnés. Walker, à qui un quaker rendit visite après les exécutions d'York, se trouvait dans « un état lamentable, pâle, ses membres étaient si faibles qu'ils pouvaient à peine porter son corps ». En fait, il ne reçut jamais les 2 000 livres promises pour ses services. Il mena une existence vagabonde et misérable avant d'en être réduit à la mendicité. Deux luddistes de Nottingham, qui devinrent des informateurs, se mirent à craindre pour leur vie et mendiaient auprès de la Couronne le prix de leur voyage jusqu'au Canada. D'autres, qui étaient soupçonnés d'avoir donné des informations, furent simplement mis au ban de la communauté. Un homme du Yorkshire refusa de continuer à vivre avec sa femme, qui avait, par des indiscretions stupides, fourni des indications qui conduisirent à l'échafaud l'un des assaillants de Rawfolds. Dans un cas similaire, plusieurs années plus tard, deux informateurs du Yorkshire furent mis au ban de la communauté jusqu'à la fin de leurs jours ; s'ils pénétraient dans une salle ou une taverne, la compagnie cessait immédiatement toute conversation ou quittait les lieux <sup>47</sup>.

Nous devons nous représenter la solidarité de la communauté, l'extrême isolement des autorités. C'est cela qui éleva Cartwright et Roberson au rang de héros dans l'esprit de Charlotte Brontë, qui avait vécu le même isolement au presbytère de Haworth durant l'agitation chartiste. Lorsque Rawfolds fut attaqué, en dépit du bruit de la fusillade, personne, dans le village, ne bougea. Ce ne fut qu'après le retrait des luddistes que trois ou quatre hommes du pays apparurent et se déclarèrent du côté des assiégés : le révérend Hammond Roberson, M. Cockhill (un grand maître teinturier), M. Dixon (le directeur d'une entreprise de produits chimiques) et un bon vivant du village du nom de Clough. Ils furent rapidement entourés par une foule réprobatrice, dont les sympathies allaient clairement aux luddistes blessés <sup>48</sup>. En outre, les procès et les funérailles étaient l'occasion de manifestations de sympathie publique, qui prirent quelquefois la forme de l'intimidation, quelquefois celle de la ferveur religieuse. Les procès de luddistes à Nottingham eurent lieu au milieu des menaces, des manifestations et même, en une occasion, dans une salle de tribunal bondée où avaient pris place, disait-on, des hommes armés <sup>[\*57]</sup>. Le président d'un jury qui avait condamné plusieurs hommes pour complicité dans des attaques luddistes en mars 1812, à Nottingham, fut poursuivi jusqu'à Worksop :

---

<sup>47</sup> *An Historical Account of the Luddites*, Huddersfield, 1862, p. 79 ; F. Peel, *Risings of the Luddites*, éd. de 1895, p. 278, et *Spenn Valley : Past and Present*, p. 261, 264 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 241, 242 ; D.F.E. Sykes et G. Walker, *Ben o'Bill's*, p. 335. Dans les années de l'après-guerre, les autorités prirent l'habitude de promettre aux indicateurs de la classe ouvrière un billet de passage pour l'une des colonies. Voir également J.L. et B. Hammond, *The Town Labourer*, p. 259-261.

<sup>48</sup> F. Peel, *Spenn Valley* [...], p. 255, 256. Cf. *Leeds Mercury*, 9 mai 1812 : « [...] nous pensons que la classe ouvrière est en général disposée à considérer avec complaisance, pour ne pas dire avec approbation, les actes des personnes engagées dans cette association. C'est ce qui fait la force et la vie de l'Association. »

*Monsieur,*

*À la demande expresse du général Ludd je suis venu à Workson pour enquêter sur votre position envers notre cause et je suis désolé de dire qu'elle correspond à la conduite que vous avez adoptée à notre égard récemment. Souvenez-vous, le jour est proche où des hommes de votre acabit devront se repentir. Il se peut que votre tour vienne bientôt. Souvenez-vous-en, vous êtes un homme sous surveillance.*

*Au nom du Général Ludd,  
un Homme sincère <sup>[\*58]</sup>.*

Bien que les procès du Yorkshire se déroulassent à York, à plus de trente miles <sup>49</sup> du théâtre des troubles, les autorités firent venir des forces armées supplémentaires : elles craignaient que l'on ne tentât de délivrer les prisonniers par la force. Même leurs adversaires admiraient le courage des accusés. Mellor et ses deux compagnons refusèrent d'avouer. Les quatorze autres, qui moururent quelques jours plus tard, en firent autant. « Si l'un de ces malheureux hommes possédait un secret, écrivit le *Leeds Mercury*, il l'a emporté dans la tombe. Leurs révélations furent extrêmement maigres <sup>50</sup>. » (D'après la tradition, le juge qui présidait le tribunal s'était accordé une petite plaisanterie pour l'occasion. Alors qu'on lui demandait s'il fallait pendre les quatorze condamnés à une seule poutre, il répondit, après quelques instants de réflexion : « *Voyons ! non, monsieur. Ils seront pendus plus confortablement sur deux.* ») Les sept premiers à être menés au lieu d'exécution, en présence d'une grande foule, arrivèrent à l'échafaud en chantant l'hymne méthodiste :

Voyez le Sauveur de l'Humanité  
Cloué à l'arbre de la honte  
Combien grand l'amour qui le porte  
A saigner et à mourir pour moi.

Écoutez : comme il gémit ! tandis que la nature tremble,  
Et que les solides piliers de la terre penchent ;  
Le voile du temple se déchire en deux,  
Le marbre résistant se fend.

C'en est fait ! la précieuse rançon est payée,

---

<sup>49</sup> [NdBS] environ 50 km.

<sup>50</sup> Un officier qui avait assisté à l'exécution écrivit à Radcliffe : « *Je pense qu'il y avait huit véritables Luds et neuf Déprédateurs qui profitèrent de l'Occasion [c'est-à-dire des cambrioleurs].* » L'aumônier lui rapporta que les « *véritables Luds* » avaient refusé de se confesser : « *je crois réellement qu'ils ne considéraient pas cela comme une faute grave, peut-être même pas comme une faute du tout.* » Il ajoutait : « *Je crois qu'ils étaient tous Méthodistes* », colonel Norton à Radcliffe, janvier 1813, in Radcliffe, MSS, 126/114.

« Reçois mon âme », crie-t-il ;  
Voyez comme il penche sa tête sacrée,  
Il penche la tête et meurt <sup>[\*59]</sup>.

Dans l'ensemble des trois comtés, nous avons l'impression que la communauté soutenait moralement les activités luddistes tant qu'elles n'allaient pas jusqu'à l'assassinat. Les autorités elles-mêmes déploraient :

L'on doutait de la turpitude morale des crimes, ce qui les encourageait ; le mal atteignit son paroxysme en raison du fanatisme religieux qui existe malheureusement à un degré excessif dans ces districts populeux <sup>[\*60]</sup>.

Tout comme le mythe populaire peignait tous les informateurs en Judas, Charlotte Brontë respectait fidèlement le mythe de la classe moyenne quand elle caricaturait, à travers Moses Barraclough, prédicateur *ranter* <sup>51</sup> et « méthodiste rallié », un instigateur luddiste hypocrite ; et quand elle faisait dire, avec les accents de l'Ancien Testament, à celui qui avait tenté d'assassiner Gérard Moore : « Lorsque le méchant périt, il y a des cris de joie ; le méchant passe comme le tourbillon ; l'enfer est béant devant lui [...] <sup>[\*61]</sup> » Les certitudes en la matière sont également très fragiles. Deux ou trois des hommes exécutés à York étaient certainement méthodistes. Beaucoup d'autres avaient été élevés dans la culture méthodiste (ou à sa périphérie, parmi les southcottiens <sup>52</sup> ou les *Ranters*) ; mais, même dans la cellule des condamnés, leurs pasteurs – qui étaient extrêmement soucieux de disculper le méthodisme de toute complicité – n'avaient aucun pouvoir sur eux. La ferveur de l'Ancien Testament s'était assimilée à une solidarité de classe face à laquelle Jabez Bunting <sup>53</sup> lui-même ne pouvait rien.

Les funérailles luddistes en sont une bonne illustration. Les funérailles de John Westley, le luddiste tué dans un affrontement en novembre 1811, furent l'occasion d'une manifestation de sympathie populaire à Nottingham. « La dépouille mortelle était précédée d'un grand nombre d'anciens compagnons du club du défunt, portant des baguettes noires ornées d'un nœud de crêpe. »

Le spectacle était vraiment impressionnant. Le Sheriff du comté, son Adjoint et environ une demi-douzaine de Magistrats étaient sur les lieux, assistés d'un détachement d'Agents de police et d'environ trente dragons <sup>54</sup> à cheval [...] avant

---

<sup>51</sup> [NdBS] *Ranter* : membre d'une secte qui aurait existé entre 1649 et 1660.

<sup>52</sup> [NdBS] Secte chrétienne fondée par Joanna Southcott (1750-1814) qui prétendait avoir des révélations de Dieu et devrait donner naissance à un nouveau Messie (le « Shiloh ») en 1814.

<sup>53</sup> [NdBS] *Jabez Bunting* : (1779-1858), prédicateur anglais Wesleyan.

<sup>54</sup> [NdBS] Le terme dragon désigne des militaires se déplaçant à cheval mais combattant à pied.

la levée du corps la Loi sur les Émeutes fut lue en plusieurs endroits de la ville <sup>[\*62]</sup>.

Les deux hommes qui moururent de leurs blessures à Rawfolds furent veillés avec la même compassion. Il n'y eut pas de grandes funérailles publiques à Huddersfield, uniquement parce que les autorités inhumèrent Booth plus tôt que prévu. Hartley fut inhumé à Halifax, suivi par un cortège funèbre de centaines de personnes portant un crêpe blanc au bras. Ses amis réclamèrent pour lui des funérailles méthodistes, et, lorsque Bunting refusa de lire l'office, il y eut des scènes de colère. Le dimanche suivant, une grande foule assista à un service célébré à sa mémoire. Jonathan Saville, un prédicateur infirme, rappela qu'il s'agissait de « l'assemblée la plus importante qui se soit jamais trouvée dans la chapelle de Halifax » :

*[...] les gens vinrent de très loin pour pleurer le défunt. Ils ne purent tous entrer dans la chapelle ; des centaines restèrent dehors, car ils ne pouvaient y pénétrer, tandis que des agents de police maintenaient l'ordre devant les portes. Le prédicateur prévu cet après-midi-là s'était rendu à Huddersfield, sans doute pour se tenir à l'écart [...]*

Bunting, lui aussi, refusa de prêcher et ordonna à Saville de le remplacer. L'invalides prêcha sur la différence, devant la mort, entre un croyant et un infidèle :

*A cette époque, peut-être plus que jamais, il y avait beaucoup d'infidèles parmi les classes les plus basses de la société. [...] Je m'exclamai : « Infidèle, irréductible, n'élève jamais le drapeau noir lorsque tu seras face à la mort ! » Cela produisit, semble-t-il, un grand effet [...]*

L'effet, cependant, ne fut pas celui que Saville attendait, et il fut attaqué à coups de pierres lorsqu'il quitta la chapelle. On avait inscrit à la craie sur les murs et les portes : « *Vengeons le Sang de l'Innocent.* » Pendant des semaines, après cet événement, une escorte armée accompagna Bunting (qui reçut aussi des lettres de menaces) lorsqu'il devait se rendre à la campagne. Des troubles semblables eurent lieu à Holmfirth et à Greetland (près de Halifax) lorsque le pasteur méthodiste refusa d'enterrer religieusement les hommes exécutés à York <sup>[\*63]</sup>. Et les mêmes manifestations publiques accompagnèrent les funérailles de James Towle à Nottingham, en novembre 1816, lorsqu'un magistrat, le Dr. Wylde, refusa la célébration du service religieux. Malgré cela, trois mille personnes suivirent la cérémonie, et, d'après le rapport d'un espion :

*On m'a rapporté qu'un maître d'École avait annoncé les Cantiques qui seraient chantés depuis sa Maison jusqu'à la Tombe par six jeunes femmes. [...] Il y avait une Étoile ou une Croix sur le Cercueil, qui excitait la curiosité. Certains disaient que c'était parce qu'il était mort en héros, d'autres, parce qu'il avait été pendu, d'autres encore maudissaient le Dr. Wylde pour n'avoir pas autorisé le service religieux. Badder disait [...] cela n'avait pas d'importance pour Jem, il ne voulait pas de pasteur <sup>[\*64]</sup>.*

Toute description du luddisme qui se réduit à une interprétation « syndicale » ou qui dénie toute signification à ses accents insurrectionnels en évoquant simplement quelques « têtes brûlées » n'est pas satisfaisante. Même à Nottingham, où les luddistes montraient le plus de discipline dans leur poursuite d'objectifs revendicatifs, la relation entre le bris de machines et la sédition politique était admise des deux côtés, puisque non seulement les tricoteurs sur métier, mais aussi l'ensemble des « ordres inférieurs » étaient complices des luddistes dans leur combat contre les bonnetiers, les militaires et les magistrats. Dans le Lancashire, alors que l'ossature de l'organisation reposait sur les tisserands, les mineurs, les fileurs de coton et des hommes appartenant à tous les métiers participèrent aux troubles. Dans la région du West Riding, bien que les cibles des attaques fussent les laineuses mécaniques et les métiers à tondre, il n'y eut pas que des tondeurs de drap, mais aussi « bon nombre de tisserands, tailleurs, cordonniers et des représentants de presque tous les métiers » pour se joindre aux luddistes. John Booth, le fils de pasteur tué dans l'attaque de Rawfolds, était en apprentissage chez un bourrelier <sup>[\*65]</sup>. Parmi les prisonniers jugés devant la Commission spéciale d'York, il y avait 28 tondeurs de drap, 8 manœuvres, 4 tisserands, 3 cordonniers, 3 mineurs, 3 fileurs de coton, 2 tailleurs, 2 drapiers et 1 boucher, 1 fabricant de cardes, 1 charpentier, 1 tisseur de tapis, 1 chapelier, 1 colporteur, 1 commerçant, 1 maçon, 1 marinier et 1 fileur de laine <sup>55</sup>.

Nous pouvons maintenant tenter d'expliquer l'histoire du luddisme. Il naquit (1811) à Nottingham comme forme d'action « syndicale » et avec l'appui de la communauté des travailleurs. Il fut immédiatement proscrit, et cette situation le conduisit dans une voie plus insurrectionnelle. Au cours de l'hiver 1811-1812, il est vraisemblable que des délégués, officiels ou non, ont parcouru d'autres régions du Nord <sup>56</sup>. Le luddisme du Yorkshire (février 1812) prit

---

<sup>55</sup> *Report of Proceedings under Commissions of Oyer and Terminer [...] for the County of York, Hansard, 1813, p. XIV-XIX.* Il faut dire, cependant, que certains d'entre eux étaient des pseudo-luddistes, accusés de cambriolage, alors que le chapelier, les cordonniers et le fabricant de cardes étaient les démocrates de Halifax. Presque tous les hommes inculpés pour leur participation à l'affaire de Rawfolds étaient des tondeurs de drap. Voir également T.S. 11.2669.

<sup>56</sup> Voir, par exemple, une lettre entre des correspondants du Yorkshire et l'un de leurs frères à Nottingham qui fut interceptée : il y est question d'un homme de Nottingham qui est venu

d'emblée un caractère plus insurrectionnel. D'une part, la vieille rancœur des tondeurs de drap fut rallumée par les événements de Nottingham ; d'autre part, de petits groupes de démocrates ou de partisans de Paine virent dans le luddisme un moyen d'action révolutionnaire. Ces deux aspects se retrouvent dans deux lettres luddistes, toutes deux envoyées en mars 1812. La première, provenant probablement de Huddersfield, exprime les griefs des tondeurs de drap :

*N.B. [...] le Général [...] m'ordonne de vous informer de la façon dont les Apprêteurs de Drap du district de Huddersfield ont dépensé sans aucun résultat 7 000 livres dans des pétitions pour réclamer que le Gouvernement mette les Lois en vigueur et fasse arrêter les Laineuses Mécaniques et les Métiers à Tondre – c'est pourquoi ils essaient cette méthode maintenant ; et il sait combien vous craignez que l'action ne soit menée dans un autre but, mais vous ne devez pas craindre une telle chose, car dès que vos Odieuses machines seront Arrêtées ou Détruites le Général et sa Courageuse Armée se disperseront et Retourneront à leur Travail, comme de Fœux Sujets* [\*66].

L'autre lettre, postée environ une semaine auparavant, ressemble fort peu à celle d'un « féal<sup>57</sup> sujet ». Elle indique que la déception devant l'incapacité du prince régent à former un ministère de réforme et de paix (point de départ de l'émeute de la Bourse de Manchester) fut à l'origine du mouvement luddiste dans le Yorkshire :

*La Cause première de la naissance de notre mouvement fut l'Ignoble lettre du Prince Régent aux Lords Grey et Grenville, qui ne nous laisse aucun espoir d'Amélioration, et la façon dont il s'est acoquiné avec ces deux Damnés Fripons, Perceval et Cie, à qui nous attribuons toutes les Misères dont souffre notre Pays. Mais nous espérons l'aide de l'Empereur de France pour nous affranchir du Joug le plus Pourri, du plus Corrompu et du plus Tyrannique des Gouvernements qui ait jamais existé, que tombent les Tyrans de Hanovre, et tous les Tyrans du plus grand au plus petit, jusqu'à ce que nous soyons gouvernés par une juste République, et que le Tout-Puissant hâte l'arrivée de ces Jours heureux, c'est le vœu et la Prière de Millions d'hommes de ce Pays [...]* [\*67].

Si nous admettons l'authenticité de ces deux lettres, elles indiquent que, dans le Yorkshire, le luddisme commença selon deux orientations différentes et que la

---

habiter chez eux : « Nous [...] l'avons reçu comme l'un de vos amis, et nous pensons qu'il l'est, et nous avons partagé un ou deux pichets de bière, et il nous a lu la chanson de M. Lud », 19 avril 1812, Radcliffe, MSS, 126/32.

<sup>57</sup> [NdBS] Ancien mot utilisé dans les lettres royales, désignant celui qui est fidèle.

sensibilité insurrectionnelle finit par l'emporter à mesure du déroulement des événements. On doit accorder quelque importance à la tradition verbale, recueillie par Frank Peel, selon laquelle Baines, le vieux chapelier de Halifax, était effectivement au centre d'un groupe de *Tom Painers* qui formaient « un club démocratique ou républicain » dont le lieu de réunion était à l'auberge *St. Crispin's*, à Halifax. Il y eut, en mars, une importante réunion de délégués luddistes, et Baines souhaita la bienvenue à leur mouvement, de son fauteuil de président :

Pendant trente ans j'ai lutté pour que le peuple se soulève contre ce mal, et [...] j'ai souffert pour mes opinions dans mon corps et mes biens. J'arrive maintenant au terme de mon pèlerinage, mais je mourrai comme j'ai vécu ; je consacrerai mes derniers jours à la cause du peuple. Je salue votre soulèvement contre vos oppresseurs, et j'espère qu'il se poursuivra jusqu'à ce qu'il n'y ait plus un seul tyran. J'ai longtemps attendu l'aube de ce jour, et il se peut que, tout vieux que je suis, je puisse assister au triomphe de la démocratie.

D'après la même tradition, un délégué de Nottingham nommé Weightman déclara aussi : « Notre conseil est en contact quotidien avec les sociétés de tous les centres de rébellion et préconise un soulèvement général en mai <sup>[\*68]</sup>. »

Ce récit semble véridique sinon dans ses termes, du moins dans son esprit général. Les autorités étaient clairement déterminées à obtenir du tribunal un verdict de culpabilité contre Baines, en dépit du témoignage très fragile de leurs espions. Un témoin prétendit que Baines avait déclaré qu'« il n'était pas dans ses habitudes d'avoir des relations avec quiconque ne connaissait pas les mots Aristocratie et Démocratie » ; tandis que le juge considérait comme une circonstance aggravante le fait qu'il se soit vanté d'« y voir clair depuis vingt-trois ans <sup>[\*69]</sup> ». S'agissait-il d'une accusation montée de toutes pièces contre les radicaux de la région ou étaient-ils véritablement en contact avec le mouvement luddiste ? C'est là une autre question. Mais on est éclairé sur ce point par les rapports de l'indicateur clé du Lancashire, « B », qui, en mars et en avril 1812, assura avoir reçu la visite d'un délégué du nom de Walsh, venant de Leeds, et (en avril) avoir reçu une lettre d'un certain Mann, originaire de la même ville <sup>58</sup>, qui décrivait les succès luddistes. Walsh lui indiqua que, dans le comité secret de Leeds, « *aucun ancien jacobin n'a le droit d'agir, du fait qu'ils ont été soupçonnés au cours des dernières années* » :

---

<sup>58</sup> James Mann, un tondeur de drap de Leeds, fut détenu en raison de la suspension de l'*Habeas corpus*, en 1817 (voir *infra*, p. 602. [Partie III, « Présence de la classe ouvrière » ; chapitre 15, Démagogues et martyrs » ; 4<sup>e</sup> partie, « Brandeth et Oliver »]), et devint ensuite le libraire le plus radical de Leeds. Il serait intéressant de savoir si les deux « Mann » ne font qu'un.

*Quelques-uns des anciens Jacobins souhaitaient participer à l'action, mais l'ancien Comité avait agi de façon si désordonnée qu'il n'y avait gagné ni prudence ni succès, si bien qu'aucun d'entre eux n'est autorisé à faire partie du Comité et qu'ils doivent se tenir en retrait.*

L'organisation du Yorkshire (d'après ce que Walsh rapporta à « B ») était dirigée par un « Comité des métiers », dont les réunions se tenaient à Leeds dans le plus grand secret :

*Les Comités ne se réunissaient jamais dans une auberge, mais chez des particuliers ou encore, lorsque le temps le permettait, dans les champs, la nuit, et non pas, comme dans l'ancienne affaire, au vu et au su de toute la ville <sup>59</sup>.*

Il est possible que, tandis que les « vieux jacobins » étaient tenus à distance à Leeds, les luddistes se soient montrés moins prudents à Halifax. Et cela concorde avec certains témoignages qui indiquent que le luddisme prit, dans le Yorkshire, une tournure plus insurrectionnelle après l'échec de l'attaque de Rawfolds. Il est sûr que, à partir d'avril, il y eut dans le West Riding une organisation secrète de délégués. Après Rawfolds, l'organisation luddiste se consacra plutôt à la préparation d'un mouvement révolutionnaire général. Durant la période d'avril à septembre, il y eut de fréquentes opérations armées, des collectes de fonds et des rumeurs de prestations de serment. Le plomb (pour les balles) disparut comme neige au soleil. « Les pompes et les conduites d'eau disparaissent chaque jour <sup>[\*70]</sup> », même les bacs à teinture et les gouttières disparaissaient. La conspiration s'étendit à des régions telles que Sheffield et Barnsley, où il n'y avait ni tondeurs de drap, ni métiers à tondre, ni laineuses mécaniques. Les luddistes s'inspiraient d'« idées sommaires sur le renversement du gouvernement lui-même, qui devait se produire une fois que leur organisation se serait étendue à tout le pays et qu'ils auraient rassemblé un nombre suffisant d'armes <sup>[\*71]</sup> ».

Si le luddisme dépassa dans le Yorkshire le mécontentement des tondeurs de drap et visa des buts révolutionnaires plus larges, il n'y avait aucun thème qui pût unifier les mécontentements dans le Lancashire. Les émeutes de la faim, les inscriptions incendiaires, l'agitation secrète pour la réforme politique, les comités syndicaux secrets, les saisies d'armes, les attaques contre les métiers mécaniques et les provocations des espions se déroulaient simultanément, quelquefois spontanément et, souvent, en l'absence de lien organisé entre les différentes actions. Le chapitre de *The Skilled Labourer* sur « Le luddisme dans

---

<sup>59</sup> Rapports de « B », 25 mars, 18 avril 1812, H.O. 40.1. L'« ancien Comité » et l'« ancienne affaire » se rapportent sans doute à la conspiration de 1801 et 1802, voir *supra*, p. 427-431. [Partie III, « Présence de la classe ouvrière » ; chapitre 14, « Une armée de justiciers » ; 1<sup>ère</sup> partie, « La lanterne noire »].

le Lancashire » est le moins satisfaisant de l'ouvrage. Certaines assertions sont totalement erronées, ainsi l'affirmation selon laquelle les troubles dans le Lancashire et le Cheshire avaient cessé au début de mai 1812. D'autres – telle la prodigieuse influence attribuée à quelques espions de Bolton et à « B » de Manchester – s'appuient sur des spéculations et des interprétations spécieuses, présentées comme un récit des événements. Les conclusions frisent le ridicule. On veut nous faire croire que 71 compagnies d'infanterie, 27 pelotons de gardes à cheval et de dragons, ainsi que des milliers de citoyens recrutés comme auxiliaires de police (1 500 pour la seule région de Salford) étaient en service actif dans le Lancashire en mai 1812, parce que le « Vieux S », le « Jeune S » et « B » avaient rempli d'effroi leurs employeurs avec des histoires d'insurrection, et parce que quelques émeutes de la faim spontanées avaient eu lieu.

Ce que l'on peut observer dans la façon dont les Hammond utilisent leurs sources, c'est leur tendance marquée à *commencer* leur recherche avec la certitude que tout projet insurrectionnel *sérieux* de la part des ouvriers étaient hautement improbable ou répréhensible, ne méritait pas la sympathie et devait donc être attribué à une frange extrémiste et irresponsable. Mais il est difficile de voir ce qui, en 1812, peut conduire à une telle supposition. La guerre se poursuivait depuis près de vingt ans – avec une seule année d'interruption. Les hommes du peuple avaient peu de libertés civiques et aucune liberté syndicale. Ils n'avaient pas le don de prévoir le cours de l'histoire, si bien qu'ils ne pouvaient pas se reconforter en pensant que, vingt ans plus tard (quand beaucoup d'entre eux seraient morts), la bourgeoisie leur obtiendrait le droit de vote. En 1812, le statut et le niveau de vie des tisserands avaient connu une dégradation désastreuse. Les hommes du peuple étaient si affamés qu'ils étaient prêts à risquer leur vie pour un cageot de pommes de terre. Dans une telle situation, il eût été surprenant que ces hommes n'aient pas fomenté de soulèvements révolutionnaires. Et comment voudrait-on qu'apparaisse, dans ces conditions, une génération de réformistes constitutionnels modérés, agissant dans le cadre d'une Constitution qui n'admettait pas leur existence politique ?

Au moins pourrait-on penser que la tradition démocratique aborderait le triste sort de ces hommes avec prudence et humilité. En fait, cela a rarement été le cas. Plusieurs des historiens qui se penchèrent les premiers sur cette période (les Hammond, les Webb et Graham Wallas) étaient des hommes et des femmes qui avaient des convictions fabriennes et qui considéraient « les débuts du mouvement ouvrier » à la lumière des lois de réforme ultérieures, de la croissance du *Trade Union Congress* et du parti travailliste. Puisque les luddistes et les émeutiers de la faim n'apparaissent pas comme des « précurseurs » satisfaisants du « mouvement travailliste », ils ne méritent ni sympathie ni attention spéciale. A ce parti pris s'ajoutait, venu d'ailleurs, celui, plus conservateur, de la tradition universitaire orthodoxe. C'est ainsi que l'« histoire » a traité équitablement les Martyrs de Tolpuddle et s'est montrée plus que généreuse envers Francis Place ; mais les centaines d'hommes et de

femmes exécutés ou relégués pour prestation de serment, conspiration jacobine, luddisme, les soulèvements de Pentridge et de Grange Moor<sup>60</sup>, les émeutes de la faim, les émeutes contre les enclosures<sup>61</sup> et les barrières de péage, les émeutes d'Ely<sup>62</sup> et la révolte des ouvriers agricoles en 1830<sup>63</sup> ont été oubliés de tout le monde, sauf de quelques spécialistes, ou bien, si l'on se souvient de ces hommes, on les juge naïfs ou atteints de folie criminelle.

Mais, pour ceux qui la vivent, l'histoire n'est ni « en avance » ni « en retard ». Les « précurseurs » sont aussi les héritiers d'un autre passé. Les hommes doivent être jugés dans leur propre contexte ; et, dans ce contexte, on peut considérer des hommes tels que George Mellor, Jem Towle et Jeremiah Brandreth comme des hommes de stature héroïque.

De plus, le parti pris s'insinue à sa façon jusque dans les plus petits détails de la recherche historique. C'est particulièrement vrai de l'analyse du luddisme dans le Lancashire. Il n'y a qu'une seule raison qui puisse conduire l'historien à conclure à l'inexactitude des diverses dépositions – contenues dans les dossiers du ministère de l'Intérieur – sur les aspects révolutionnaires de ce mouvement,

---

<sup>60</sup> [NdBS] Grange Moor : le 31 mars 1820, dans les environs de Huddersfield un soulèvement avait été projeté suite à l'enquête sur les événements de Manchester (Peterloo, 1817) qui n'avait pas été menée conformément à leurs souhaits. Le but du soulèvement était l'établissement d'un gouvernement libre. 200 insurgés se réunirent armés de piques, de fourches et de fusils, mais, ne voyant pas arriver les renforts prévus, se dispersèrent. Une nouvelle tentative eu lieu dans la nuit du 11 avril, à Grange Moor, près de Barnsley. Les radicaux pensaient que les Midlands et tout le Nord se soulèveraient la même nuit et convergeraient sur Grange Moor pour se rendre ensuite à Londres. 300 hommes arrivèrent à l'endroit du rendez-vous. Celui-ci désert, la troupe se dispersa.

<sup>61</sup> [NdBS] Le mouvement des enclosures a commencé en Angleterre au XVI<sup>e</sup> siècle. Des champs ouverts et pâturages communs cultivés par la communauté, ont été convertis par de riches propriétaires fonciers en pâturages pour des troupeaux de moutons, pour le commerce de la laine alors en pleine expansion. Il s'est ensuivi un très fort appauvrissement de la population rurale de l'époque, entraînant parfois des mouvements de révolte, comme dans les Midlands en 1607.

<sup>62</sup> [NdBS] Emeutes d'Ely (1816), c'est « dans l'East Anglia, où les ouvriers agricoles étaient fréquemment regroupés en grandes équipes, que de sérieux troubles éclatèrent. La revendication d'un salaire minimum (2 schillings par jour) s'accompagnait de celle d'un maximum des prix ; il y eut des émeutes de la faim et des levées d'impôts forcées de la part des hobereaux ; et l'on alla jusqu'à détruire des machines à battre le grain. Mais ces désordres furent brutalement réprimés, et refirent place à la guerre souterraine que constituaient le braconnage, la lettre anonyme et l'incendie des meules de blés. » (Thompson, p. 204).

<sup>63</sup> [NdBS] « *Swing riots* » : soulèvement généralisé des travailleurs agricoles du sud et de l'est de l'Angleterre en 1830. Les émeutiers, des paysans appauvris et sans terres, cherchèrent à mettre un terme aux réductions de salaires imposées par l'avènement des batteuses dans les exploitations agricoles. Des lettres de menaces, souvent signées « *Captain Swing* », été envoyées aux propriétaires des fermes et aux magistrats. Quand leurs doléances étaient ignorées, les manifestants s'en prenaient aux bâtiments agricoles, mais avaient également recours aux incendies de récoltes, à la destruction des batteuses ou encore à l'abattage du bétail.

c'est le postulat selon lequel ces déclarations sont forcément fausses. Une fois celui-ci posé, les Hammond s'embarquent sur l'océan de la fiction historique. En voici un exemple. L'indicateur le plus régulier, pendant les années du luddisme et de l'après-guerre, fut un individu connu sous le pseudonyme de « B ». Il est possible que ce « B » ait été employé comme indicateur depuis 1801 ou 1802 <sup>[\*72]</sup> ; il avait en tout cas la confiance des ultra-radicaux de Manchester. Il se nommait Bent, c'était un petit commerçant que l'on présenta, en 1812, comme « acheteur et revendeur de déchets de coton <sup>[\*73]</sup> ». Comme c'était un homme relativement riche, il était fréquemment nommé trésorier de divers comités secrets – poste d'observation remarquable pour un espion. De cette façon, il était bien placé pour fournir des informations venant de l'intérieur.

Dans le livre *The Skilled Labourer*, « B » apparaît fréquemment, dans le rôle d'un colporteur de nouvelles à sensation et d'un provocateur :

Les documents du ministère de l'Intérieur comportent un grand nombre de messages en mauvais anglais émanant de lui, remplis d'indications épouvantables sur de possibles soulèvements des ordres inférieurs, encouragés par de mystérieux personnages haut placés. Le soulèvement général, avec des milliers d'hommes liés par serment dans diverses parties du pays, est un thème constant chez lui.

Quant aux serments des luddistes dans le Lancashire (déclarent les Hammond), « il n'est pas déraisonnable de penser [...] qu'ils naquirent dans l'imagination fertile de "B" ». Confrontés au témoignage selon lequel un délégué de Manchester rendit visite à un comité secret des tisserands de Stockport et chercha à les entraîner dans des préparatifs révolutionnaires, les Hammond trouvent une explication commode :

Quiconque a parcouru les dossiers du ministère de l'Intérieur se rapportant à cette période ne peut manquer de reconnaître dans ce qu'a dit le délégué de Manchester la voix de « B » [...]

A partir de cette hypothèse (fondée sur une prétendue connaissance supérieure que peu de gens prendront la peine de remettre en cause), ils bâtissent le roman de la provocation. Mais, quelques pages plus loin, lorsqu'il convient à ces mêmes auteurs d'ajouter foi à une autre partie des rapports de « B », ils informent aimablement le lecteur qu'« il est peu vraisemblable que Bent ait jamais tenté sérieusement d'amener ses collègues à recourir à des méthodes violentes, car autrement des hommes de l'expérience de John Knight <sup>64</sup> auraient cessé de lui faire confiance [...] ». En bref, les rapports de « B » sont sollicités dans un sens ou dans l'autre pour correspondre à la légende du moment <sup>[\*74]</sup>.

---

<sup>64</sup> [NdBS] John Knight, de Manchester, industriel du coton, un des principaux réformateurs du Lancashire.

Qu'il nous soit permis de suggérer une lecture différente des documents du ministère de l'Intérieur. Bent n'était pas un provocateur, c'était un simple informateur qui limitait ses activités à ce qu'il fallait faire pour s'assurer la confiance constante de ses camarades radicaux. Il nous paraît avoir été plutôt stupide mais observateur, deux traits de caractère qui se retrouvent souvent chez un même homme. C'est pourquoi l'on ne peut le croire que lorsqu'il décrit des événements auxquels il a lui-même participé, tandis qu'il fait passer dans ses rapports sur les objectifs à long terme ou sur les ramifications de l'organisation dans le reste du pays les vantardises des militants les plus sanguinaires. L'idée que Bent fut le délégué de Manchester qui entraîna le comité de Stockport dans des projets de conspiration ne résiste pas à l'examen <sup>65</sup>.

En fait, si l'on cesse de suivre la fausse piste de la provocation, il est possible de bâtir un récit plus cohérent de l'histoire interne du luddisme dans le Lancashire, en utilisant à peu près les mêmes sources que les Hammond. Il faut d'abord se souvenir que le jacobinisme s'était enraciné plus profondément dans le Lancashire que dans aucune autre région industrielle ; et l'immigration irlandaise lui avait donné un accent particulièrement révolutionnaire. Il n'y a pratiquement que dans le Lancashire que nous constatons l'existence d'un courant *manifeste* et permanent d'opposition à la guerre et d'agitation réformatrice, des années 1790 jusqu'au luddisme, en passant par la période des « Anglais unis ». En 1808, on signala cette activité non seulement à Manchester, mais aussi à Royton, à Bolton et à Blackburn. « N'est-il pas temps », demandèrent les tisserands de Bolton lorsqu'ils annoncèrent leur intention de manifester chaque dimanche durant deux mois, à Charters Moss, au-dessus de la ville,

*de faire sortir la Constitution du trou où elle est dissimulée et de la montrer dans son absolue pureté originelle, de façon que chacun puisse voir les lois de ses aïeux* <sup>[\*75]</sup> ?

D'année en année, la vaine agitation des tisserands pour un salaire minimum les avaient amenés sur la voie de l'action politique, qu'elle soit révolutionnaire ou constitutionnaliste.

D'autre part, lorsque le luddisme apparut, en 1811-1812, le syndicalisme clandestin était déjà fortement implanté dans le Lancashire. Nous avons déjà relevé le niveau d'organisation et de délibération des métiers de l'artisanat et des

---

<sup>65</sup> Au début du printemps 1812, « B » fit des rapports réguliers et abondants. Les Hammond font reposer leur récit de la rencontre de Stockport, en février, sur les aveux de Thomas Whittaker (*in H.O.* 42.121). Mais « B » rapporta, le 25 mars, qu'il n'avait pas encore réussi à participer à des réunions secrètes mais qu'il espérait y être bientôt admis (*H.O.* 40.1). Il réussit en effet à participer à plusieurs des réunions des tisserands au cours du mois d'avril, mais fut exclu d'une importante réunion en mai, en raison d'un désaccord sur des questions d'argent (déposition de Yarwood, *in H.O.* 40.1).

fileurs de coton à Manchester. L'organisation des tisserands était probablement, elle aussi, étendue et solidement assise. Dans les villes et même dans quelques villages du Lancashire, il y avait des « comités secrets » de tisserands plus ou moins représentatifs, habitués à se consulter sur les demandes à adresser au Parlement, les pétitions, les collectes de fonds, etc.<sup>66</sup>.

Si bien que, lorsque le luddisme pénétra dans le Lancashire, il ne vint pas remplir un vide. Il existait déjà, à Manchester et dans les grands centres, des associations d'artisans, des comités secrets de tisserands et des groupes anciens ou nouveaux de radicaux adeptes de Paine, autour desquels gravitaient des Irlandais en effervescence. Le Lancashire constituait un terrain de choix pour les espions et les provocateurs, non parce qu'il s'y passait peu de chose, mais bien plutôt parce qu'il s'y préparait beaucoup de choses. Et les rapports se contredisent, non parce que tous les indicateurs mentaient, mais parce qu'il y avait des contradictions au sein du mouvement. Dans une région aussi développée politiquement que le Lancashire, toutes choses étant relatives, il y eut forcément des positions divergentes sur le bien-fondé des destructions de machines. Ce conflit au sein des conseils de travailleurs provoqua de nombreuses frictions entre février et la fin du mois d'avril 1812. Ainsi, il semblerait qu'au cours du mois de février la politique propre au luddisme ait été adoptée par des assemblées de délégués des tisserands, représentant les comités secrets de plusieurs villes. D'après la déposition d'un certain Yarwood, lui-même sous-délégué du comité secret de Stockport, les tisserands étaient enrôlés (et « liés » par serment) dans une organisation dont les objectifs étaient la destruction des métiers à vapeur, la collecte d'argent pour se procurer des armes et la riposte à la force par la force. L'adhésion coûtait 1 penny par semaine ; on employa même un organisateur à plein temps pendant un mois ou deux ; c'était John Buckley Booth, un ancien « pasteur dissident<sup>67</sup> ». Mais, à ce stade, les déclarations de Yarwood deviennent vagues. Il semble que d'autres métiers, en particulier les fileurs, les tailleurs et les cordonniers, aient eu des représentants dans les comités secrets de Manchester et de Stockport, et que bien d'autres, en dehors des tisserands, aient été « liés ». Mais Yarwood ne connaissait pas les projets effectifs des comités, car il n'était secrétaire que d'un seul district de l'organisation de Stockport ; et il remettait ses fonds à John Buckley Booth, dont il recevait des instructions.

---

<sup>66</sup> Voir le témoignage d'A.B. Richmond, cité *supra*, p. 489. [Partie III, « Présence de la classe ouvrière » ; chapitre 14, « Une armée de justiciers » ; 4<sup>e</sup> partie, « Tondeurs et tricoteurs sur métiers »]. Il existe également une déposition complète, in *Fitzwilliam Papers*, F.46 (g), sur une certaine « association de tisserands », s'étendant prétendument « de Londres à Nottingham et, de là, à Manchester et à Carlisle », tenue au secret le plus strict par différents serments aux différents niveaux de l'organisation, d'extrêmes précautions étant prises pour la transmission de documents – le rendez-vous nocturne sur la lande, le message laissé dans un tronc creux au coin d'un champ, et ainsi de suite.

<sup>67</sup> Peut-être un prédicateur local ?

Il est clair, cependant, d'après le témoignage de Yarwood et d'autres, que les comités étaient divisés. Dès le 5 avril, le comité de Manchester refusait de suivre la ligne luddiste :

*Il n'y avait que discorde entre eux la nuit dernière. Les districts n'avaient pas donné assez d'argent pour payer les quelques verres qu'avait bus le Comité secret.*

Il fallut recueillir une certaine somme pour envoyer des délégués à Bolton et à Stockport « pour les informer que Manchester n'agirait pas de concert avec eux », en l'empruntant (comme le suggéra Yarwood) à « M. Bent [...] que j'avais vu en compagnie des membres du comité secret au Prince Regent's Arms ». Il semblerait que les émeutes de la mi-avril aient éclaté, pour la plupart, spontanément ; les comités secrets ne les avaient ni préparées ni même soutenues. A la fin d'avril, les métiers de Manchester (notamment les fileurs et les tailleurs) refusèrent de continuer à verser de l'argent, si bien que les délégués de Manchester (y compris Bent) furent exclus d'une importante rencontre de délégués à Failsworth, le 4 mai.

A partir de ce moment-là, il semble que deux formes d'organisation aient coexisté dans le Lancashire (elles avaient peut-être certains membres en commun). D'un côté, une partie du mouvement s'appliqua à reprendre la campagne en faveur de la paix et de la réforme parlementaire. Bent rendit compte d'une rencontre de délégués qui se tint le 18 mai afin de préparer une pétition à ce sujet, à laquelle assistèrent des représentants de plusieurs villes du Lancashire et du Yorkshire : comme à l'accoutumée, il réussit à se faire nommer trésorier. Ce fut à cette campagne que s'associèrent John Knight et les « trente-huit », qui furent arrêtés par Nadin à Manchester en juin (à la suite d'une dénonciation de Bent) et accusés d'avoir fait prêter serment. De l'autre côté, une autre partie du mouvement était certainement engagée dans des préparatifs insurrectionnels. Dès le 28 mars, Bent déclarait avoir rencontré des conspirateurs irlandais, « des gars dangereux et téméraires, et au moins quatre d'entre eux avaient participé à la Rébellion en Irlande ». En avril, il déclarait qu'un délégué irlandais lui avait effectivement rendu visite, après être passé par Dublin, Belfast et Glasgow, et entendait continuer son voyage jusqu'à Derby, Birmingham et Londres. Il prétendait avoir été officier pendant la rébellion, se faisait appeler Patrick Cannovan et « avait dans les quarante ans, était d'apparence distinguée, bien habillé de noir et portant des bottes à la Souvarov <sup>68</sup> ». Bent reçut ensuite la visite d'un délégué de Birmingham qui passait par Manchester en se rendant à Glasgow, via Preston et Carlisle. Un autre délégué rendit visite à l'un des comités vers la mi-mai, venant de Newcastle dans les Potteries. Il venait

---

<sup>68</sup> [NdBS] Alexandre Vassilievitch Souvarov : (1729/1730 – †1800), général russe qui n'a perdu aucune bataille. Il est considéré comme l'un des plus brillants stratèges de l'histoire militaire russe.

annoncer que plusieurs milliers de personnes avaient prêté serment et s'étaient armées dans sa région, mais que Londres était « *très en retard [...] les choses ne se font pas dans l'esprit que l'on pourrait souhaiter* ». Ceux qui, à Londres, faisaient partie de la conspiration étaient « *essentiellement des tisserands et des tailleurs de Spitalfields* » ou des « *Chevaliers de l'Aiguille* ».

Ces récits décrivent d'une manière plausible l'existence d'un monde souterrain et clandestin dont les Irlandais réfugiés après les événements de 1798 constituaient les principaux canaux de communication. Il serait faux, cependant, de tracer une frontière nette entre réformateurs constitutionnels, d'un côté, et Irlandais partisans de l'insurrection, de l'autre. Il est également possible que les têtes pensantes du mouvement réformateur se soient considérées comme des révolutionnaires plus sérieux que les destructeurs de machines<sup>69</sup>. « *L'Exécutif* », écrivait Bent au début de mai,

*recommande au peuple d'être pacifique et de ne troubler la paix à aucun prix – ceux qui le font ne sont pas de ceux qui sont liés par serment [...]*

« *Le fait est* », écrivait un jacobin anonyme du Lancashire, qui signait « *Tom Paine* »,

*que l'organisation du peuple progresse d'une façon régulière et générale. On les appelle Hamdénites, Sidneyites ou Painesites. Il s'est trouvé que c'est à moi qu'est revenue la tâche d'unifier des milliers de gens. Nous – car je parle au nom de multitudes – démentons et désavouons tout lien avec les destructeurs de machines, ceux qui incendient les fabriques, extorquent de l'argent, pillent et assassinent. Nous savons que chaque machine qui allège le travail humain est une bénédiction pour la grande famille à laquelle nous appartenons. Nous avons l'intention d'agir à la source de nos griefs puisqu'il ne sert à rien de faire signer des pétitions, nous avons l'intention d'exiger et d'ordonner la réparation de nos torts [...]*

On peut penser qu'aux alentours de mai 1812 le luddisme, dans le Lancashire et le Yorkshire, avait largement cédé la place à une organisation révolutionnaire qui établit des contacts, par l'intermédiaire d'émigrés irlandais et d'anciens jacobins, avec de nombreux centres (Sheffield, Barnsley, Birmingham, les Potteries, Glasgow) où aucun agissement luddiste n'eut lieu. Du luddisme proprement dit, seul le nom du Général survécut. Des cartes grossièrement établies, des pointages, des signes secrets et des mots de passe servaient à assurer la sécurité des réunions<sup>[\*76]</sup>. Il subsiste des documents plus

---

<sup>69</sup> Voir le commentaire de F. Peel, *op. cit.*, p. 164, sur la réaction des démocrates de Halifax après l'assassinat de Horsfall : « L'assassinat n'a trouvé ni avocat ni défenseur en la personne de Baines, le vieux démocrate. »

passionnants encore pour le chercheur, ce sont les papiers qui auraient été ramassés sur la route peu après l'attaque luddiste contre la fabrique de Foster, à Horbury, près de Wakefield. Il s'agit de deux discours à la rhétorique libertaire fleurie ainsi que d'une « Constitution » et d'un « serment » qui sont *semblables à ceux que l'on découvrit sur l'un des associés de Despard*, et qui servirent de pièces à conviction lors de son procès <sup>[\*77]</sup>. A moins de croire à un coup monté (et rien n'y invite), cela met clairement en évidence l'existence d'un lien entre la clandestinité de 1802 et celle de 1812 <sup>70</sup>.

La preuve de l'existence d'un monde clandestin de cet ordre provient de tant de sources différentes que, s'il faut la disqualifier complètement, on en revient à des hypothèses qui exigent bien plus de crédulité : c'est-à-dire, l'existence d'une véritable entreprise de fabrication de faux qui produirait des pièces imaginaires uniquement destinées à abuser les autorités. C'est ainsi qu'un indicateur bien différent, un tisserand désigné sous le nom de « RW », rapporta au juge de paix de son district, au début de juin, qu'une rencontre de délégués du Lancashire avait eu lieu à Stockport, en présence d'hommes de Nottingham, de Derby et de Huddersfield. Les délégués condamnèrent

*la précipitation du peuple dans cette région à commencer les émeutes avant le moment prévu, et avant qu'ils soient suffisamment nombreux et pourvus en armes.*

On rapporta que la fabrication de fourches allait bon train à Sheffield. C'était une chose relativement simple dans une ville où il y avait tant de petits ateliers et de forges. On parlait maintenant d'un soulèvement prévu pour la fin de septembre ou le début d'octobre. Une rencontre nocturne fut organisée par un « homme d'apparence distinguée » dans un champ proche de Didsbury. « Pas un mot » ne fut prononcé « sur les fabriques ou les machines », mais un appel fut lancé pour un soulèvement *général*, et non « partiel ». L'orateur « n'était pas moins fait pour la chaire ou le barreau que n'importe qui dans le royaume <sup>71</sup> ».

Cependant, nous devons nous montrer extrêmement prudents à propos de ces rumeurs d'organisation *nationale* et de meneurs haut placés. Evidemment, les véritables agitateurs cherchèrent à soutenir le moral de leurs partisans en leur faisant espérer un soutien national et même celui de personnalités (Cartwright, Burdett, Cochrane, Whitbread, le colonel Wardle et d'autres) qui devaient contribuer à la révolution. Mais, quels que soient les liens obscurs qui ont pu exister entre les syndicats de tisserands, les « Chevaliers de l'Aiguille » ou des

---

<sup>70</sup> Oliver rendit compte d'une rencontre de délégués du West Riding (28 avril 1817) ; « *J'en ai trouvé plusieurs parmi eux qui n'hésitaient pas à dire qu'ils étaient prêts à marcher avec Despard et compagnie, en 1802, et que tout a échoué parce que certains ont négligé de rester en contact étroit les uns avec les autres* », récit d'Oliver, in *H.O.* 40.9.

<sup>71</sup> Cette analyse du luddisme dans le Lancashire est largement fondée sur les déclarations de Bent, de Yarwood, de Whittaker, de « R.W. », sur des rapports de magistrats ainsi que sur des lettres anonymes réunies dans *H.O.* 40.1, 42.121 et 42.123.

délégués irlandais itinérants, il est certain que le luddisme fut un mouvement sans direction ni centres nationaux, et pratiquement sans objectif national au-delà de la détresse commune et du désir de renverser le gouvernement. Surtout, les rumeurs (reprises par des hommes comme Bent) sur l'existence d'un « grand comité » à Londres étaient dénuées de tout fondement et montraient le peu de lucidité des révolutionnaires de province quant à leur véritable situation.

Le général Maitland avait sans doute raison lorsqu'il déclarait qu'il n'y avait « aucun fond réel » dans le luddisme et que,

aujourd'hui, ces mouvements révolutionnaires se limitent en général aux couches inférieures de la population, et aux endroits où ils se font voir ; et qu'aucun accord ni aucun projet n'existe au-delà de ce qui se manifeste dans les actes de violence qui se commettent quotidiennement<sup>72</sup>.

Nous pouvons retenir ce jugement pourvu que nous prêtions bien attention à ce qui est dit. Certains observateurs moins bien informés que Maitland s'effrayaient, car ils ne pouvaient concevoir un « mouvement révolutionnaire » sans quelque noyau central d'« hommes diaboliques et intrigants », de meneurs aristocrates ou bourgeois, inspirant secrètement l'ensemble du mouvement. Lorsque de tels conspirateurs demeuraient introuvables, l'opinion allait à l'autre extrême : s'il n'y avait pas de direction, alors il ne pouvait être question de mouvement révolutionnaire. Il était inconcevable que des tondeurs de drap, des tricoteurs sur métier et des tisserands tentent de renverser à eux seuls l'autorité<sup>73</sup>. « *Il semble qu'il n'ait existé aucune preuve de structuration, aucune preuve de complot.* » C'est ainsi que Cobbett commentait le rapport de la Commission secrète de la Chambre des communes en 1812. « *Et c'est le fait qui déconcerte le plus le Ministère. Ils ne trouvent pas d'agitateurs. C'est un mouvement du peuple lui-même* [<sup>\*78</sup>]. »

Ce fut cependant un mouvement capable de mobiliser 12 000 hommes de troupe pendant plusieurs mois, et qui conduisit le vice-lieutenant du West Riding à déclarer, en juin 1812, que le pays était « *sur le chemin d'une insurrection ouverte* » :

---

<sup>72</sup> F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 175. Cf. Beckett à Maitland, 29 août 1812 : « *il faudrait qu'ils puissent agir simultanément et de façon plus organisée pour que nous ayons à redouter qu'ils ne causent des troubles graves* », H.O. 79.2.

<sup>73</sup> Voir *The Historical Account of the Luddites*, p. 11 : « On admettait souvent que les opinions de certaines des personnes engagées dans ces excès pussent aller jusqu'à des mesures révolutionnaires, et qu'elles aient visé à renverser le gouvernement ; mais il n'existe de cela aucune preuve satisfaisante ; et il est admis par tous que les dirigeants des émeutes, bien que jouissant d'une influence considérable, faisaient tous partie des classes laborieuses. »

*[...] exception faite des quelques endroits occupés par les soldats, le Pays était pratiquement aux mains des hors-la-loi [...] les rebelles étaient bien plus nombreux que les habitants paisibles* <sup>[\*79]</sup>.

On peut, d'un certain point de vue, considérer le luddisme comme une forme de « révolte paysanne » chez les travailleurs de l'industrie ; au lieu de mettre à sac les châteaux, ils attaquaient le symbole le plus proche de leur oppression – la laineuse mécanique ou les métiers mécaniques dans les fabriques. Après vingt années de disparition presque totale de la presse écrite et des réunions publiques, les luddistes n'avaient connaissance d'aucun dirigeant national auquel ils auraient pu faire confiance, d'aucune politique nationale à laquelle ils auraient pu identifier leurs propres desseins. C'est pourquoi le luddisme fut toujours le plus fort dans les communautés locales, et le plus cohérent dans les actions syndicales de portée limitée.

Mais, tandis qu'ils attaquaient ces symboles de l'exploitation et du système industriel, ils prenaient conscience d'objectifs plus vastes. Et il existait des noyaux de *Tom Painers* qui pouvaient les diriger vers d'autres objectifs. Mais, là, l'organisation bien rigoureuse qui servait à détruire la fabrique ou les métiers à bas perdait son utilité ; il n'existait pas, dans leur communauté, de « bourg pourri » comme Old Sarum <sup>74</sup>, qu'ils auraient pu mettre à bas, et les Chambres du Parlement étaient hors de leur portée. Il est certain que les luddistes de différents districts communiquaient entre eux ; et il existait aussi sûrement, dans le Yorkshire et à Nottingham, une sorte de commandement de district, connu seulement de quelques « capitaines » comme Towle et Mellor. Mais si, comme il est vraisemblable, les récits de rencontres de délégués à Ashton, à Stockport et à Halifax sont véridiques, c'était là que se situait la faiblesse principale du luddisme, là où il était le plus exposé à la pénétration d'espions et le plus enclin aux discours creux sur les insurrections soutenues par les Français, les Irlandais ou les Écossais. C'est seulement vers le milieu de l'été 1812 qu'apparaît une véritable organisation de conspirateurs qui avait pris ses distances à l'égard des revendications d'ordre purement industriel et qui s'étendait à de nouveaux districts. En août (d'après le capitaine Raynes), les luddistes devaient « faire un effort désespéré pour se soulever en bloc » ou disparaître <sup>[\*80]</sup>. Deux raisons entraînèrent l'effondrement du mouvement. D'abord, l'abrogation des Ordres en Conseil et une amélioration rapide du commerce. Ensuite, la pression croissante des autorités : davantage de soldats, d'espions, d'arrestations et les exécutions de Chester et de Lancaster.

---

<sup>74</sup> [NdBS] Un des « bourgs pourris » [cf. note n°116, in *Une armée de justiciers*, volume 1] le plus souvent cité comme exemple. Ce bourg comptait sept électeurs alors que les cités neuves comme Birmingham et Manchester n'avaient aucun représentant pour leurs dizaines de milliers d'habitants.

D'un autre point de vue, on peut considérer le luddisme comme un mouvement de transition. Il faut voir, derrière la destruction de machines, les motivations des hommes qui manièrent les grands marteaux. Si on l'analyse comme « un mouvement du *peuple lui-même* », on est frappé non pas tant par son retard que par sa maturité. Loin d'être un mouvement « primaire », il fit preuve, à Nottingham et dans le Yorkshire, d'une grande discipline et d'une grande maîtrise. On peut voir le luddisme comme la manifestation d'une culture ouvrière bien plus indépendante et complexe que celle que l'on peut trouver au XVIII<sup>e</sup> siècle. Les vingt années de tradition illégale précédant 1811 furent, d'après ce que l'on peut entrevoir, d'une grande richesse ; en ce qui concerne le mouvement syndical, il est évident qu'il expérimente de nouvelles voies, acquiert d'avantage d'expérience et d'instruction et une plus grande conscience politique. Le luddisme est né de cette culture – le monde des sociétés de secours mutuel, des cérémonies et des serments secrets, des pétitions semi-légales au Parlement, des rencontres des artisans à l'auberge –, et cela d'une façon qui semble inévitable. Ce fut une phase de transition au cours de laquelle un mouvement syndical qui avait pris de l'assurance fut réprimé par les lois sur les coalitions et s'efforça de briser ce barrage pour s'affirmer et se manifester. Ce fut aussi une période de transition entre Despard et la « Lanterne noire », d'une part, et Peterloo, de l'autre. Un « Secrétaire du Général Ludd » (titre probablement usurpé<sup>75</sup>) écrivait de Nottingham à Huddersfield, le 1<sup>er</sup> mai 1812 :

*Je peux dire qu'il est de l'opinion de notre Général et des ses hommes que, aussi longtemps que cet ignoble ivrogne débauché de Prince Régent et ses domestiques s'occuperont du gouvernement, ils ne nous réserveront que misère. Je peux ajouter que vous êtes censés vous souvenir que vous êtes faits de la même étoffe que Gorg Guelpis Juner, que le pain et le vin sont faits pour vous comme pour lui.*

Dans les trois comtés, la campagne en faveur d'une réforme du Parlement commença au moment même où le luddisme était vaincu. A Halifax, avant même le procès de Baines, l'une des premières Associations pour une réforme parlementaire fut créée. « *J'ai entendu dire que vous présentiez une pétition pour une Réforme parlementaire* », écrivit George Mellor à un ami, tandis qu'il attendait son jugement au château d'York : « *Je désire vous donner les noms qui suivent [...]* » Les noms de trente-neuf de ses compagnons de prison étaient joints. (« *Souvenez-vous, ajoutait-il, une Ame vaut plus que le Travail ou l'Or.* »)

---

<sup>75</sup> Outre les lettres émanant sans doute de véritables groupes luddistes, cette période fut fertile en écrits de « francs-tireurs ». Parmi les auteurs que j'ai notés, on trouve « Mr. Pistol », « Lady Ludd », « Peter Plush », « General Justice », « Thomas Paine », « A True Man », « Eliza Ludd », « No King », « King Ludd » et « Joe Firebrand », avec des adresses telles que « Caverne de Robin des Bois » et « Forêt de Sherwood ».

Et, si nous poursuivons cette logique jusqu'au bout, nous pouvons ajouter foi au commentaire exaspéré d'un magistrat du Derbyshire en 1817 :

*Les luddistes, à présent, s'occupent surtout de politique et de braconnage. Ce sont eux les principaux dirigeants des clubs Hampden, qui se sont aujourd'hui constitués dans presque tous les villages du triangle formé par Leicester, Derby et Newark* <sup>[\*81]</sup>.

*- Edward P. Thompson -*

# Chronologie

1811

## *Novembre*

### **- Nottinghamshire :**

Environ 400 métiers brisés. 1 luddite tué. Envoi de 1 900 soldats. Arrestations de luddites.

## *Décembre*

### **- Nottinghamshire :**

Environ 400 métiers brisés. Envoi de 500 soldats supplémentaires. Arrestations de luddites.

### **- Lancashire / Cheshire :**

Réunion luddite.

1812

## *Janvier*

### **- Nottinghamshire :**

Environ 300 métiers brisés. Arrestations de luddites. Envoi de 1 000 soldats.

### **- Yorkshire :**

1 fabrique incendiée. Bris de machines.

## *Février*

### **- Nottinghamshire :**

Environ 30 métiers brisés.

### **- Lancashire / Cheshire :**

1 entrepôt incendié. 1 fabrique attaquée.

**- Yorkshire :**

3 ateliers attaqués. Bris de machines.

**- Royaume-Uni :**

Vote du texte de loi faisant du bris de métiers une peine capitale. Discours de Byron.

*Mars*

**- Nottinghamshire :**

12 métiers brisés. Assises : 7 déportés.

**- Lancashire / Cheshire :**

1 fabrique attaquée.

**- Yorkshire :**

Environ 12 ateliers attaqués, bris de machines. 2 fabriques attaquées.

**- Royaume-Uni :**

Promulgation de la loi sur la peine capitale.

*Avril*

**- Nottinghamshire :**

1 manufacturier assassiné.

**- Lancashire / Cheshire :**

Émeute à la Bourse de Manchester. 15 émeutes frumentaires. 10 fabriques attaquées, 2 détruites, 10 luddites tués.

**- Yorkshire :**

4 maisons, 2 ateliers et 2 fabriques attaquées, 1 manufacturier assassiné, 4 luddites tués, 1 manufacturier attaqué.

*Mai*

**- Nottinghamshire :**

1 émeute frumentaire. Envoi de 2 000 soldats.

**- Lancashire / Cheshire :**

1 manufacturier attaqué. Assises : 10 pendus, 38 déportés, 18 incarcérés, 6 900 soldats en poste.

**- Yorkshire :**

Raids pourvoyeurs d'armes, cambriolages. 4 000 soldats en poste.

**- Royaume-Uni :**

Assassinat du Premier ministre Perceval.

*Juin*

**- Lancashire / Cheshire :**

38 luddites arrêtés pour prestation de serment.

**- Yorkshire :**

Raids pourvoyeurs d'armes, cambriolages.

*Juillet*

**- Yorkshire :**

Raids pourvoyeurs d'armes, cambriolages.

**- Royaume-Uni :**

La Chambre des Lords rejette le texte de Henson en faveur des tricoteurs sur métier.

*Août*

**- Lancashire / Cheshire :**

Les 38 luddites arrêtés pour prestation de serment sont acquittés.

**- Yorkshire :**

3 émeutes frumentaires.

*Septembre*

**- Nottinghamshire :**

1 émeute frumentaire.

**- Lancashire / Cheshire :**

1 fabrique incendiée.

**- Yorkshire :**

2 ateliers attaqués, bris de machines. Raids pourvoyeurs d'armes.

*Octobre*

**- Yorkshire :**

Arrestations de luddites.

*Novembre*

**- Nottinghamshire :**

1 émeute frumentaire, 1 bris de métiers.

**- Yorkshire :**

Arrestations de luddites.

*Décembre*

**- Nottinghamshire :**

Environ 5 bris de métiers.

**- Yorkshire :**

Assises : 14 pendus, 6 déportés.

1813

*Janvier*

- **Nottinghamshire** :

Environ 14 bris de métiers.

- **Royaume-Uni** :

Shelley commence une collecte pour les enfants luddites.



# Notes des références :

- [\*1] J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 67 et (pour les lois d'arbitrage) p. 62-69, 72 *sq.*
- [\*2] Par « One who Pities the Oppressed », *The Begger's Complaint against Rack Rent, Landlords, Corn Factors, Great Farmers, Monopolizers, Paper Money Makers and War [...]*, Sheffield, 1812, p. 100 *sq.*
- [\*3] Cf. *supra*, p. 252-253. [Partie II, « La malédiction d'Adam » ; chapitre 9, « Les tisserands ».
- [\*4] A.B. Richmond, *op. cit.*, p. 14-28.
- [\*5] Voir *ibid.*, p. 29-40, et le témoignage de Richmond, *Second Report [...]* *Artizans and Machinery*, 1824, p. 59 *sq.* ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 85, 88 ; A. Aspinall, *op. cit.*, p. 137-150, particulièrement J.J. Dillon à Sidmouth, p. 143 *sq.*
- [\*6] Sur la question des lois de Spitalfields, voir M.D. George, *London Life in the Eighteenth Century*, chap. IV ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 209 *sq.* ; J.H. Clapham, « *The Spitalfields Acts* », *Economic Journal*, décembre 1916.
- [\*7] Voir T.K. Derry, « *Repeal of the Apprenticeship Clauses* », *loc. cit.*, p. 71, 72.
- [\*8] Voir J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 87.
- [\*9] *Nottingham Review*, 20 décembre 1811.
- [\*10] H.O. 42.117. Voir J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 84, 85, pour de plus amples extraits de ce remarquable document.
- [\*11] *General Ludd's Triumph*, in H.O. 42.119.
- [\*12] *Heads of Proposed Bill [...]* (ms.), Halifax Reference Library.
- [\*13] Driver, *Tory Radical*, 1946, p. 17, 18.
- [\*14] F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 62.
- [\*15] E. Lipson, *The History of the Woollen and Worsted Industries*, 1921, p. 181.
- [\*16] W. Dodd, *The Factory System Illustrated*, p. 15.
- [\*17] W. Felkin, *op. cit.*, p. 441 *sq.* ; T. Cooper, *Life*, p. 137-142. Voir aussi J.F.C. Harrison, « *Chartism in Leicester* », in A. Briggs (éd.), *Chartist Studies*, p. 121-129.
- [\*18] K. Marx, *Selected Works*, 1942, II, p. 439.
- [\*19] Voir E.J. Hobsbawm, « *The Machine Breakers* », *Past and Present*, I, février 1952, p. 57 *sq.*
- [\*20] F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 67-70 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 261-265 ; *Leeds Mercury*, 7, 14, 21 décembre 1811.
- [\*21] A. Aspinall, *op. cit.*, p. 118.
- [\*22] *Alfred*, 9 décembre 1811.

- [\*23] *General Ludd's Triumph*, H.O. 42.119.
- [\*24] *Leeds Mercury*, 15 février 1812 ; *Nottingham Review*, 7 février 1812.
- [\*25] *Leeds Mercury*, 18 janvier, 29 février 1812 ; Frank Peel, *op. cit.*, éd. de 1880, p. 17.
- [\*26] F. Peel, *op. cit.*, éd. de 1895, p. 44 *sq.* Il faut noter que, chaque fois que le récit de Peel peut être vérifié, il est généralement exact, jusque dans les moindres détails.
- [\*27] W.B. Crump, *op. cit.*, p. 229.
- [\*28] Asa Briggs, *Private and Social Themes in Shirley*, Brontë Society, 1958, p. 9.
- [\*29] A.L., *Sad Times*, p. 112.
- [\*30] Frank Peel, *Spenn Valley : Past and Present*, p. 242.
- [\*31] *Leeds Mercury*, 11 avril 1812 ; F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 114.
- [\*32] Dossier du procès de Milnes et de Blakeborough, T.S. 11.2673.
- [\*33] Voir A. Briggs, *The Age of Improvement*, p. 164-166 ; A. Prentice, *Historical Sketches of Manchester*, p. 41-47 ; Chester New, *Life of Henry Brougham*, Oxford, 1961, chap. IV et VI.
- [\*34] D.F.E. Sykes, *History of the Colne Valley*, Slaithwaite, 1906, p. 309.
- [\*35] Cf. *infra*, p. 531 [Partie III, « Présence de la classe ouvrière » ; chapitre 14 « Une armée de justiciers » ; 6<sup>e</sup> partie « *By Order of the Trade* »].
- [\*36] A. Prentice, *Historical Sketches of Manchester*, p. 48-52 ; F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 93-95.
- [\*37] *Leeds Mercury*, correspondance de Middleton, 25 avril 1812.
- [\*38] L'histoire tortueuse du « Vieux S » et du « Jeune S » est racontée par J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, chap. X ; F.O. Darvall, *op. cit.*, chap. V et XIV ; A. Prentice, *op. cit.*, p. 52-58 ; et par un « anonyme », *The Blackfaces of 1812*, Bolton, 1839.
- [\*39] Lloyd au ministère de l'Intérieur, le 17 juin 1812, H.O. 40.1 ; F. Raynes, *An Appeal to the Public*, 1817, p. 20, 21 et *passim*.
- [\*40] *Leeds Mercury*, 2 mai 1812 ; T.S. 11.5480.
- [\*41] H.O. 40.1 ; A. Prentice, *op. cit.*, p. 46 ; *Leeds Mercury*, 16 mai 1812 ; F. Peel, *The Risings of the Luddites*, p. 156, 157 ; A. Briggs, *The Age of the Improvement*, p. 157.
- [\*42] Radcliffe, MSS, 17 mars 1812, 126/26.
- [\*43] *London Gazette*, 19 mai 1812 ; H.O. 42.123.
- [\*44] Voir A. Briggs, *Private and Social Themes in Shirley*, *op. cit.*, p. 12.
- [\*45] *Fitzwilliam Papers*, F.46 (g).
- [\*46] Voir C. Gray, *Nottingham Through, 500 Years*. Nottingham, 1960, p. 165.
- [\*47] Aveux de W. Burton, H.O. 40.4 ; dépositions de Thomas Savage, H.O. 42.163 ; H.W.C. Davis, *Age of Grey and Peel*, p. 172 ; F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 144-149, 155-159 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 238-242.

- [\*48] Cf. *supra*, p. 491 (NdT). [Partie III, « Présence de la classe ouvrière » ; chapitre 14 « Une armée de justiciers » ; 4<sup>e</sup> partie « Tondeurs et tricoteurs sur métier »].
- [\*49] *Loc. cit.*, p. 174-196.
- [\*50] Voir J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 314, 325.
- [\*51] Déposition in *Fitzwilliam Papers*, F.46 (g).
- [\*52] *Rex v. Eadon*, Howell, *State Trials*, XXXI, 1070.
- [\*53] *Fitzwilliam Papers*, 9 juillet 1812, F.46 (g).
- [\*54] En ce qui concerne cette curieuse affaire, voir J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 315 *sq* ; et F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 125-133.
- [\*55] *Fitzwilliam Papers*, F.46 (g).
- [\*56] F. Raynes, *op. cit.*, p. 114, 115.
- [\*57] T. Bailey, *Annals of Nottinghamshire*, 1855, IV, p. 280.
- [\*58] *H.O.* 42.122.
- [\*59] *Proceedings under the Special Commission at York*, Leeds, 1813, p. 67-69 ; J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 332 ; H. Clarkson, *Memories of Merry Wakefield*, Wakefield, 1887, p. 40.
- [\*60] Introduction autorisée aux procès d'York, in Howell, *State Trials*, XXXI, 964.
- [\*61] *Shirley*, chap. VIII, XXX.
- [\*62] *Leeds Mercury*, 23 novembre 1811 ; T. Bailey, *op. cit.*, IV, p. 247.
- [\*63] J.U. Walker, *History of Wesleyan Methodism in Halifax*, Halifax, 1836, p. 255 ; E.V. Chapman, *John Weiley and Co. (Halifax)*, Halifax, 1952, p. 35 ; F.A. West, *Memoirs of Jonathan Saville*, 1844, p. 24, 25.
- [\*64] J.L. et B. Hammond, *op. cit.*, p. 239.
- [\*65] F. Peel, *op. cit.*, p. 6, 18.
- [\*66] *Ibid.*, 126/27.
- [\*67] W.B. Crump, *op. cit.*, p. 230.
- [\*68] F. Peel, *op. cit.*, éd. de 1880, p. 23-26. Dans la préface à la seconde édition (1888), Peel raconte comment cette tradition fût préservée.
- [\*69] *Report of the Proceedings [...] under Oyer and Terminer*, p. 124, 207.
- [\*70] *Leeds Mercury*, 6 juin 1812.
- [\*71] F. Peel, *op. cit.*, éd. de 1880, p. 9.
- [\*72] Voir *The Skilled Labourer*, p. 67, 73, et *supra*, p. 445 [Partie III, « Présence de la classe ouvrière » ; chapitre 14, « Une armée de justiciers » ; 2<sup>e</sup> partie, « La société opaque »]. Il n'est pas absolument certain, cependant, qu'il s'agisse du même « B », du fait que d'autres « B » étaient également employés, Barlow par exemple, cf. *supra.*, p. 441. [Partie III, « Présence de la classe ouvrière » ; chapitre 14, « Une armée de justiciers » ; 2<sup>e</sup> partie, « La société opaque »].
- [\*73] Déposition de H. Yarwood, 22 juin 1812, in *H.O.* 40.1. On le décrivit aussi comme « un respectable marchand de coton », voir *The Trial at Full length of the 38 Men from Manchester*, Manchester, 1812, p. 137.

[\*74] *Ibid.*, p. 274, 275, 297, 336, 337.

[\*75] Voir A. Aspinall, *op. cit.*, p. XXIII n. 2, 98, 99 n. 1, 100, 101 n. 2.

[\*76] Voir par exemple *supra*, p. 167 [Partie II, « La malédiction d'Adam » ; chapitre 6 « Exploitation »].

[\*77] Pièces jointes dans R.P. W.R. Hay, 16 mars 1812, *in H.O.* 41.

[\*78] G.D.H. Cole, *Life of Cobbett*, p. 180.

[\*79] F.O. Darvall, *op. cit.*, p. 310.

[\*80] F. Raynes, *op. cit.*, p. 58.

[\*81] Radcliffe, MSS, 126/46 et 126/127A ; *An Appeal to the Nation*, Halifax, 1812 ; Lockett à Beckett, 12 janvier 1817, *in H.O.* 40.3.



# UNE ARMÉE DE JUSTICIERS

*La révolte des luddites contre la machine industrielle*

“Ce qui était en jeu, c'était tout un mode de vie pour la communauté, et nous devons donc comprendre que l'opposition des tondeurs à certaines machines allait bien au-delà de la défense de son niveau de vie par un groupe particulier de travailleurs qualifiés. Ces machines étaient le symbole vivant de l'empiétement progressif du système industriel.”

## WHEREAS,

Several EVIL-MINDED PERSONS have assembled together in a riotous Manner, and DESTROYED a NUMBER of

# FRAMES,

In different Parts of the Country :

THIS IS

## TO GIVE NOTICE,

That any Person who will give Information of any Person or Persons thus wickedly

## BREAKING THE FRAMES,

Shall, upon CONVICTION, receive

# 50 GUINEAS REWARD.

And any Person who was actively engaged in RIOTING, who will impeach his Accomplices, shall, upon CONVICTION, receive the same Reward, and every Effort made to procure his Pardon.

↔ Information to be given to Messrs. COLDHAM and ENFIELD.

Nottingham, March 26, 1811

www.piecesetmaindoeuvre.com

diffusion recommandée !

 black-star@no-log.org

anti-copyright, 